



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 056 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 23 avril 2007

—
Président

M. James Bezan

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 23 avril 2007

• (1805)

[Traduction]

Le président (M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC)): La séance est ouverte. Nous poursuivons nos audiences à l'échelle nationale sur le Cadre stratégique pour l'agriculture. Nous sommes heureux d'être à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, en cette belle journée ensoleillée. M. Easter nous a fait faire cet après-midi une visite rapide de deux ou trois heures très intéressante de la partie sud de l'île.

Nous vous souhaitons la bienvenue à cette séance d'une heure et demie consacrée à des exposés. Nous accueillons Scott Dingwell, qui représente le Natural Organic Food Groups Inc. of Prince Edward Island. Nous recevons également John Colwill et Mike Nabuurs, de la Prince Edward Island Federation of Agriculture. Soyez les bienvenus. Le Prince Edward Island Potato Board est représenté par Kevin MacIsaac et Ivan Noonan. Quelques-uns de nos témoins de la Young Farmers' Association, Ryan Weeks et Martin Bernard, sont un peu en retard. Mme Smith est là pour nous aider s'ils n'arrivent pas à temps.

Sur ce, vous pourriez peut-être faire vos commentaires préliminaires, monsieur Dingwell. Vous avez au maximum dix minutes.

M. Scott Dingwell (propriétaire, Natural Organic Food Groups inc. of Prince Edward Island): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie pour cette occasion de faire un exposé. Je m'appelle Scott Dingwell. Je suis un agriculteur de l'Île-du-Prince-Édouard, copropriétaire du NOFGPEI et président actuel du Conseil canadien de la gestion d'entreprise agricole. Cet exposé portera surtout sur le Natural Organic Food Group PEI, ou NOFGPEI.

Le NOFGPEI a remplacé le Garden Province Meats, l'abattoir de l'île pour les porcs. Le remplacement de GPM par le NOFGPEI a été précipité par l'abandon, par Maple Leaf Foods, de sa position d'actionnaire majoritaire, au début de 2006. C'est alors qu'ont été amorcés les projets de vaste restructuration de Maple Leaf actuellement en cours à l'échelle nationale. Cette restructuration ne s'applique pas à une seule entreprise, mais est le signe des grandes transformations et des forces vigoureuses qui donnent un nouveau visage à l'agriculture canadienne.

Le NOFGPEI fait activement la transition entre des marchés de produits à bas prix vers des marchés différenciés de produits de marque de grande valeur. Il a créé et continue de créer des produits du porc différenciés qui peuvent être directement liés aux consommateurs au niveau de la vente de détail.

Les raisons sur lesquelles s'appuie cette initiative sont exposées dans l'étude que contient le rapport intitulé *A Maritime Pork Value Chain Assessment*, qui vous a été remis. Le rapport a été préparé par le Conseil d'adaptation de l'Île-du-Prince-Édouard, l'Atlantic Swine Research Partnership et P.E.I. Pork Plus.

Les principales constatations faites dans le rapport qui sont à la base de cette initiative sont les suivantes.

Les contrats de marketing remplacent de plus en plus les marchés libres et la détermination d'un prix réaliste est difficile. Les grandes exploitations sont davantage en mesure de négocier avec succès dans ce contexte.

Le nombre d'élevages diminue, mais leur taille augmente, et cette tendance se maintient.

La production et la transformation de bétail sont de plus en plus mobiles. Les multinationales pourraient dominer la production, trouver des fournisseurs et vendre leurs produits à l'échelle mondiale.

Les petits et moyens producteurs auront de la difficulté à s'intégrer aux structures de la chaîne d'approvisionnement. Des revenus supérieurs seraient réalisables sur des marchés à créneaux de produits à valeur ajoutée. Ces petits et moyens producteurs seront peut-être capables de conquérir l'accès aux marchés et profiteront peut-être des avantages qu'ont les gros producteurs en matière de coûts en se joignant à des réseaux ou en formant des alliances, mais ces deux options requièrent un niveau élevé de coopération et d'interdépendance.

Les consommateurs réclament des attributs alimentaires inédits venant s'ajouter à la sécurité alimentaire, comme le bien-être animal, les produits biologiques, l'environnement et une production sans antibiotiques ou sans ingrédients génétiquement modifiés.

Wal-Mart et d'autres grandes chaînes ont des incidences considérables sur les ventes au détail. Les gros marchands de détail peuvent coexister avec des créneaux plus petits.

Le potentiel de croissance future pour les produits emballés de marque à valeur ajoutée est considérable.

La conjoncture actuelle dans ce secteur est terrible. Je pense que Willem de Boer et Robert Harding du P.E.I. Hog Commodity Marketing Board exposeront la situation actuelle et communiqueront les recommandations du secteur du porc de l'Île-du-Prince-Édouard au cours de la prochaine séance de votre comité.

Le NOFG, comme toute autre entreprise du secteur manufacturier, est très sensible aux flux de production. Ce qui est encore plus important et propre au NOFG, c'est qu'un programme différencié et axé sur des produits de marque ayant des attributs régionaux requiert un approvisionnement régional.

Nous estimons être à l'avant-garde de la nouvelle agriculture. Le NOFG a transformé en atouts dans le contexte de cette économie nouvelle certains des problèmes de compétitivité qui étaient pour lui un handicap.

Un des plus gros risques auxquels nous soyons exposés est lié au fait que l'industrie n'est peut-être pas capable de faire la transition vers cette nouvelle économie en raison de la situation actuelle.

Un débat en règle sur la production alimentaire dans le contexte de la sécurité nationale est essentiel. On oublie facilement cet aspect quand les rayons de magasin sont bien garnis, mais il est trop tard quand ils sont vides. Étant donné que je n'ai pas cette réponse aujourd'hui, je limiterai mes observations à l'énoncé de vision actuel du Cadre stratégique pour l'agriculture de la prochaine génération:

Une industrie qui saisit de façon novatrice les nouvelles demandes de produits et de services alimentaires et non alimentaires sur les marchés, dans un contexte qui favorise la prospérité et les possibilités pour l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui profitera à tous les Canadiens.

C'est une vision que le NOFG avait déjà adoptée avant qu'elle ne soit publiée.

Par conséquent, que faut-il faire? Il ne suffit pas de prononcer ces mots-là; il est essentiel de prendre des mesures pour concrétiser cette vision. Les mots ne sont que de l'encre sur une page ou des sons qui circulent dans l'air, tant qu'ils ne sont pas soutenus par des actions des politiques et des investissements. L'énoncé de vision actuel renferme de nombreux termes évoquant un soutien parental, mais l'agriculture au Canada est une industrie qui a atteint sa maturité; elle a par conséquent besoin d'un partenariat et non pas de parentage.

Les trois principaux thèmes dont j'aimerais traiter aujourd'hui sont qu'il est essentiel de faire des investissements stratégiques pour assurer la transition vers cette économie nouvelle, qu'il est indispensable de rationaliser les politiques et les règlements pour maintenir et accroître la compétitivité et qu'il faut tenir compte des différences régionales dans les programmes.

Les investissements stratégiques, tels qu'ils sont définis dans le nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture dans le volet « développement des marchés et commerce » consistent à faire des investissements dans des procédés de production novateurs, dans des systèmes nationaux et dans le choix d'autres points de différenciation éclairés par des renseignements commerciaux. C'est excellent. Le NOFG appuie vigoureusement cette orientation, mais il est toujours nécessaire de trouver des moyens et des outils pour soutenir l'agriculture primaire au cours des périodes de transition vers la nouvelle économie de marché. Les marchés ne subsisteront pas s'ils ne peuvent pas être approvisionnés.

Le programme Agri-débouchés annoncé au mois de janvier est constructif et coopératif, mais nous devons nous lancer de nouveaux défis pour nous souvenir que l'une des clés de ce programme est d'accroître les débouchés pour l'agriculture canadienne dans toute la chaîne de valeur et de générer de la demande pour les produits agricoles primaires.

En outre, il est essentiel d'apporter des améliorations considérables au contexte réglementaire canadien. Le rapport intitulé *Canadian Pork Value Chain: Strengthening Our Competitiveness* publié au début du mois — que je remettrai au greffier — contient de nombreuses recommandations intéressantes qui devraient être suivies. Pour instaurer une économie de marché au Canada, il est indispensable de rationaliser les activités des organismes intervenant sur les marchés et dans la création de la production, et d'en accroître l'efficacité. La création d'un label a posé des difficultés au NOFG dans ce contexte.

Le caractère régional des programmes est le troisième thème. Pour un pays aussi vaste que le Canada, il sera absolument essentiel que les programmes fassent preuve d'une souplesse suffisante pour tenir compte des différences dans les pratiques de production. Des programmes qui ont été efficaces dans une région du pays ont été considérés comme inefficaces dans une autre. Il est nécessaire de disposer d'une certaine latitude régionale dans la fourniture des politiques et des programmes agricoles.

Pour conclure, voici les trois recommandations que je présente respectueusement au comité.

Premièrement, des investissements stratégiques doivent être faits afin de permettre la transition vers ces nouvelles économies de marché. Ces investissements doivent s'appliquer également aux niveaux primaires.

Deuxièmement, il est impératif de rationaliser les politiques et les règlements afin de maintenir et d'accroître notre compétitivité. La réglementation et les lois doivent avoir la parité sur le marché. Le marché est mondial.

Troisièmement, il est essentiel de tenir compte des différences régionales dans les programmes. Le Canada est un vaste pays où les pratiques de production diffèrent d'une région à l'autre.

Je signale respectueusement que toute crise est une opportunité. Nous devons prendre des décisions intelligentes lorsqu'il s'agit de se fixer des objectifs pour l'avenir.

Merci, monsieur le président.

• (1810)

Le président: Merci, monsieur Dingwell.

Monsieur Colwill, vous avez la parole.

M. John Colwill (président,, Prince Edward Island Federation of Agriculture): Bonsoir, mesdames et messieurs. Je m'appelle John Colwill et je suis président de la P.E.I. Federation of Agriculture. Je suis accompagné aujourd'hui de notre directeur exécutif, M. Mike Nabuurs.

Je vous remercie pour cette occasion d'exposer certaines de nos idées et de discuter de certaines questions à examiner dans le contexte de la mise au point d'un système de gestion des risques de l'entreprise et d'autres volets du nouveau Cadre stratégique pour l'agriculture.

Comme vous le savez, l'agriculture canadienne arrive à la croisée des chemins. Les agriculteurs canadiens éprouvent des difficultés financières croissantes alors que chez nos homologues américains, il semblerait que les débouchés abondent et que le secteur soit en pleine croissance. Il est essentiel d'examiner cette situation de plus près pour assurer la viabilité à long terme de l'agriculture canadienne. Pour pouvoir aller de l'avant, il faudra se poser des questions difficiles et y répondre. Les plus difficiles sont les suivantes: les Canadiens veulent-ils que leurs produits alimentaires continuent d'être produits au Canada? Si la réponse est négative, il faut alors entamer le processus d'élaboration de stratégies de repli pour permettre aux agriculteurs canadiens d'abandonner le secteur tout en conservant une certaine fierté ou une certaine dignité. Si toutefois la réponse est affirmative, il faut alors prendre conscience des lacunes et accélérer le processus qui consiste à mettre les agriculteurs canadiens sur un pied d'égalité avec leurs partenaires commerciaux des États-Unis et de l'Europe.

La Federation of Agriculture préférerait certainement présumer que la réponse à la question est un oui enthousiaste. L'agriculture offre de nombreux débouchés et il est impératif de donner aux agriculteurs canadiens les pouvoirs nécessaires pour en tirer parti. Pour autant que le gouvernement fédéral apporte un soutien suffisant et adopte une vision appropriée, la durabilité à long terme de l'agriculture canadienne sera un objectif réaliste.

Nous sommes reconnaissants pour les fonds que le gouvernement actuel et ses prédécesseurs ont consacrés à l'agriculture. Il faut toutefois reconnaître qu'à bien des égards, ces subventions ponctuelles ne sont que des solutions de fortune à un problème qui s'aggrave. Il semblerait que le gouvernement canadien n'ait pas de vision ou de stratégie pour faire progresser l'agriculture. À de nombreux niveaux, les agriculteurs ne peuvent pas apporter les changements préventifs qui seraient nécessaires pour mettre le secteur sur la voie du progrès. Les agriculteurs doivent consacrer tellement d'énergie à assurer leur survie qu'ils ne peuvent pas faire des projets d'avenir qui leur permettraient d'accroître la durabilité de leurs exploitations. C'est à ce niveau que le gouvernement doit intervenir en adoptant une stratégie efficace qui leur permettra de mettre fin à la situation actuelle et de se tourner vers l'avenir plutôt que de regarder en arrière en pensant à leur banquier. Cette stratégie doit être élaborée avec la collaboration de l'industrie.

La Fédération canadienne de l'agriculture et les organisations régionales qui en font partie ont travaillé d'arrache-pied pour élaborer un projet de loi agricole susceptible de régler la plupart de ces problèmes. Son approche, fondée sur trois piliers, à savoir la gestion des risques de l'entreprise, les biens et les services publics et la croissance stratégique, est une version condensée des cinq piliers précédents.

Quoique nous n'approuvions pas nécessairement le contenu du Farm Bill américain, il apporte à l'agriculteur un certain niveau de stabilité et de prévisibilité pour une période de cinq ans. La Fédération of Agriculture a été très heureuse de constater que le gouvernement a reconnu qu'il était nécessaire de rétablir un système de compte d'épargne autogéré de style contributaire pour le volet supérieur du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), tel que décrit dans le Cadre stratégique pour l'agriculture du projet de loi canadienne pour l'agriculture.

L'entente fédérale-provinciale actuelle de partage des coûts, en vertu de laquelle le gouvernement fédéral paie 60 p. 100 et les gouvernements provinciaux paient 40 p. 100 des coûts, fait partie de ce problème. Le gouvernement fédéral n'a apparemment aucune difficulté à payer sa part de 60 p. 100, mais les provinces ont de plus en plus de difficulté à payer leur contribution de 40 p. 100. Dans ces cas-là, les agriculteurs sont pris entre le marteau et l'enclume jusqu'à ce qu'une entente satisfaisante soit conclue. Il est temps de réexaminer l'entente de partage des coûts et d'élaborer un modèle qui accorde la priorité aux besoins du secteur agricole. Une entente prévoyant un partage de 65 et 35 p. 100, voire de 70 et 30 p. 100 serait-elle hors de question?

Nous sommes conscients de la nécessité que les provinces continuent d'investir dans l'agriculture et c'est le message que nous ne cessons de communiquer. On ne peut toutefois pas laisser les agriculteurs pris entre deux feux indéfiniment, pendant que les provinces se querellent avec le gouvernement fédéral au sujet de leur incapacité à financer le programme. Lorsque les initiatives sont annoncées et qu'on réclame leurs contributions aux provinces, celles-ci ne sont pas capables de payer; c'est notamment le cas en ce qui concerne l'Initiative de transition du PCSRA pour l'évaluation des stocks. Les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont laissés pour compte alors que les autres provinces qui versent leurs contributions donnent un énorme avantage à leurs producteurs. Ce type d'inégalité à l'intérieur des frontières du Canada dans le contexte d'un programme national est inadmissible.

•(1815)

Les produits et services publics sont en outre un volet essentiel du projet de loi canadien pour l'agriculture. Si nous voulons être sur un

ped d'égalité avec nos partenaires commerciaux, il est essentiel d'étudier sérieusement l'intérêt que l'on aurait à rémunérer les agriculteurs pour les services qu'ils fournissent aux autres membres de la société.

La salubrité et la traçabilité des aliments sont des services qui procurent un sentiment de sécurité à la population. L'infrastructure nécessaire à la fourniture de ce service est payée par les agriculteurs. Le gouvernement doit reconnaître qu'il faut aider les agriculteurs à mettre ces initiatives en oeuvre à la ferme. Le coût de la vérification de la salubrité des aliments et du matériel peut différer considérablement selon le type d'exploitation et selon la taille. Il varie de 1 000 \$ à 15 000 \$ annuellement. Si nous adoptons une moyenne de 5 000 \$ et présumons que le nombre d'exploitations agricoles est de 250 000 à l'échelle nationale, cela représente un coût annuel de 1,25 milliard de dollars que le secteur agricole doit payer pour la salubrité et la traçabilité des aliments. Les agriculteurs ne peuvent pas récupérer ces coûts sur le marché et ils ont besoin d'aide.

J'aimerais rappeler aux membres du comité que le rapport de Wayne Easter intitulé « Un pouvoir de marché accru pour les producteurs agricoles canadiens » contient la recommandation suivante: « La société doit assumer les coûts imposés aux producteurs lorsque ces derniers doivent mettre en oeuvre des mesures qui représentent un avantage pour l'ensemble du grand public. Ces mesures comprennent la mise en oeuvre de plans environnementaux à la ferme ou de programmes de sécurité alimentaire à la ferme, ainsi que la conversion de terres agricoles en réserves et sentiers écologiques, ceintures de verdure ou puits de carbone visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ».

Les biens et services écologiques sont un autre domaine dans lequel il est essentiel de payer les agriculteurs pour les services qu'ils fournissent à la société. Les producteurs répondent à l'appel en matière de responsabilité environnementale; ils font notamment des investissements à la ferme pour assurer la durabilité du sol et de l'eau et accroître la biodiversité.

J'aimerais citer rapidement un exemple. En 1998, un pâturage collectif de 3 000 acres de l'Île-du-Prince-Édouard était confronté à la fermeture pure et simple, à moins que les agriculteurs n'installent des clôtures tout le long des cours d'eau pour empêcher leur bétail d'y avoir accès. Les administrateurs avaient alors décidé de faire un plan écologique et l'ont mis en oeuvre. En 2001, tous les cours d'eau étaient protégés du bétail par des clôtures. Le projet représentait l'installation de clôtures neuves pour une longueur totale de 17 kilomètres en bordure des cours d'eau, le déplacement de corrales, l'édification d'abris contre le soleil, le forage de 12 puits, l'installation de l'électricité à ces puits et l'enfouissement sur une longueur de 7 kilomètres de canalisations d'alimentation de 30 points d'eau équipés de citernes en ciment. Le coût total dépassait 200 000 \$.

La question à se poser est la suivante: qui a profité de ce projet? La réponse est manifeste. Il a été bénéfique sur toute la ligne. Les milliers de personnes qui vivent dans ce bassin hydrographique, le bétail, les poissons dans les cours d'eau, les coquillages dans la baie, l'environnement et la faune en ont profité. Les producteurs en ont également bénéficié, mais à quel coût?

Au début, notre part du coût était d'environ 70 000 \$, mais nous avons en outre des frais annuels d'entretien considérables pour la réparation des clôtures et les canalisations d'eau endommagées ainsi que pour l'entretien et la réparation des pompes électriques et autres frais semblables. Ce n'est qu'une des centaines d'activités analogues qui sont mises en oeuvre chaque année par les producteurs de bétail et les cultivateurs de l'île.

Combien de temps les agriculteurs pourront-ils continuer à payer ces coûts au profit de la société? Ces investissements devraient être financés par des fonds publics.

Les investissements stratégiques et l'avenir sont le dernier morceau du casse-tête. Dans ce contexte, nous pourrions faire des commentaires sur de nombreux sujets, mais je n'en aborderai brièvement que trois.

Une capacité de transformation suffisante en ce qui concerne le boeuf et le porc sont d'une importance capitale pour la réussite future de ces secteurs dans la région de l'Atlantique. Les produits du boeuf de cette région incluent un groupe national de produits alimentaires biologiques; les producteurs et le gouvernement provincial y ont fait des investissements considérables. Ces deux secteurs ont besoin d'investissements supplémentaires pour s'implanter sur de nouveaux marchés et atteindre les objectifs en matière d'efficacité.

La tendance actuelle à produire pour la fabrication de l'éthanol et les subventions du gouvernement des États-Unis pour la production de maïs font augmenter les prix des aliments; elles mettent les producteurs de bétail dans une situation critique. Un rebondissement des marchés du bétail qui tiendrait compte de cette hausse du prix des aliments serait peut-être un avantage pour tout le secteur agricole. En attendant, l'industrie de l'élevage du bétail est confrontée à une période d'attente très dure.

Compte tenu de cette situation, si nous décidons d'accroître la production de cultures pour leur transformation en types d'énergie alternative, nous devons nous assurer que la durabilité à long terme est fondée sur des données économiques et scientifiques fiables. Nous devons rester innovateurs et avant-gardistes. Cependant, il est difficile de rester à la fine pointe sans recherche-développement suffisante. Le gouvernement doit investir davantage dans ce domaine.

• (1820)

Comme vous le savez, à l'Île-du-Prince-Édouard, les concentrations de nitrate dans les eaux souterraines ont atteint des niveaux préoccupants. Les agriculteurs ont également de vives inquiétudes et se sont engagés à coopérer afin de trouver des solutions à ce problème. La planification de la gestion des éléments nutritifs est un outil qui peut nous aider. Pour mettre en oeuvre des plans de gestion des éléments nutritifs, il est toutefois essentiel que les producteurs aient confiance dans l'information sur laquelle ils se basent pour faire correspondre les intrants agricoles aux besoins en matière de cultures. Des ressources professionnelles seront nécessaires pour élaborer les plans individuels; de la recherche et de l'information locales pertinentes seront également essentielles.

Pour terminer sur un ton positif, nous sommes très encouragés par le nombre de nouveaux venus dans l'agriculture à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des dernières années. Ils apportent un certain enthousiasme et un certain optimisme dans le secteur agricole et dans nos collectivités rurales. La province de l'Île-du-Prince-Édouard peut s'enorgueillir d'être en partie responsable de cette tendance grâce à un excellent programme d'une durée de cinq ans qui établit un lien entre la formation et une réduction des taux d'intérêt sur les prêts. Ce programme arrivera bientôt à échéance et le financement à un niveau équivalent pourrait poser un problème.

J'exhorte le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire à s'intéresser à ce programme et à son influence bénéfique sur l'agriculture. Le Future Farmers Program, programme de partage des coûts actuellement en place à l'Île-du-Prince-Édouard, pourrait aussi être adopté dans d'autres provinces et représenterait alors un investissement intéressant dans l'avenir du Canada.

La P.E.I. Federation of Agriculture est reconnaissante de cette occasion de faire un exposé. Elle attend impatiemment les résultats positifs de ces discussions.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Colwill.

Monsieur MacIsaac, vous avez la parole. J'ai cru comprendre que vous ne pourriez peut-être pas rester très longtemps.

M. Kevin MacIsaac (président, Prince Edward Island Potato Board): Bonsoir, mesdames et messieurs. Nous avons une autre réunion après celle-ci, mais nous ferons tout notre possible pour terminer cet exposé.

Nous vous remercions pour votre invitation. Je m'appelle Kevin MacIsaac et je suis président du P.E.I. Potato Board. Je suis accompagné de Ivan Noonan, qui est notre directeur général.

Dans le peu de temps dont nous disposons, nous aimerions vous démontrer que l'Île-du-Prince-Édouard est la principale région productrice de pommes de terre au Canada. Nous représentons plus de 25 p. 100 de la production de pommes de terre et environ 35 p. 100 de la production totale de semences à l'échelle nationale. Environ la moitié des producteurs de pommes de terre de semence du Canada sont établis à l'Île-du-Prince-Édouard. La superficie des cultures de pomme de terre a atteint un sommet de 113 000 acres en 1999, puis elle a diminué de 14 p. 100, et était de 97 000 acres en 2006.

Nos pommes de terre de semence et pommes de terre fraîches destinées à la transformation sont exportées vers plus de 30 pays, y compris des marchés aussi différents que la Thaïlande, la Turquie et l'Uruguay. Près de 60 p. 100 de notre production actuelle est destinée à la transformation en frites, en croustilles, en pommes de terre déshydratées et autres produits à valeur ajoutée. La valeur des exportations de pommes de terre de semence, des pommes de terre de consommation et des pommes de terre transformées de l'Île-du-Prince-Édouard pour les cinq dernières années a excédé 1,2 milliards de dollars et cela n'inclut pas la valeur des expéditions vers les marchés canadiens.

De nombreuses séances de consultation sur le Cadre stratégique pour l'agriculture ont eu lieu au cours des dernières années et nous y avons participé, y compris à la séance qui s'est déroulée à l'Île-du-Prince-Édouard, le 19 février. Pour être francs, nous ne pensons pas que le premier Cadre stratégique pour l'agriculture ait contribué dans une large mesure à l'atteinte de l'objectif officiel qui est d'aider « le secteur à tracer une voie, afin d'assurer sa prospérité et sa rentabilité continues ». Nous devrions spécifier que le secteur est peut-être plus prospère et plus rentable mais que les agriculteurs ne le sont pas.

En ce qui concerne la gestion des risques de l'entreprise, nous avons régressé lorsque que nous avons perdu le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN), qui a été finalement remplacé par le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Je sais que plusieurs politiciens et fonctionnaires pensaient que le CSRN n'était qu'un programme de retraite mais, à l'Île-du-Prince-Édouard, il atteignait ses objectifs et, pendant les bonnes années ou les années satisfaisantes, nous accumulions des fonds dans nos comptes du CSRN. Pendant les mauvaises années, que ce soit à titre individuel ou pour tout le secteur, nous retirions des fonds de nos comptes pour stabiliser nos entreprises agricoles, et c'était précisément le but du programme. Le PCSRA ne le fait pas et la plupart d'entre vous connaissent les problèmes qui se posent à propos de ce programme.

En ce qui concerne les autres volets du cadre stratégique, et notamment la qualité et la salubrité des aliments, nous avons, par l'intermédiaire du Conseil canadien de l'horticulture, élaboré un programme de sécurité alimentaire à la ferme en ce qui concerne les pommes de terre. Ce fut une oeuvre de très longue haleine. Ce programme a reçu l'approbation technique de l'Agence canadienne d'inspection des aliments; cependant, sur les millions de dollars de fonds publics annoncés à plusieurs reprises par le gouvernement, pas un cent n'a été mis à la disposition des producteurs de pommes de terre pour la mise en oeuvre de ce programme. Nous le mettons en oeuvre maintenant parce que nos acheteurs l'exigent; ils ne paieront pas un prix plus élevé pour financer ce programme, mais ils l'exigent et nous n'avons pas le choix. On nous a annoncé qu'après un autre processus d'approbation de longue durée, nos producteurs seront admissibles à une subvention de 750 \$ par exploitation agricole pour les aider à défrayer ces coûts. Une somme aussi ridicule est un véritable affront.

Les aliments produits par les agriculteurs canadiens sont salubres et ils l'étaient déjà avant que le Cadre stratégique pour l'agriculture n'en fasse une priorité. On vend toutefois au Canada des produits frais importés qui ne sont pas soumis aux exigences du Programme canadien de salubrité des aliments à la ferme, et nous trouvons cela très injuste.

En matière de recherche scientifique et d'innovation, nous ne sommes pas absolument certains de la destination des fonds ou des ressources prévus à cette fin dans le cadre stratégique, mais nous remarquons que les subventions à la recherche nécessaires pour nous aider à demeurer concurrentiels ont été réduites. La plupart des chercheurs spécialisés dans la recherche sur les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard ont pris leur retraite ou la prendront bientôt. Ils n'ont pas été remplacés et nous avons en outre perdu contact avec nos chercheurs: leur travail n'a, le plus souvent, plus aucun rapport avec nos besoins. C'est une situation très déplorable.

Au chapitre de l'environnement, on aurait tendance à penser que les efforts du cadre stratégique dans ce domaine auraient pour objet d'aider les cultivateurs à régler les problèmes environnementaux. Ce n'est certainement pas ce que nous avons pu constater dans la province; des fonds en provenance du budget de l'agriculture ont plutôt été accordés à Environnement Canada pour faire de la recherche qui a en fait terni notre image dans les milieux agricoles de cette province-ci et dans le secteur de la pomme de terre en particulier. Quand Environnement Canada remet les premiers exemplaires de ses rapports de recherche sur la pomme à ce que j'appelle des écologistes extrémistes et n'en discute même pas avec les représentants de notre secteur, nous estimons que ça pose un gros problème. La population fait toutefois confiance à Environnement Canada pour lui communiquer de l'information fondée sur des données scientifiques fiables. C'était notre cas également, avant que ce type de travail nous ouvre les yeux.

• (1825)

En ce qui concerne le renouveau, nous n'en avons pas vu beaucoup de preuves dans la province. Je suis désolé de paraître pessimiste, mais il semblerait que, bien que nous nous appliquions à faire connaître nos préoccupations par le biais du processus de consultation régulier, on n'en tient probablement pas compte dans les décisions finales qui sont prises à Ottawa. Nous sommes très honnêtes avec vous et nous espérons que vous prêterez une oreille attentive à nos préoccupations et que vous estimerez qu'elles sont fondées.

Plutôt que d'utiliser les termes employés à Ottawa pour les volets du deuxième Cadre stratégique pour l'agriculture, nous aimerions

signaler quelques-uns des problèmes qu'il faut régler si l'on veut que nous ayons une chance de devenir un secteur agricole prospère et rentable.

Nous avons besoin d'un programme de gestion des risques de l'entreprise qui stabilise vraiment le secteur à un niveau auquel on peut avoir des espoirs de rétablissement à la suite de toute crise entraînant une baisse du revenu agricole.

Le secteur de la pomme de terre a besoin d'un programme d'indemnisation qui l'aide à faire face à une maladie ou à la détection de la présence d'un parasite justiciable de quarantaine. Comme vous le savez, nous avons été touchés par une épidémie de galle verruqueuse de la pomme de terre qui a été catastrophique pour nos producteurs. Un nombre beaucoup moins élevé de producteurs de pommes de terre québécois sont actuellement éprouvés par une invasion de nématode à kyste de la pomme de terre.

La réaction des fonctionnaires est que nous avons des programmes de protection du revenu qui permettront de couvrir les pertes, mais ceux-ci ne sont pas du tout efficaces, et il est essentiel de compenser les pertes de biens et de revenus à long terme que peuvent entraîner des situations de ce genre.

Nous avons besoin d'un véritable engagement concernant l'élimination des obstacles au commerce, y compris des obstacles phytosanitaires, et la négociation d'un accès aux marchés. Au cours des dernières années, les États-Unis ont négocié plusieurs ententes commerciales bilatérales avec des pays qui sont ou étaient des marchés d'exportation importants pour nos pommes de terre. Les droits tarifaires à l'importation des produits agricoles américains dans ces pays disparaissent rapidement alors que les droits tarifaires applicables aux produits canadiens restent élevés. Lorsqu'on y ajoute une politique de développement des marchés très agressive, les soutiens et les conditions de financement que font leur gouvernement aux producteurs et exportateurs américains, notre position régresse très rapidement.

Nous avons conscience que le Canada a décidé d'axer ses efforts sur l'OMC mais, pendant ce temps-là, les États-Unis et d'autres pays ont mis en place des ententes bilatérales qui permettent d'obtenir des résultats semblables sur des marchés clés.

Nous avons besoin du soutien du gouvernement fédéral pour lutter efficacement contre les gouvernements étrangers qui refusent de respecter les règles en matière de commerce international et les règles phytosanitaires actuelles. Par exemple, le Venezuela était un marché très important pour les pommes de terre de semence et les pommes de terre de consommation de l'Île-du-Prince-Édouard. Le volume annuel de nos exportations vers ce pays était de plus d'un million de quintaux. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir du président actuel, le Venezuela refuse de délivrer des permis d'importation pour les pommes de terre de consommation canadiennes. Nos délégués commerciaux affirment que c'est illégal, mais cela fait maintenant plusieurs années que nous ne sommes plus capables d'expédier nos pommes de terre de consommation vers ce pays. C'est mauvais pour nous.

Un autre exemple pertinent est la Russie. Une grande partie de l'Europe a été touchée par la sécheresse cette année et la production de pommes de terre en a considérablement souffert à l'échelle du continent. Nous avons eu une récolte abondante au Canada et la situation en Europe laissait entrevoir de bonnes perspectives d'exportation. Jusqu'à présent, nos exportations sont un peu plus élevées, mais elles sont bien de deçà des niveaux qu'elles auraient dû atteindre. Pourquoi? En raison d'une incapacité d'accès à ces marchés.

Nous tentons d'exporter des pommes de terre en Russie depuis le début de l'automne et, malgré l'aide de Wayne Easter, qui a soulevé le problème au niveau fédéral, nous n'avons pas encore accès à ce marché. Nous avons pourtant appris que cette exclusion n'était pas justifiée par des motifs phytosanitaires. Nous y avons en fait déjà exporté des pommes de terre autrefois, mais personne à Agriculture Canada ou à l'ACIA ne semble être en mesure de déterminer la cause fondamentale du refus d'octroyer des permis d'importation pour les pommes de terre canadiennes.

Au chapitre de l'innovation, nous aimerions que le Cadre stratégique pour l'agriculture appuie une approche novatrice à l'amélioration de la viabilité de l'agriculture comme celle que nous adoptons à l'Île-du-Prince-Édouard. À l'instar de nombreux secteurs de l'agriculture, l'industrie nord-américaine de la pomme de terre est très intégrée et lorsque nous avons des excédents de production au Canada ou aux États-Unis, ils se traduisent par des revenus insuffisants pour les producteurs de pommes de terre d'un pays ou de l'autre. C'était en tout cas visible durant les campagnes agricoles 2003 et 2004.

Le United Potato Growers of America a mis en place des programmes de rachat de terres à pomme de terre dans ses États membres au printemps de 2005 pour éviter une production excédentaire. L'Île-du-Prince-Édouard a collaboré avec cet organisme et a également mis en place des programmes de rachat de surfaces plantées en pommes de terre pour la saison 2005. Par le biais de notre programme financé par les producteurs, nous avons pu « racheter » près de 9 600 acres de champs de pomme de terre. Nous savons en outre encouragé vigoureusement d'autres provinces productrices de pommes de terre à ne planter que les quantités nécessaires pour répondre à la demande connue du marché.

Pendant ce temps-là, nous avons également encouragé l'établissement de liens plus étroits avec le United Potato Growers of America. Cet organisme a été créé en février 2006. Jusqu'à présent, ses membres représentent plus de 96 p. 100 de la production canadienne de pomme de terre. Nous avons des membres de pratiquement toutes les provinces, sauf la Nouvelle-Écosse, qui est très favorable, mais qui est une très petite province. Sinon, les autres provinces nous donnent leur appui.

● (1830)

Nous avons signé un protocole d'entente de coopération nord-américaine dans le secteur de la pomme de terre. Par conséquent, outre que nous réduisons l'offre, nous communiquons de l'information en temps réel sur nos marchés et sur les prix, afin de maximiser nos revenus. Vos délégués commerciaux peuvent témoigner de l'amélioration des relations au cours des discussions dans le cadre des sessions et des négociations entre le Canada et les États-Unis concernant la pomme de terre qui est le fruit de ces efforts de coopération.

À l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons établi un deuxième programme de rachat de superficies de pomme de terre financé par les producteurs pour 2006. Nous avons racheté près de 8 500 acres. Nous y arrivons. Le United Potato Growers of America a également considérablement réduit les superficies plantées aux États-Unis.

Je voudrais faire quelques commentaires sur l'environnement. Dans le cadre de notre programme initial de rachat, nous avons pour objectif de réduire de 10 000 acres la superficie de nos champs de pomme de terre et nous pensions également que ce serait une bonne décision sur le plan écologique, car on utiliserait ainsi de moins grandes superficies de terres marginales situées à flanc de coteau; on utiliserait en outre moins d'engrais et moins de moyens de protection

des cultures. Par ailleurs, un tel programme devrait augmenter les revenus des producteurs. Voici en bref ce qui s'est passé. Lorsque les producteurs de pomme de terre ont tenté d'élaborer ce programme, ils ont demandé de l'aide financière au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral mais n'ont pas pu en obtenir. C'était une grosse déception, car c'eût été un programme avantageux non seulement pour l'Île-du-Prince-Édouard, mais aussi pour les autres provinces.

Je pourrais faire des commentaires sur de nombreux autres sujets mais, étant donné le peu de temps dont nous disposons, je n'en ferai plus que deux. Votre comité joue un rôle important et il est essentiel de tenter d'améliorer le Cadre stratégique pour l'agriculture si l'on veut que le secteur agricole canadien ait des chances de rester viable. J'aimerais que vous fassiez preuve de souplesse car des programmes qui sont efficaces dans l'Ouest ne le sont pas toujours dans l'Est.

Merci beaucoup.

● (1835)

Le président: Merci, monsieur MacIsaac.

Soyez les bienvenus, messieurs. Lequel de vous deux fera l'exposé, M. Weeks ou M. Bernard?

M. Ryan Weeks (vice-président,, Prince Edward Island Young Farmers' Association): Merci de nous accueillir ici aujourd'hui. J'aimerais m'excuser pour notre retard.

Ce fut un plaisir pour une association de jeunes agriculteurs, en particulier à la Table pancanadienne de la relève agricole, d'avoir l'occasion de témoigner devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, surtout pendant notre dernier séjour à Ottawa, à l'occasion de notre assemblée annuelle. Vous avez probablement déjà traité de certains de nos sujets, mais je continue.

Voici Maria Smith et Martin Bernard. Je m'appelle Ryan Weeks. C'est nous qui avons mis ce projet sur pied.

Les questions et les occasions qui intéressent la P.E.I. Young Farmers' Association sont la vision pour l'avenir de l'agriculture canadienne, le niveau extrêmement bas des revenus agricoles, la transition au-delà de l'efficacité et de l'innovation, la diminution du nombre d'exploitations agricoles, les obstacles auxquels sont confrontés les nouveaux venus en agriculture et les besoins en ce qui concerne les programmes futurs et actuels. Ce sont là les questions qui nous intéressent.

Quelle est la vision pour l'agriculture canadienne de 2015 à 2020 et quelle est l'importance d'une vision unifiée? Nous estimons qu'il est important d'avoir une vision unifiée, car cela réduit les distorsions politiques entre deux élections. Une vision de ce type donne également une orientation dans la poursuite d'objectifs précis plutôt que de s'efforcer de jouer avec les fonds disponibles pour faire bonne impression. Nous aimerions également nous interroger sur les perspectives en matière d'exportation ou d'importation et tenter de déterminer dans quelle mesure il convient d'axer nos efforts là-dessus. Nous nous demanderons en outre si nous devrions participer à cette vision.

Nous estimons qu'il est important que les jeunes agriculteurs aient une place dans les comités, dans les organismes de planification et dans tous les comités de programmation qui sont établis. Nous aimerions avoir une participation un peu plus active dans ce domaine. Nous vous félicitons pour ce que vous avez accompli jusqu'à présent. Nous pensons que c'est un pas dans la bonne direction.

Nous estimons qu'il est en outre important que des agriculteurs chevronnés fassent partie de ces comités. Leur présence apporte de l'expérience et des connaissances que nous n'avons peut-être pas encore acquises, ce qui pourrait nous éviter certaines erreurs à l'avenir.

En ce qui concerne le niveau extrêmement bas des revenus agricoles, les revenus de la production de denrées pourraient entraîner une réduction du revenu brut. Les exploitations dont les revenus sont minimes n'ont pas les moyens de se retirer de secteurs en déclin en raison de leur niveau d'endettement élevé. Les conséquences des faibles revenus ne se manifestent pas uniquement au niveau de la ferme. Il faudrait mettre en place des dispositions législatives interdisant les ventes à perte dans les commerces de détail. Une telle initiative aiderait peut-être les producteurs à recevoir une part équitable des sommes dépensées pour l'alimentation au Canada. En outre, des chaînes de valeur feraient augmenter les revenus de tous les intervenants.

Nous estimons qu'il est important d'aller plus loin que l'efficacité et l'innovation. Les agriculteurs sont actuellement innovateurs et efficaces dans leurs pratiques culturales et ils le deviendront de plus en plus. On peut dire en fait que c'est grâce au faible niveau des revenus agricoles, car il a forcé les agriculteurs à devenir extrêmement efficaces pour survivre.

En ce qui concerne la prochaine étape, si cela continue ainsi, il faudra que nous nous différencions dans nos produits ou que nous formions de grands conglomerats axés sur les produits, ce qui pourrait engendrer une situation dans laquelle les multinationales possèderaient les exploitations agricoles et les agriculteurs travailleraient pour elles. Je ne pense pas que ce soit la meilleure solution pour l'agriculture canadienne.

Je pense que les problèmes sont liés à la diminution du nombre d'exploitations due au niveau extrêmement bas des revenus agricoles et à l'absence de vision. Cette vision pour la période allant de 2015 à 2020 est inexistante. L'Australie en a une et, dès lors, pourquoi n'en avons-nous pas une? Les États-Unis ont un Farm Bill d'une durée de cinq ans qui est « à saisir » au Canada. En fait, la Fédération canadienne de l'agriculture élabore également un projet de loi pour l'agriculture. C'est un outil important.

● (1840)

L'âge moyen des agriculteurs a baissé à environ 58 ans, si je ne me trompe, ce qui n'est pas très jeune. Le nombre d'exploitations agricoles a diminué de moitié depuis les années 60, de 500 000 à 250 000; ces dernières sont en outre de plus en plus financées par des revenus d'appoint. Aucun agriculteur ne tient à aller travailler à l'extérieur. Aucun de ceux qui le font ne le fait par plaisir; c'est toutefois une réalité actuellement.

Les obstacles à l'arrivée de nouveaux venus en agriculture incluent des coûts d'intrants élevés, le niveau élevé des garanties requises pour avoir accès au financement et le nombre restreint de programmes intéressants pour un large éventail de jeunes agriculteurs. Des programmes analogues, comme le P.E.I. Future Farmers Program, accordent des réductions de taux d'intérêt et assurent une formation. C'est un pas dans la bonne direction.

Les Services canadiens de développement des compétences en agriculture ne répondent pas tout à fait aux exigences pour faire progresser la formation en agriculture. J'ai un grand nombre d'amis qui sont célibataires aujourd'hui et qui seront mariés bientôt. Il semblerait qu'ils ne puissent pas profiter de cette occasion et qu'ils n'aient pas encore atteint les tranches de revenu qui leur assureraient une sécurité totale. Ils sont encore dans la même situation que moi et ont peut-être autant de frais que moi, voire plus.

Les besoins en matière de programmes actuels et futurs incluent la participation de jeunes agriculteurs aux activités des comités de planification, l'avenir de la planification, la mise en place de programmes sous administration provinciale, financés par le gouvernement fédéral, avec système de surveillance pour en assurer l'uniformité et une gestion efficace. C'est ce qui est arrivé en ce qui concerne le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole. Je ne tiens pas à m'appesantir sur ce programme, car il a déjà fait l'objet de nombreux commentaires au cours des dernières années. Certaines modifications y sont apportées et il est par conséquent en voie d'amélioration.

Nous terminerons notre exposé par les besoins actuels et futurs en matière de programmes. Ils seraient essentiels de mettre en place des programmes ayant pour objectif de protéger les agriculteurs en cas d'événements indépendants de leur volonté comme des catastrophes naturelles, des crises économiques et des catastrophes internationales. Il en existe quelques-uns. Il faut toutefois rajuster le système de partage fédéral-provincial des coûts qui est de 60 p. 100 pour 40 p. 100, et le remplacer par un système de partage en vertu duquel le gouvernement fédéral financerait 90 p. 100 des coûts et les gouvernements provinciaux 10 p. 100. Lorsqu'on est victime d'une catastrophe, on se trouve en difficulté. Lorsqu'on fait face à de simples changements au jour le jour ou qu'on fait de l'entretien préventif, on n'est pas en mauvaise posture. C'est ce qu'on fait au niveau des ménages et des cantons. Je pense qu'il faudrait envisager un système semblable pour l'agriculture.

Pour conclure, je donnerai un aperçu des sujets dont nous avons discuté aujourd'hui.

Je pense qu'une vision est ce qui est le plus important pour l'agriculture canadienne et que cela règlera tous les problèmes.

J'ai participé à celles sur le Cadre stratégique pour l'agriculture à Québec, aux réunions sur le renouveau. J'ai discuté avec quelqu'un qui parlait un peu de politique et se demandait ce qui se passait. Il m'a dit qu'il ne savait pas très bien où on s'en allait. Il a en tout cas fait le commentaire suivant: Savons-nous où s'en va notre secteur et pourriez-vous honnêtement me dire ce que l'avenir nous réserve ou ce que nous serons devenus d'ici cinq à dix ans? C'est là-dessus que nous devons axer nos efforts. Des solutions de fortune font l'affaire ponctuellement, mais l'entretien préventif a des effets bénéfiques pour des années. Si on mettait un tel système en place, il serait probablement possible d'atténuer et de régler tous ces problèmes. Cela ferait augmenter les revenus agricoles.

Il est essentiel de décider d'aller au-delà de l'efficacité et de l'innovation, de ralentir la diminution du nombre d'exploitations agricoles grâce à une stabilisation accrue du revenu agricole — comme je l'ai déjà signalé, il est essentiel d'avoir une vision d'une industrie vigoureuse et non subventionnée. Aucun agriculteur ne tient à recevoir l'aumône par la poste. Les agriculteurs veulent être rémunérés pour leur travail.

● (1845)

En ce qui concerne l'élaboration de programmes pour les nouveaux agriculteurs, le P.E.I. Future Farmers Program est un programme pilote qui est bien accepté. Je participe aux assemblées générales annuelles pour Future Farmers à l'échelle nationale et ils adorent le programme. Tout le monde est impressionné par l'initiative de l'Île-du-Prince-Édouard en raison de l'aide à la formation et de l'aide financière. Le programme est bien ciblé.

Encore une fois, en ce qui concerne l'aide en cas de catastrophe et le partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral devrait payer 90 p. 100 des coûts et les gouvernements provinciaux 10 p. 100.

Je vous remercie pour votre attention. Nous l'apprécions.

Le président: Merci, monsieur Weeks.

Madame Smith craignait de devoir faire l'exposé, mais vous êtes arrivé juste à temps. Nous allons maintenant entamer la période des questions. Nous nous en tiendrons aux périodes de cinq minutes.

Monsieur Easter, vous avez la parole.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Merci, monsieur le président.

J'aimerais avant tout souhaiter la bienvenue aux membres du comité à l'Île-du-Prince-Édouard.

Je pense que, d'après les déclarations des témoins, vous devriez savoir que l'agriculture est la principale industrie de cette province et que les événements positifs ou négatifs dans ce secteur ont des incidences positives ou négatives au niveau de l'ensemble de la province. Cela ne fait aucun doute.

Comme nous avons une heure de liberté, nous sommes allés faire un tour en voiture. Nous avons donc vu un champ de pommes de terre contaminé par la galle verruqueuse et avons vu les restrictions imposées sur ce champ.

Quoi qu'il en soit, j'ai quelques questions à poser. Je vous remercie pour vos exposés.

Il semblerait que, dans toutes les régions où nous sommes allés, des programmes supplémentaires et une certaine flexibilité régionale soient nécessaires. J'aimerais que vous fassiez quelques brefs commentaires à ce sujet, car les gouvernements n'ont généralement pas tendance à mettre en place des programmes complémentaires. Nous avons eu tendance à éviter cela. Pensez-vous qu'il faille y réfléchir à nouveau et rétablir la souplesse nécessaire pour des programmes complémentaires?

Deuxièmement, je pense que c'est M. Dingwell ou peut-être M. Colwill qui a cité le chiffre de 1,5 milliard de dollars — vous pouvez rectifier si je fais erreur — et cela, rien que pour la salubrité et la traçabilité des aliments. Les États-Unis sont un peu plus stratégiques que nous dans ce domaine. Ils élaborent des programmes qui sont « verts », qu'il s'agisse de programmes environnementaux, de programmes en matière de salubrité des aliments ou d'autres types de programmes. Les initiatives que nous prenons dans ce domaine sont considérées comme des subventions.

Les représentants du Prince Edward Island Potato Board pourraient peut-être indiquer à combien s'élève le coût des inspections de l'Agence canadienne d'inspection des aliments dans cette province. Si ces coûts étaient couverts, cela ferait une énorme différence. C'est un problème en ce qui concerne la salubrité des aliments. Ce coût ne devrait pas être imposé aux agriculteurs. Si le gouvernement fédéral pouvait prendre la responsabilité de certains coûts en ce qui concerne ce type de programmes, cela aiderait financièrement les agriculteurs et ce ne serait pas considéré comme des subventions agricoles.

Le troisième sujet sur lequel j'aimerais vous poser une question est celui du commerce, sur lequel plusieurs d'entre vous, et aussi des témoins d'autres régions, ont fait des commentaires. Je ne sais pas pourquoi, mais au Canada... J'ai travaillé sur cette question de l'exportation de pommes de terre en Russie. Il n'y a aucune raison qu'elle ne soit pas réglée. Faut-il examiner la possibilité de mettre en place un dispositif comme une équipe d'intervention d'urgence

composée de certains représentants du secteur agricole, du secteur commercial et de toutes les autres parties, qui ne veulent rien d'autre que de régler nos problèmes commerciaux, qui pourrait intervenir sur place sur-le-champ et qui irait même en Russie s'il le fallait — l'ACIA, etc.? Le commerce est le but final en ce qui concerne la vente de ces produits. Ils ne sont utiles à personne quand nous n'arrivons pas à les vendre après les avoir cultivés.

Ce sont mes trois questions.

Le président: Je demanderais aux témoins de répondre très brièvement.

Monsieur Noonan.

M. Ivan Noonan (directeur général, Prince Edward Island Potato Board): J'aimerais répondre à la question sur les coûts d'inspection. Nous avons toujours été prévenus que, dès que la porte serait ouverte, les droits d'inspection continueraient d'augmenter; nous avons expliqué pourquoi et signalé que, à la suite de l'augmentation des droits d'inspection pour l'homologation des semences et à d'autres fins, le nombre de participants diminuerait. C'est un fait avéré.

L'ACIA et Agriculture Canada ont toujours pris des initiatives allant contre nos intérêts dans ce domaine. Le coût de passage d'une cargaison de pommes de terre en douane varie entre 120 \$ et 150 \$. C'est beaucoup. Nous en sommes maintenant arrivés au point où nous essayons de renoncer à ce dont nous avons besoin au Canada pour protéger nos producteurs, pour être débarrassés de ces droits par le biais de négociations, d'exemptions ministérielles ou d'ordonnances de marché. C'est constant. Industrie Canada et Commerce Canada ont en permanence trois, quatre, voire cinq employés aux États-Unis; ils y sont envoyés pour des négociations, pour présenter nos doléances, et, pourtant, on jurerait qu'on n'est pas là.

Monsieur Easter, je pense que vous avez dit que la « mémoire corporative » avait pratiquement déménagé aux États-Unis il y a quelques années. Elle a vraiment déménagé, maintenant. Nous n'avons personne là-bas qui représente l'agriculture. Il y a des gens qui vont et viennent et qui s'activent tout le temps. Une certaine stabilité est essentielle dans ce système. Nous avons besoin d'un système comme le programme de salubrité des aliments à la ferme. Nous avons besoin de fonds. C'est tout vert, ou tout orange, ou tout jaune, appelez cela comme vous voulez. Le gouvernement pourrait aider ces producteurs sans que cela ait des répercussions.

Les États-Unis sont passés maîtres dans cet art. Ils ont injecté des millions de dollars dans leurs programmes de commercialisation pour les frites et les pommes de terre fraîches. Ils expédient les pommes de terre du Colorado vers l'Uruguay, avec transport gratuit.

Sur nos marchés, il y avait des acteurs de premier plan dans 30 pays et, maintenant, nous sommes tous en train de crever de faim parce que personne ne nous représente et qu'il n'y a aucune uniformité, parce que personne ne se bat pour nous, pour les programmes phytosanitaires; j'en aurais long à dire là-dessus.

Je m'excuse pour la longueur de cette réponse, mais un problème majeur se pose dans le système fédéral, en ce qui concerne nos programmes agricoles. Autrefois, lorsqu'on annonçait l'octroi de 20 milliards de dollars pour l'an 2000, nous recevions au moins un certain appui. Il semblerait que ce soutien ait disparu depuis quelques années.

• (1850)

Le président: Un autre témoin voudrait-il répondre à d'autres questions de M. Easter?

L'hon. Wayne Easter: À ce propos-ci, monsieur le président, le public devrait-il payer la plus grosse part de ces coûts plutôt que les agriculteurs? Même dans la région de M. Dingwell, où les agriculteurs supportent une grosse partie des coûts en ce qui concerne les nouvelles variétés végétales, si l'État peut payer et être « vert », pourquoi cela ne devrait-il pas se faire par l'intermédiaire du gouvernement du Canada?

M. Ivan Noonan: C'est ce qu'il faudrait. Les producteurs sont devenus très ingénieux en ce qui concerne la « valeur ajoutée », terme dont l'usage est très fréquent. Et c'est précisément de la chaîne d'approvisionnement qu'il s'agit. C'est une chaîne d'approvisionnement et lorsque tous les intermédiaires ont touché leur commission et qu'on a payé les droits de courtage et tous les autres frais, l'agriculteur doit se contenter de ce qui reste. C'est déplorable. Si nous voulons continuer à importer nos produits alimentaires de l'étranger, c'est exactement à cela que nous en arriverons.

Il faut que quelqu'un — outre M. Easter et deux ou trois autres personnes au Canada — prenne le taureau par les cornes et fasse avancer les choses. Nous avons grand besoin d'aide. Nous avons pu le constater en ce qui concerne le nématode à kyste de la pomme de terre. Nous avions, malheureusement, ouvert la voie dans le cas de la galle verriqueuse. Nous avons collaboré avec nos homologues américains et c'est ainsi que le Québec et l'Idaho ont coopéré pour le nématode à kyste. Il n'en sera peut-être pas toujours ainsi et il est essentiel que le gouvernement fédéral nous aide d'une autre façon que par de belles paroles. Nous avons besoin d'aide et il faut que le gouvernement fédéral nous écoute. Nous avons besoin de vous pour lui transmettre ce message: il est essentiel qu'il soit attentif aux besoins des producteurs canadiens. C'est absolument impératif, sinon, il ne restera plus personne pour produire les denrées nécessaires à notre alimentation.

Le président: Merci, monsieur Easter. Le temps dont vous disposiez est écoulé.

[Français]

Monsieur Bellavance, vous disposez de cinq minutes, s'il vous plaît.

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): Merci, monsieur le président.

Merci pour vos commentaires très intéressants. Je remarque une constante dans l'Est. En fait, on n'a pas encore visité le Québec ni l'Ontario, mais je peux déjà vous dire qu'au Québec, on partage votre opinion selon laquelle les programmes fédéraux devraient être plus souples. On verra ce qu'on entendra au cours des autres témoignages. Cependant, dans l'Est, il y a cette volonté que j'ai entendu exprimer par MM. Dingwell, MacIsaac et Weeks. On demande des programmes fédéraux plus souples, des programmes qui tiennent compte des priorités régionales, surtout lorsqu'il est question de gestion des risques.

Par contre, dans l'Ouest, on ne tient pas le même discours. Vous avez parlé de vision d'avenir. Je m'adresse surtout aux gens que j'ai nommés: MM. Dingwell, MacIsaac et Weeks. Vous avez mentionné tous les trois qu'il était important que le gouvernement fédéral fasse preuve de souplesse dans ses programmes. À l'égard de cette vision d'avenir, dont M. Weeks parlait, croyez-vous que ce soit non pas la solution parce que c'est toujours difficile de parler ainsi quand il s'agit de long terme, mais une solution qui permettrait à l'agriculture d'être viable?

•(1855)

[Traduction]

Le président: Voulez-vous répondre le premier, monsieur Dingwell?

M. Scott Dingwell: Merci.

J'approuve les commentaires de M. Weeks, à savoir que sans une vision ou un objectif à atteindre, on ne peut pas prendre de décisions aujourd'hui. Il est impossible de prendre des décisions sans savoir quel est l'objectif final. Il y a des questions très sérieuses à se poser au sujet de la politique agricole au Canada. Sommes-nous un pays exportateur? Sommes-nous un pays protégé par un système de gestion de l'offre? Nos priorités sont-elles axées sur l'établissement d'une politique d'aliments à bon marché? Protégeons-nous la future offre en matière de produits alimentaires? Ce sont les premières questions auxquelles le gouvernement et le comité doivent répondre. Lorsque nous aurons les réponses, nous pourrons alors aisément concevoir des programmes et établir des objectifs qui nous permettront de réaliser cette vision finale.

En ce qui concerne les différences régionales, notre pays est un pays formidable; il est très étendu. Un système efficace pour des exploitations céréalières de 10 000 acres de la Saskatchewan ne l'est pas forcément pour des élevages porcins de naissance-finition de l'Île-du-Prince-Édouard. Les besoins de ces deux types d'exploitations sont différents. Je reconnais qu'il est essentiel de respecter certaines normes et certains principes par le biais d'un programme national, mais il est absolument essentiel que nous disposions de la souplesse nécessaire pour créer des programmes tenant compte des différences qui existent au niveau régional et au niveau des types de production dans un pays aussi vaste que le nôtre. Il est facile de concevoir un programme pour l'Ontario, le Québec ou la Saskatchewan, voire pour l'Île-du-Prince-Édouard, mais dans un programme national, il est essentiel de tenir compte de l'étendue du pays. La vision est un facteur critique et les différences régionales sont dues uniquement à l'étendue et à la diversité de notre pays.

Le président: Voulez-vous répondre, monsieur MacIsaac?

M. Kevin MacIsaac: Le transport est un facteur important dans notre secteur, au niveau régional. Nous ne sommes plus concurrentiels depuis que le tarif de la Passe-du-Nid-de-Corbeau a été supprimé. Le marché de Toronto a été un marché important pour notre secteur pendant des années, mais le transport de nos produits vers ce marché nous coûte environ 0,40 \$ la boîte de conserve, ce qui ne nous permet pas d'être concurrentiels par rapport à un producteur ontarien situé à proximité de ce marché.

Par conséquent, dans les programmes régionaux, il est essentiel de tenir compte de certaines différences. Nous sommes éloignés d'un marché et je pense qu'il est impératif de ne pas perdre ça de vue lorsqu'on élabore ces programmes.

Le président: Monsieur Weeks.

M. Ryan Weeks: J'aimerais peut-être ajouter un commentaire à ceux que j'ai faits tout à l'heure au sujet de la vision d'avenir.

Excusez-moi, monsieur Bellavance. Je n'ai pas compris la première partie de vos commentaires.

[Français]

M. André Bellavance: C'est ce que nous venons d'entendre, en fait. Je vous ai cité parce que vous avez mentionné qu'il était important qu'il y ait de la souplesse dans les programmes fédéraux en ce qui concerne la gestion des risques, et qu'il était important d'adapter ces programmes aux particularités des régions. Je trouvais cela intéressant de la part d'une personne représentant les jeunes ruraux, les jeunes agriculteurs. Il faut qu'on soit conscient de cette difficulté lorsqu'on établit un programme d'un océan à l'autre mais qui, finalement, ne s'adapte pas nécessairement aux particularités régionales et provinciales. Puisque c'est vous qui avez mentionné — et je crois qu'il est très intéressant de le dire — qu'il faut avoir une vision d'avenir pour, justement, assurer l'avenir de l'agriculture au Canada, je demandais s'il ne s'agissait pas là de l'une des solutions importantes à adopter pour s'assurer que l'agriculture soit viable.

[Traduction]

M. Ryan Weeks: En ce qui concerne des solutions aux différences régionales signalées aujourd'hui, je suis peut-être jeune pour en soumettre quelques-unes qui soient appropriées mais, avec les autres jeunes agriculteurs de mon groupe, je suis prêt à faire des efforts dans ce domaine.

Il est absolument important d'avoir une vision d'avenir. Comment puis-je faire de mon mieux pour le Canada et pour l'agriculture canadienne sans devoir compter sur le gouvernement pour me protéger si je ne connais pas les projets d'avenir? Si j'ai une vision et que je sais où le Canada veut aller en matière d'agriculture, je pourrais peut-être trouver ma place, être en sécurité et ne pas devoir craindre qu'un autre vienne prendre ma place.

• (1900)

Le président: Merci.

Monsieur Devolin, vous avez la parole.

M. Barry Devolin (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Merci, monsieur le président. Je remercie toutes les personnes qui sont ici ce soir. C'est une très belle soirée. Je suis sûr qu'il y a certains travaux que vous serez contents de faire lorsque vous serez de retour chez vous.

J'aimerais discuter un peu plus longtemps de la question des différences régionales et de la souplesse au niveau provincial. Je suis sûr que vous savez qu'au Canada, certains secteurs — comme les soins de santé et l'éducation — relèvent de la compétence des gouvernements provinciaux alors que d'autres relèvent de la compétence exclusive du gouvernement fédéral, la défense nationale étant l'exemple le plus manifeste. Il y en a toutefois d'autres, comme l'agriculture, où les compétences sont partagées. Par conséquent, sur le plan constitutionnel, la compétence est partagée entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Je pense que cette situation pose des difficultés à l'échelle nationale.

Les différences régionales sont avantageuses lorsque la denrée que vous cultivez est traitée de façon plus proactive dans votre province que dans les autres. L'inconvénient c'est que, en Ontario par exemple — et j'habite en milieu rural, dans l'est de l'Ontario —, certains producteurs sont en concurrence avec des agriculteurs québécois qui profitent d'un programme plus avantageux que le programme ontarien correspondant. Par conséquent, ces agriculteurs crient à l'infamie et estiment que c'est injuste; c'est déjà assez problématique de devoir faire concurrence aux Américains, qui bénéficient d'un programme plus généreux, mais c'est encore pire d'être en concurrence avec des producteurs canadiens.

Je pense donc que c'est l'autre aspect de la question, à savoir qu'à l'Île-du-Prince-Édouard par exemple, la pomme de terre est naturellement une culture très importante et un domaine dans lequel cette province est probablement à l'avant-garde en matière de programmes. Cependant, cela pose un problème quand on produit une autre denrée qui a tendance à venir d'une autre région. Je pense que c'est ce qui s'est passé dernièrement lorsque l'Alberta a immédiatement versé sa part dans le contexte de programmes de partage des coûts dans des proportions de 60 à 40 p. 100 alors que d'autres provinces n'ont pas pu en faire autant.

Voici par conséquent la question que j'ai à poser en ce qui concerne l'Île-du-Prince-Édouard. Étant donné qu'il s'agit d'une province dont la population est relativement restreinte et que le coût d'élaboration de tous les programmes nécessaires pour desservir un grand nombre de secteurs du milieu agricole, surtout les plus petits, est élevé, le niveau provincial est-il le plus approprié pour cela? Nous avons discuté aujourd'hui de la possibilité que le gouvernement joue un rôle plus important dans ces secteurs et qu'il investisse les fonds nécessaires pour s'assurer que les règles du jeu sont équitables à l'échelle nationale et que nous sommes concurrentiels à l'échelle internationale.

Monsieur Dingwell, c'est vous qui avez abordé ce sujet. Je me demande si vous avez des commentaires à faire. Le gouvernement élaborera quelques programmes de remplacement. Avez-vous des commentaires à faire officiellement?

Le président: Monsieur Dingwell.

M. Scott Dingwell: Merci.

L'Île-du-Prince-Édouard doit bien être consciente que sa petite taille impose certaines limites. Dans le premier Cadre stratégique pour l'agriculture, le financement de Terre-Neuve était global en ce sens qu'on pouvait alors tenir compte de l'envergure des programmes et de la différence entre eux, ce qui laissait, au niveau provincial, une certaine liberté d'isoler et de cibler les questions concernant tout particulièrement Terre-Neuve. Ce pourrait être une piste à suivre.

En ce qui concerne les différences entre l'Ontario et le Québec et la concurrence injuste, la réponse brève serait que l'Ontario accorde l'équivalent de ce financement. Ce pourrait être...

M. Barry Devolin: C'est l'opinion des agriculteurs.

M. Scott Dingwell: Ah oui? Eh bien alors, je suis désolé. Pourtant, je suis agriculteur.

Il est toutefois essentiel d'établir cette parité d'une façon ou d'une autre. Ça ne pourrait pas être néfaste qu'il y ait davantage de fonds. C'est une question qu'il faut se poser, à savoir pourquoi et comment cela devient un problème.

Je reviens à mes commentaires initiaux, à savoir que je ne perds pas de vue la discussion portant sur les disponibilités alimentaires en tant que question de sécurité nationale. Je pense que le Potato Board et plusieurs autres témoins y ont fait allusion. Il est toutefois d'importance cruciale de savoir, si nous voulons être autonomes dans la production alimentaire, que nous devons trouver une possibilité ou un moyen d'aplanir les différences régionales et de maintenir nos économies et nos systèmes de production ruraux.

Je ne peux pas répondre de façon précise à votre question. Je suis bien disposé à reconnaître la nécessité de mettre l'accent sur ces différences régionales, en tenant compte du fait que le dernier programme a engendré quelques problèmes en n'en tenant pas entièrement compte.

•(1905)

Le président: Un autre témoin veut-il répondre? J'aimerais toutefois que les réponses soient brèves, car le temps imparti à M. Devolin est presque écoulé.

M. Mike Nabuurs (directeur exécutif, Prince Edward Island Federation of Agriculture): J'estime que c'est une attitude profondément ancrée sur laquelle nous devons fixer notre attention. Je citerai un exemple précis, et je pense qu'il concerne spécifiquement la façon dont le programme a été élaboré et exécuté. Le programme des indemnités versées aux producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Île-du-Prince-Édouard comportait une lacune au niveau fédéral. Les déclarations d'impôt des agriculteurs de la province n'étaient pas considérées comme un paiement admissible par le gouvernement fédéral alors qu'elles l'étaient dans le reste du pays. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour faire apporter les changements nécessaires. C'était donc inscrit à la ligne 39, sur laquelle les céréales étaient inscrites sous la rubrique « granulés, criblures et ensilage ». Comme il n'y a aucun de ces articles à l'Île-du-Prince-Édouard, les producteurs inscrivaient le montant global de leurs ventes de céréales sur cette ligne et ils ne recevaient pas ce paiement parce que c'était exclu du programme.

C'était très simple pour nous de signaler le problème qui se posait dans le cadre du programme, mais nous faisons face à un obstacle et au manque de volonté de tenir compte de la différence. Les fonctionnaires refusaient sous prétexte que c'était ainsi que le programme était conçu et qu'ils ne voulaient pas le modifier. Nous avons beaucoup insisté et, finalement, ils ont apporté ce changement et on a remédié à cette injustice.

Ce que je veux dire, c'est qu'il est essentiel de tenir compte du fait qu'un programme n'est pas forcément applicable de façon entièrement uniforme à l'échelle nationale. Si on consulte les associations et les secteurs de chaque province, je pense qu'on trouvera des possibilités de tenir compte de ces différences.

Le président: Très rapidement, monsieur MacIsaac.

M. Kevin MacIsaac: Pour répondre à votre question concernant la reconnaissance à l'échelle provinciale et la reconnaissance à l'échelle fédérale, les producteurs sont toujours pris entre deux feux. On se demande toujours s'il s'agit d'un programme provincial ou d'un programme fédéral et qui l'a financé. Les producteurs reconnaissent publiquement la provenance des fonds et je ne pense pas qu'il soit nécessaire que les gouvernements nous coincent toujours comme ils le font entre le marteau et l'enclume.

Lorsque nous avons rencontré le ministre Chuck Strahl et lui avons demandé de l'appui pour notre programme de rachat, il se demandait ce que feraient le ministère provincial et le ministre Jim Bagnell. Lorsque nous avons rencontré ce dernier, il se préoccupait de ce que ferait le ministre fédéral. Nous sommes toujours pris entre deux feux. Fournissez des fonds en suffisance et nous en reconnaitrons la provenance.

Le président: Je vous remercie.

Monsieur Atamanenko.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Merci d'avoir pris le temps de venir. C'est un plaisir de visiter à nouveau votre magnifique province. Merci à M. Easter pour l'excursion. Je l'ai fort appréciée.

J'ai une question à poser aux jeunes agriculteurs. Je connais des agriculteurs. Je connais de jeunes agriculteurs. Des membres de ma famille ont géré une exploitation agricole, dont ils avaient hérité, avec toute la machinerie; ils n'ont pas monté leur entreprise de toutes

pièces et, pourtant, ils ont de la difficulté. Ma cousine travaille à l'extérieur. Elle et son mari sont ce qu'on pourrait considérer comme des producteurs céréaliers qui ont réussi.

Est-il possible en fait, pour ceux qui veulent le faire, de se lancer en agriculture après avoir terminé leurs études collégiales et décroché un diplôme, ou même sans diplôme? Vous avez signalé qu'il existe ici un Future Farmers Program qui fait l'envie des autres régions du Canada. Est-il possible de faire cela à l'Île-du-Prince-Édouard? Comment peut-on supporter le coût astronomique de la machinerie et des engrais et tous les autres frais?

J'aimerais que vous me donniez des idées à ce sujet.

M. Ryan Weeks: Merci pour votre question.

Cela devient de plus en plus difficile pour les jeunes de se lancer en agriculture. C'est visible partout. Il suffit de parler à n'importe quel membre de notre association. Les jeunes agriculteurs ou les jeunes gens qui terminent leurs études collégiales doivent s'endetter lourdement s'ils veulent agrandir l'exploitation pour faire vivre deux personnes. C'est difficile.

Je recommence. Dans ce cas, nous nous adressons au Future Farmers Program.

Ce programme aide beaucoup les agriculteurs de l'île depuis quatre et bientôt cinq ans. L'aide sous la forme d'une diminution du taux d'intérêt est proportionnelle au niveau d'instruction. Elle incite en fait les jeunes à terminer leurs études plutôt que de les abandonner pour travailler à la ferme. Cela limite leurs possibilités de le faire juste pour essayer. Les possibilités sont restreintes sans cet incitatif. Ça ne signifie pas pour autant que les jeunes abandonnent tous leurs études sans cet incitatif. Le nombre actuel de jeunes agriculteurs inscrits au programme est de 170.

Ce programme est également utilisé pour l'aide à la formation. Jusqu'à 50 p. 100 des frais éligibles sont couverts, notamment les frais de déplacement, d'hébergement et les frais de cours comme tels. Je pense que c'est un outil très efficace.

Le critère est qu'il faut établir un plan d'entreprise. Ça ne fait jamais de tort à personne d'avoir un plan d'entreprise. J'estime que c'est un outil important pour planifier, pour avoir une vision pour l'exploitation et voir si elle cadre avec la vision nationale pour l'agriculture.

J'aimerais signaler également que si l'on mettait en oeuvre ce type de programme à l'échelle nationale, il faudrait qu'il le soit à l'échelle fédérale-provinciale, sur la base d'un partage des coûts dans une proportion de 60 et 40 p. 100. C'est le type de programme qui doit s'appuyer sur l'agriculture et pas intervenir seulement en cas de catastrophe ou dans ce type de situation. Il libérerait probablement des fonds provinciaux pour d'autres types d'aide à l'innovation ou à la recherche, qui pourraient peut-être faire progresser le secteur.

•(1910)

M. Alex Atamanenko: Puis-je vous interrompre une seconde?

J'aborderais la question sous un autre angle. Il s'agit de formation et d'aide. La plupart des étudiants qui terminent leurs études postsecondaires ont une dette. C'est déjà assez difficile lorsqu'on a un « emploi normal ». Si une jeune personne veut acheter une exploitation agricole, s'installer sur un tracteur et faire tout le travail qu'il y a à faire, est-ce possible sans avoir déjà à sa disposition une exploitation familiale? Sinon, que faudrait-il faire pour encourager les jeunes de votre génération à devenir agriculteurs?

Le président: Madame Smith voudrait intervenir. Je lui permettrai donc de faire des commentaires, puis M. Dingwell aura un commentaire à faire.

Mme Maria Smith (Prince Edward Island Young Farmers' Association): Je pourrais servir d'exemple pour ce qui est de se lancer en agriculture.

J'ai été élevée dans une grosse exploitation d'élevage porcin. Mon père a débuté très jeune. Il a monté l'exploitation en présumant que ses fils prendraient la relève. Le premier fils a commencé mais s'est rendu compte qu'il ne pourrait pas gagner sa vie à ça. Le deuxième a tenté sa chance également. Il a abandonné ses études pour reprendre la ferme. Il a fait une demande au Future Farmers Program mais n'a pas pu obtenir la forte réduction de taux d'intérêt parce qu'il avait dû abandonner ses études.

Je me suis lancée dans l'industrie laitière il y a environ six ans et j'ai travaillé pour un employeur qui jouit d'une très grande renommée dans le secteur de la génétique. Mon employeur a pu me rémunérer en fonction de ses revenus, car son secteur est assujéti à la gestion de l'offre.

Bref, je veux devenir productrice laitière. Comment faire? Je n'ai pas d'avoins. Je n'ai pas de terres. Comment le gouvernement va-t-il m'aider à établir mon exploitation? Comment pourrai-je avoir accès aux fonds nécessaires pour acheter un quota? Comment pourrai-je avoir accès à des terres agricoles et pourrai-je payer ma dette, les intérêts et tous les autres frais semblables?

Si vous demandez à des jeunes s'ils veulent devenir agriculteurs, que vous diront-ils, à votre avis? Non, bien sûr. Il n'y a pas d'argent à faire dans ce secteur. Ils lisent les journaux. Ils savent que l'agriculture n'est pas viable parce que nous n'avons pas de vision.

Je pense que le Future Farmers Program est un pas dans cette direction, mais il est essentiel d'offrir des prêts sans intérêt pour permettre aux jeunes de démarrer dans le secteur. Et ça ne s'applique pas uniquement au secteur laitier. Ça ne s'applique pas uniquement non plus au secteur du boeuf ou au secteur céréalier.

Je suis une très... Je ne dirais pas que je suis une femme intelligente, mais j'ai des aspirations. L'agriculture, c'est ma passion. J'ai obtenu dernièrement un nouvel emploi en rapport avec le développement rural. Où est-ce que je veux être cependant? Je veux être en agriculture. Je veux aider ma famille à surmonter cette crise, car c'est indispensable.

J'ai passé mon enfance dans ce secteur et je veux aider l'exploitation agricole familiale à prospérer à nouveau. Je ne sais pas comment nous nous y prendrons, car nous sommes dans une situation financière difficile. Comme vous pouvez l'entendre, ma voix tremble, parce que c'est à ce point-là que j'aime l'agriculture. Je veux donner mes opinions aux membres du comité, car je suis toujours convaincue que les deux consultations sur le Cadre stratégique pour l'agriculture ne règlent pas un problème qui doit absolument l'être, à savoir celui des prix sur le marché.

Le rapport de Wayne Easter intitulé « Un pouvoir de marché accru pour les producteurs agricoles canadiens » aborde tous ces problèmes. Il est essentiel de déterminer les méthodes que nous emploierons pour permettre aux agriculteurs d'avoir à nouveau de l'argent en poche.

Il faut examiner la situation au niveau de Loblaws ou de Sobeys. Il faut l'examiner au niveau du commerce de détail. Il est essentiel de fixer des planchers pour les prix. Il est indispensable de faire quelque chose pour savoir qu'on nous garantit un certain prix et que nous rapporterons de l'argent aux agriculteurs pour pouvoir produire des

denrées alimentaires pour le Canada. Je ne sais pas ce que je pourrais encore dire.

Je suis heureuse que le comité soit venu à l'Île-du-Prince-Édouard. Je suis allée à Ottawa, pour la Table pancanadienne de la relève agricole. J'ai discuté avec vous et j'ai trouvé que c'était très intéressant. C'est bien que vous veniez ici et que vous alliez dans toutes les provinces du Canada — nous avons tous des besoins différents — pour discuter des besoins régionaux et provinciaux... Dans l'Ouest, les agriculteurs sont surtout spécialisés dans le secteur du blé. Le nombre de producteurs est moins important ici. Il est essentiel que ces programmes répondent à nos besoins de différentes façons.

Merci d'être venus à l'Île-du-Prince-Édouard.

•(1915)

Le président: Merci.

Alex, je crois malheureusement que vous avez largement dépassé le temps qui vous était accordé.

Monsieur Hubbard, la parole est à vous.

L'hon. Charles Hubbard (Miramichi, Lib.): Merci. Après ce qu'on vient d'entendre, c'est difficile de prendre la suite.

Ce que vous dites, c'est que l'investissement en capital est si important dans le secteur de l'agriculture qu'il est extrêmement difficile pour quelqu'un qui n'hérite pas d'une exploitation agricole, de se lancer en affaires. Monsieur le président, je crois que c'est un point très important à souligner. L'agriculture n'aura pas beaucoup d'avenir dans notre pays si nous ne reconnaissons pas cette réalité.

Les exposés que nous avons entendus aujourd'hui ont abordé différents secteurs et différentes régions, mais pour en revenir aux programmes — provinciaux et fédéraux — on peut se demander s'il n'y en a pas de trop. Est-ce trop compliqué? Pensez-vous qu'il serait préférable de réserver les programmes fédéraux à certains secteurs et les programmes provinciaux à d'autres secteurs?

Il semble que beaucoup de gens ne jurent que par les programmes. Cependant, ils ne savent pas exactement comment ces programmes fonctionneront. Comme vous l'avez dit, c'est une vision à court terme et on ne sait pas dans quelle mesure les programmes seront encore là trois ans plus tard. Par-dessus le marché, il faut tenir compte de l'OMC et de toutes sortes d'accords commerciaux susceptibles de poser problème.

Mais au gouvernement fédéral, nous avons beaucoup investi dans l'agriculture. Le ministre a annoncé récemment d'importantes subventions. Est-ce que cela sera utile?

Scott, vous avez raison de demander si les milliards de dollars annoncés par le ministre il y a quelques semaines vous seront d'une quelconque utilité. Apparemment, le gouvernement en place aurait, selon ses dires, investi beaucoup plus dans l'agriculture que n'importe quel autre gouvernement antérieur. Étant libéral, je remets un peu cette affirmation en question. Mais c'est le message que Chuck Strahl a livré au Parlement. Il prétend qu'aucun autre gouvernement n'a autant investi dans l'agriculture.

Pourtant, lorsque nous sillonnons le pays, toutes les personnes que nous rencontrons semblent s'inquiéter de leur avenir.

Scott.

M. Scott Dingwell: Merci.

Oui, ces nouveaux crédits seront utiles, parce que sinon nous ne pourrions jamais nous en sortir. Mais il ne suffit pas d'injecter de l'argent pour résoudre un problème. Il faut également proposer une stratégie et définir un objectif.

Prenons le cas de la crise de l'EBS. L'argent injecté par le gouvernement en financement de transition représentait une aide désespérément nécessaire qui a été immédiatement absorbée par le système très efficace, échappant aux producteurs pour disparaître dans la chaîne. Personne ne devrait s'en plaindre, car c'est la chaîne que nous voulons, c'est l'économie libre que nous avons mise en place. Je pense qu'avant longtemps les questions de concurrence vont resurgir.

Quant à moi, j'estime que mon panier d'épicerie me coûte assez cher. Je ne pense pas que nous devons réclamer une hausse des prix. Il serait préférable de permettre un rendement équitable du capital investi.

L'hon. Charles Hubbard: Revenons à la question que j'ai posée. Comment cet argent que vous avez vu passer était-il censé vous aider directement? Comment et non pas pendant combien de temps cela devait-il vous aider à conserver votre exploitation et vous permettre de survivre et d'améliorer votre situation?

M. Scott Dingwell: Dans mon cas personnel, nous avons présenté une demande au Programme Agri-débouchés. Nous envisageons d'utiliser cet argent pour élaborer et mettre en place des débouchés à valeur ajoutée qui permettront, dans notre secteur de production bovine, de conserver un plus grand pourcentage de la valeur au détail en raison de la différenciation que cela créera au niveau de l'exploitation agricole. Il me semble que ce programme aura une incidence positive. Cet argent me sera utile.

L'hon. Charles Hubbard: Ryan, qu'en pense votre groupe, celui des jeunes agriculteurs?

Peut-être que Mark voudrait bien répondre?

M. Mark Bernard (membre, Prince Edward Island Young Farmers' Association): Je suis un agriculteur biologique et j'ai modifié mes produits de manière à offrir aux consommateurs les produits qu'ils souhaitaient. J'ai l'impression qu'il y a peut-être un peu trop de programmes. L'hiver passé, j'ai fait une sorte d'indigestion de réunions après avoir assisté à un trop grand nombre de ces séances d'information.

Quant aux aides financières, je ne sais pas exactement comment elles vont nous parvenir. Lorsque le gouvernement fédéral annonce le déblocage de crédits, je crains toujours que l'argent se perde dans les processus administratifs et que très peu en parvienne jusqu'aux agriculteurs.

Je ne vois pas d'autres commentaires à ajouter.

• (1920)

Le président: John, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. John Colwill: Juste un bref commentaire.

Oui, il est certain que cet argent sera utile je crois. Sans vouloir être cynique, je me demande seulement quand nous pourrions en bénéficier. Le temps passe, tous les agriculteurs travaillent à leurs récoltes et tout ce qu'on entend dire, c'est que le programme est bloqué parce que les gouvernements fédéral et provinciaux ne s'entendent pas sur le partage des coûts et des responsabilités. Tout cela ne nous aide pas beaucoup.

J'aimerais aussi faire quelques commentaires sur la flexibilité régionale. D'après moi, il faut se rendre compte que des provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard n'ont qu'une certaine quantité de fonds à consacrer à l'agriculture. Ce n'est pas qu'elles n'investissent pas dans l'agriculture. La province nous aide de plusieurs autres façons différentes et ne peut pas toujours assumer sa part de 40 p. 100. Je crois qu'il faut pour cette raison envisager une formule

de partage des coûts un peu plus souple pour des régions comme celle-ci.

Puisqu'il est question de « flexibilité », le programme de transition des stocks du PCSRA n'a reçu, comme vous le savez, qu'environ la moitié des fonds prévus. Les fonds étaient donc insuffisants. Parallèlement, le gouvernement avait annoncé un nouveau programme, le Programme canadien d'options pour les familles agricoles, dont, à notre avis, la totalité du budget est loin d'avoir été utilisée. On peut donc se demander pourquoi le budget restant de ce programme ne pourrait pas servir à compléter celui du programme de transition, puisqu'après tout cela reste dans le secteur agricole? On nous a répondu que c'était deux enveloppes différentes et que le budget non utilisé devait être reversé dans les recettes générales. Cela me paraît un peu ridicule, car le but est de venir en aide à l'agriculture.

J'espère, mais je n'en suis absolument pas certain, que lorsqu'Agriculture et Agroalimentaire Canada divisera le CSA en plusieurs piliers, le budget qui lui est alloué ne sera pas réparti en plusieurs enveloppes et qu'on ne nous dira pas qu'il est impossible de transférer les fonds de l'une à l'autre.

Nous nous posons beaucoup de questions. Je sais qu'à l'avenir, l'agriculture aura besoin de gens comme Maria, Mark et Ryan. Lorsqu'on voyage à l'Île-du-Prince-Édouard, on se rend compte que nous avons littéralement, à quelques exceptions près, perdu une génération en agriculture. Je suis certain que Wayne partage ce point de vue. C'est vraiment encourageant de constater que les jeunes sont si nombreux à s'intéresser à l'agriculture et nous devons trouver des moyens de les garder dans le secteur.

Le président: Merci.

C'est maintenant au tour de M. Miller.

M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Merci, monsieur le président.

Maria et messieurs, merci beaucoup d'être venus aujourd'hui. C'est vraiment agréable d'être à l'Île-du-Prince-Édouard. J'ai entendu aujourd'hui des commentaires très intéressants.

J'avais quelques questions pour les représentants de l'industrie de la pomme de terre. Cela va me donner le temps de poser mes autres questions, parce que j'en ai beaucoup.

Nous avons entendu des commentaires qui ne sont pas sans rappeler ceux que nous avons entendus ce matin en Nouvelle-Écosse au sujet des programmes régionaux. Les bureaucrates nous diront sans doute qu'il est impossible d'offrir un programme national, mais même certains des commentaires que nous avons entendus dans l'Ouest la semaine dernière me portent à croire que nous devons envisager ce type de formule. Le Canada est un pays immense et très diversifié, pas seulement sur le plan de la culture, mais aussi sur le plan de l'agriculture et de la géographie. Voilà ce qu'on nous indique.

Charlie mentionnait uniquement les fonds consacrés à l'agriculture. On peut dire, à l'actif du gouvernement précédent, qu'au cours de sa dernière année, il a accru les investissements dans l'agriculture et le gouvernement actuel en a fait de même dans ses deux derniers budgets. Scott, vous avez dit que la solution ne consiste pas à augmenter les crédits consacrés à l'agriculture; vous avez dit qu'il faut également une vision et un plan. C'est en effet un problème depuis de nombreuses années. Il est indispensable de proposer d'autres formules.

Maria, j'ai beaucoup aimé vos commentaires. Ils témoignent de la passion que l'on trouve chez les jeunes, comme John l'a fait remarquer.

Vous avez parlé de cours minimal des produits. Je pense que cela pose problème. Il faut tenir compte des programmes d'approvisionnement intérieur et de la sécurité alimentaire, essentiellement pour notre usage national. Un des problèmes pour le gouvernement et l'industrie, est que nous exportons beaucoup de produits — pas la totalité, mais beaucoup. Avez-vous une solution à proposer pour régler ce problème? Les jeunes agriculteurs ou d'autres personnes présentes ici ont-ils réfléchi à cette question?

●(1925)

Mme Maria Smith: Je pense que Mark pourrait lui aussi donner son point de vue. Nous avons eu une brève discussion au sujet des prix minimaux. C'est lui en fait qui avait proposé de parler de la gestion du risque commercial au cours de notre présentation.

Les cours minimaux représentent plutôt une sorte de garantie pour les producteurs. Ils visent à réduire l'écart entre le prix de vente au détail et le prix obtenu par les producteurs. Par exemple, le porc se vend 2 \$ la livre dans les magasins alors que nous n'en obtenons que 20 cents. Où s'en va la différence d'argent? Pourquoi cet argent ne revient-il pas aux agriculteurs? Si vous consultez Google, vous verrez que Loblaws vient de terminer sa meilleure année depuis quatre ans, alors que la situation des agriculteurs n'a cessé de s'empirer au cours de la même période. Comment pouvons-nous expliquer de tels résultats?

Je tiens à souligner surtout que nous devons fixer un prix. Si les éleveurs de porc n'obtiennent pas 1,50 \$ pour leurs produits, ils ne rentrent même pas dans leurs frais.

M. Larry Miller: Bon. Maria, je vois où vous voulez en venir. Advenant l'imposition de cours minimaux, est-ce que nous les garantissons pour le marché intérieur et adoptons les cours mondiaux pour tous les produits exportés, ou est-ce que nous appliquons les mêmes cours pour tous les produits? C'est là que les choses se compliquent. Voilà essentiellement pourquoi je...

Mme Maria Smith: J'imagine que c'est une question qui doit être résolue au niveau fédéral.

Mark, avez-vous des commentaires à formuler?

M. Mark Bernard: Oui. Le problème est qu'à l'échelle mondiale, beaucoup de produits ne se trouvent pas au même niveau. Il faudrait que les règles de jeu soient uniformes pour permettre la concurrence entre les produits identiques. Or, ce n'est pas nécessairement le cas.

La formule des cours minimaux serait une possibilité. Il serait peut-être également préférable d'adopter une loi visant à supprimer les produits d'appel des magasins de vente au détail. Dans les magasins de détail, les pommes de terre et les oeufs — en fait, les oeufs et le lait sont assujettis aux règles de gestion des approvisionnements et leur prix ne changera pas, mais les fruits et légumes produits au Canada, ainsi que les pommes de terre, ne seront jamais vendus à un prix inférieur au coût de production. Il faut s'assurer de maintenir toujours en fonction les agriculteurs, d'éviter que les détaillants fassent pression auprès des grossistes pour obtenir des produits toujours moins chers, afin de toujours casser les prix à la consommation.

Le président: Merci, monsieur Miller.

Monsieur Steckle vous avez assez de temps pour une autre question.

M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.): Je vais utiliser mes cinq minutes, parce que j'ai le sentiment d'avoir quelque chose à apporter à cette discussion.

Vous m'avez amené à réfléchir, parce que vous avez fait certaines affirmations que j'avance moi-même depuis deux semaines, depuis que nous avons commencé notre tournée.

Scott, vous avez dit que la sécurité alimentaire est une notion importante et que nous en avons besoin. Il faudrait que le gouvernement adopte une politique affirmant que la sécurité alimentaire — ou la « souveraineté alimentaire », comme l'a déclaré un de nos témoins un peu plus tôt aujourd'hui, je crois — est importante pour un pays.

Quant à la rentabilité, si c'était une réalité dans le secteur agricole, Maria, Mike et Ivan n'auraient aucun problème à accéder à ce secteur.

Si le gouvernement canadien — je ne parle pas du gouvernement conservateur, mais de n'importe quel gouvernement au pouvoir — si le gouvernement était convaincu que la sécurité alimentaire était aussi importante que l'achat d'avions de transport lourd — j'utilise cet exemple, puisque le gouvernement a trouvé très rapidement les 3 milliards de dollars nécessaires à cet achat — il pourrait trouver l'argent nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire. Mais avant tout, il faut être convaincu que la sécurité alimentaire ou la souveraineté alimentaire est importante. Si nous en faisons un objectif, nous devons et nous pourrions alors trouver les moyens d'y parvenir.

Je crois également que nous devrions ensuite mettre sur pied un programme national. L'agriculture devrait être aussi nationale que la défense. Je crois qu'il faudrait enlever aux provinces la tâche de distribuer les crédits relatifs à l'agriculture. Nous devrions avoir un seul système d'administration pour être certains de savoir à qui s'adresser. Je suis convaincu que si nous disposions d'un programme central — un système fédéral prônant une agriculture nationale conformément au principe que je viens d'énoncer — nous trouverions un moyen d'y parvenir, car avant tout, nous aurions la volonté de réussir.

Je me demande si vous partagez mon point de vue, parce que certains programmes que nous avons proposés n'ont pas toujours donné les résultats escomptés ou n'ont pas toujours profité aux personnes à qui ils étaient destinés. Je pense que l'assurance-production réglerait certains problèmes que vous avez mentionnés et je crois que le programme ASRA vise un peu cet objectif au Québec.

Mon raisonnement va-t-il dans la bonne direction? Nous devons trouver une façon d'affirmer, au moment de terminer nos réunions, que nous avons défini l'orientation que nous devons prendre et sur laquelle nous devons nous concentrer. Mon raisonnement va-t-il dans la bonne direction? C'est la troisième fois que je me livre à cet exercice dans les diverses régions du Canada et je constate très peu de changements depuis 14 ans.

●(1930)

M. Scott Dingwell: Absolument, nous devons répondre à la question et je ne connais pas la réponse. J'ai certaines convictions, mais je crois que, collectivement, nous parviendrons à de meilleurs résultats qu'individuellement. L'alimentation devra fort probablement devenir une question de sécurité nationale.

L'agriculture est rentable. Selon un rapport publié il y a deux ans, 80 à 90 p. 100 des activités agricoles sont rentables. Je tiens à le répéter: 80 à 90 p. 100 des activités agricoles sont rentables. Le revers de la médaille, c'est que 80 à 90 p. 100 des producteurs sont en faillite. Voilà la réalité canadienne. Voilà les difficultés que nous vivons et que nous constatons.

J'aimerais faire un commentaire supplémentaire, si le temps le permet. Nous devons nous intéresser au maintien de la concurrence. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de fixer les prix. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'imposer des cours minimaux et je pense que le marché déterminera lui-même les prix. Actuellement, le marché est malheureusement totalement faussé par la concurrence. Les prix ne cessent de dégringoler lorsque les vendeurs sont beaucoup plus nombreux que les acheteurs. Si nous pouvons mettre en place un système capable de maintenir ou de rétablir la concurrence dans notre secteur, la rentabilité et le progrès seront à la portée de tous.

Le meilleur exemple que je puisse vous donner est celui de nos banques nationales. Je suis assez âgé pour me rappeler que les banques ont dû fusionner pour ne pas disparaître. Elles ont dû conjuguer leurs forces et se réunir à plusieurs. À cette époque, c'est-à-dire avant que la fusion des banques soit autorisée, les actions bancaires étaient les plus prometteuses sur le marché.

M. Paul Steckle: Très rapidement, sommes-nous en bonne voie de trouver une solution?

Le président: Monsieur Nabuurs.

M. Mike Nabuurs: Oui, c'est une possibilité qu'il faudrait explorer. Actuellement, les programmes fédéraux et provinciaux sont beaucoup trop nombreux. C'est une grande source de confusion. Il serait possible de disposer d'une seule administration centrale chargée d'offrir les programmes dans les diverses régions du pays et de répondre à tous les besoins.

Quant à la sécurité alimentaire, permettez-moi encore une fois de citer les États-Unis qui considèrent l'agriculture comme leur filet de sécurité. Au Canada, nous considérons les filets de sécurité comme des moyens de soutenir l'agriculture. Les États-Unis considèrent l'agriculture comme un filet de sécurité pour leur pays. C'est une optique particulière. Nous devons réévaluer nos priorités et donner à l'agriculture la place qu'elle mérite. Voilà pourquoi les États-Unis subventionnent la culture du maïs. Pour eux, c'est une question de sécurité nationale. Ils concentrent leur énergie sur leur propre pays, pour ne pas avoir à acheter ce produit dans d'autres régions du monde. C'est une optique particulière.

M. Paul Steckle: Je n'ai pas encore entendu le point de vue de John. J'aimerais savoir si vous auriez plus confiance dans un tel système.

Le président: Très rapidement, s'il vous plaît.

M. John Colwill: Je crois que la réponse est oui. Qu'importe que le programme soit fédéral ou provincial, je crois que les choses seraient beaucoup plus faciles si l'on pouvait s'adresser à un seul bureau. Certains dirigeants de grandes exploitations agricoles me disent que la personne la plus importante de leur exploitation est celle qu'ils ont dû engager pour s'occuper des formalités administratives et accéder aux programmes.

Le président: Qu'en pense la P.E.I. Young Farmers' Association? Êtes-vous pour ou contre, ou êtes-vous sans opinion?

M. Ryan Weeks: Je suis du même avis. Je partage le point de vue exprimé autour de la table. Je suis membre de l'Atlantic agricultural leadership program et nous venons tout juste de rentrer d'un voyage à Washington D.C. Nous avons rencontré le sous-secrétaire à l'agriculture. Vous l'avez sans doute déjà rencontré, vous aussi. J'ai été plutôt impressionné par la façon dont les États-Unis gèrent leur système agricole. Je me suis demandé pourquoi nous ne pourrions pas en faire autant. Le développement agricole fait partie intégrante de leur Farm Bill et c'est un autre moyen de transmission.

Le président: Maria Smith.

Mme Maria Smith: J'aimerais apporter deux précisions. Il faut que le gouvernement définisse ses priorités; et nous devons commencer à mettre l'accent sur l'agriculture. Je sais que le gouvernement a beaucoup travaillé à l'élaboration des procédures et afin de tenter de résoudre ces problèmes, mais nous devons maintenant aller de l'avant. C'est ma seule recommandation.

• (1935)

Le président: Merci.

J'ai un seul commentaire à formuler. Nous nous sommes contentés d'examiner la proposition présentée par Paul, à savoir la mise en place d'un ministère central de l'agriculture, comme aux États-Unis. John et Mike ont affirmé tous deux que ce serait peut-être la voie à emprunter. En revanche, la politique agricole des États-Unis n'accorde pas une flexibilité régionale. Et pourtant, c'est bien ce qui ressort de ce débat — vous réclamez une flexibilité régionale. Par conséquent, pensez-vous disposer de cette flexibilité régionale si l'on établit un ministère central de l'agriculture comme aux États-Unis?

M. Mike Nabuurs: Les États-Unis consacrent suffisamment de crédits à l'agriculture pour lui permettre de fonctionner efficacement.

Le président: Par conséquent, peu importe la région où vous vous trouvez.

Monsieur Colwill, je crois que vous avez dit dans vos remarques préliminaires que ce qui vous rend optimiste, c'est l'intérêt que vous détectez chez les jeunes agriculteurs. Je suis heureux qu'ils soient ici ce soir et qu'ils aient participé si volontiers à nos travaux, mais la conversation que nous avons eue ce soir est plutôt sombre. Aussi, je me demande, mis à part les programmes agricoles, comment vous envisagez l'avenir de l'agriculture à l'Île-du-Prince-Édouard.

M. John Colwill: Nous sommes tous assez enthousiastes au sujet de notre industrie et nous espérons que l'avenir sera prometteur. Les chiffres que nous avons entendus résumés très bien sans doute la situation: 80 à 90 p. 100 de l'industrie est rentable et 80 à 90 p. 100 des producteurs font faillite.

Le président: Je suis un éleveur de bétail et j'espère que l'avenir sera prometteur car mes enfants veulent aussi être éleveurs.

Nous allons très brièvement suspendre les travaux. Je vais demander aux témoins actuels de quitter la table et aux prochains témoins de s'installer aussi rapidement que possible. Merci.

•

•

•

• (1945)

Le président: Nous allons maintenant rouvrir la séance.

Nous avons le plaisir d'accueillir Allan Ling de l'Atlantic Grains Council. Ranald MacFarlane et Karen Fyfe du Syndical national des cultivateurs. Des Dairy Farmers, nous avons Randall Affleck. De la P.E.I. Cattlemen's Association, Darlene Sanford. De la Fédération des producteurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons Willem de Boer et Robert Harding. Et à titre individuel, Doug MacCallum.

Bienvenue au comité.

Nous demandons si possible aux groupes agricoles de limiter leurs exposés à 10 minutes ou moins. Les témoins qui se présentent à titre individuel doivent se limiter à cinq minutes.

Nous allons commencer par l'Atlantic Grains Council et M. Ling.

M. Allan Ling (président, Atlantic Grain Council): Bonsoir et merci de nous donner la possibilité de présenter notre point de vue sur la gestion du risque commercial, une notion extrêmement importante pour nous au Canada atlantique.

Tout d'abord, permettez-moi de prendre quelques instants pour me présenter. Je suis un administrateur de l'Island Grain and Protein Council Inc qui est porte-parole des producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Île-du-Prince-Édouard. Je gère également les avances en espèces offertes au printemps et en automne aux producteurs de céréales. L'Island and Grain and Protein Council est membre en bonne et due forme de l'Atlantic Grains Council.

L'Atlantic Grains Council est une organisation de la région des Maritimes qui rassemble des organismes analogues des trois provinces. Nous sommes membres des Producteurs de grains du Canada. Je suis président de l'Atlantic Grains Council et, en conséquence, je siège au conseil d'administration des Producteurs de grains du Canada.

J'approche de mon quarantième anniversaire — non pas de naissance, mais d'activité en agriculture. Je suis associé à mon frère. Notre ferme se trouve à 12 milles environ d'ici. Vous êtes sans doute passés devant notre exploitation aujourd'hui. Notre ferme occupe environ 1 200 acres de terre. Nous élevons du bétail et nous produisons diverses récoltes, notamment de l'orge, du blé, du soya, du lin et nous allons nous lancer dans le canola cette année, sans oublier le foin.

En 2002, nous avons décidé de cesser la production laitière. Nous avions un petit troupeau de vaches laitières. Nous avons essentiellement pris cette décision pour des raisons financières. Nous avions de gros emprunts, de lourdes dettes et il fallait une fois de plus songer à refinancer l'entreprise. Notre comptable nous a demandé si quelqu'un nous chassait de la grange. Nous avons répondu que non. Il nous a dit alors de payer une partie de nos dettes et de nous débarrasser de nos quotas. C'est ce que nous avons fait.

En automne 2006, nous avons abandonné l'élevage de porc que nous avions depuis le début. Nous avons maintenant deux porcheries vides.

Nous sommes la quatrième génération d'agriculteurs. Entre mon frère et moi, nous avons cinq fils, mais nous représentons la fin de la lignée. Aucun d'entre eux ne sera agriculteur. Ils font tous un autre métier.

Entre 1965 et 1980, beaucoup de gens se sont lancés dans l'agriculture. J'y pensais justement hier et j'ai compté 26 jeunes qui se sont lancés dans l'agriculture à cette époque dans notre secteur. J'en ai peut-être d'ailleurs oublié quelques-uns. Aujourd'hui, il en reste quatre sur ces 26 fermes. Beaucoup de ces 26 agriculteurs ont pris leur retraite, ont fait faillite ou sont passés à autre chose.

À mon avis, nous faisons face à une grave crise agricole. Je ne pense pas qu'actuellement ce soit une question d'argent. Le grand problème auquel font face les agriculteurs canadiens est le suivant. Dans 19 ans, qui produira les produits alimentaires au Canada? Pourquoi 19 ans? Parce que l'an dernier je disais 20 ans.

Examinons la situation du Canada. Le Canada est une nation commerciale et je pense que nous devons continuer de l'être. À cause de notre climat et de notre géographie, nous sommes un pays producteur à charges élevées. Par ailleurs, nous avons fait face, depuis quelques années, à une chute grave du cours des produits de base et nous devons lutter contre la concurrence de pays comme ceux de l'Union européenne et les États-Unis où l'agriculture est très subventionnée.

J'ai récemment eu l'occasion de parler à deux agriculteurs qui sont peut-être un peu plus âgés que moi et qui poursuivent leurs activités. J'aimerais parfois ne pas avoir à parler à des agriculteurs, car la conversation prend toujours une tournure négative. En tout cas, j'ai eu une bonne conversation avec cette personne. C'est un bon agriculteur, une personne que j'ai toujours admirée. Il m'a dit: « J'aimerais arrêter mes activités, mais je ne peux pas » — c'est un constat que l'on entend souvent chez nous de nos jours.

Les programmes qui nous ont été destinés jusqu'à présent n'ont pas donné de bons résultats, surtout dans un secteur comme celui des céréales et des oléagineux où les marges n'ont cessé de diminuer. Il faut examiner également l'ensemble du secteur agricole.

• (1950)

Je pense que les Canadiens croient qu'il y a un manque de communication entre les politiciens, les décideurs et en particulier les bureaucrates. Les agriculteurs ont souvent l'impression d'être surréglementés. Je sais que les règlements sont nécessaires, mais il semble qu'à l'Île-du-Prince-Édouard nous ayons dépassé les bornes et que la situation soit pire que dans les autres régions. Nous ne sommes pas rémunérés pour les mesures que nous prenons en faveur de l'environnement ou du public. La société dans son ensemble devrait nous rémunérer pour les avantages que nous lui procurons.

On a parfois l'impression d'avoir manqué le coche. Il est peut-être encore possible de revenir en arrière, mais il est peut-être déjà trop tard.

Cependant, j'ai assez parlé des aspects négatifs et j'aimerais maintenant montrer l'autre versant. Je suis convaincu que l'agriculture a un avenir au Canada, qu'elle peut nous apporter beaucoup et que nous devons continuer à persévérer.

Après avoir entendu les exposés et les questions qui ont précédé, je me rends compte que l'on a beaucoup investi dans l'agriculture et que tous ces fonds n'ont pas produit les résultats voulus. Je ne pense pas que les Canadiens devraient s'inquiéter des fonds que nous investissons dans l'agriculture — je n'ai pas les chiffres devant moi — parce qu'une grande partie de ces fonds proviennent de l'exportation des produits agricoles élaborés au Canada, en particulier dans les secteurs du bétail et des céréales.

À titre d'agriculteurs dans le secteur des céréales et des oléagineux, nous applaudissons le gouvernement qui a annoncé récemment un appui de 400 millions de dollars; la hausse du CSRN de 500 000 \$ à 750 000 \$; et celle des prêts sans intérêt de 50 000 \$ à 100 000 \$. Tous ces programmes aident un peu. Nous nous réjouissons également de l'avènement de l'industrie des biocarburants et des autres sources d'énergie, mais il faut en faire beaucoup plus.

L'Atlantic Grains Council souhaite présenter quelques recommandations.

Les paiements en provenance du gouvernement fédéral sont souvent calculés en fonction des ventes nettes admissibles, ou VNA. Or, ce n'est pas une bonne formule pour nous, puisque la plupart d'entre nous ne sommes pas uniquement des producteurs de céréales; une partie de nos récoltes est destinée au bétail. Le coût de production du blé, du soya ou d'autres cultures est le même, que les produits soient destinés à l'alimentation de boeufs, de vaches laitières ou de porcs plutôt que destinés à la vente.

La proportion de 60-40 p. 100 est un autre point sur lequel il faudrait vraiment se pencher et le gouvernement fédéral pourrait peut-être faire quelque chose à ce sujet. Nous sommes en effet souvent laissés pour compte. Les provinces les mieux nanties peuvent en bénéficier, mais lorsque ces paiements nous parviennent, la plupart du temps ils sont dilués et n'atteignent pas nécessairement l'objectif auquel ils étaient destinés au moment de l'annonce du programme. Je ne comprends pas pourquoi cette aide ne peut pas être incluse dans le chèque de péréquation ou intégrée à une autre formule. Il y a peut-être moyen de remédier à cette situation et je sais que nous avons déjà soulevé cette question lors des réunions du cadre stratégique pour l'agriculture. nous ne pouvons pas bénéficier de cette aide, contrairement aux agriculteurs de l'Ontario, de l'Alberta ou d'ailleurs.

L'assurance-récolte est un programme qui gagnerait à être légèrement actualisé. Il s'appuie parfois sur des données trop anciennes. Dans nos exploitations, nous appliquons tous de meilleures pratiques. Nous utilisons différentes variétés afin d'obtenir de meilleures récoltes. Il nous arrive d'être pénalisés par ce système.

Cela nous amène à la recherche qui est un autre sujet que je ne vais cependant pas aborder ce soir.

J'ai évoqué brièvement une autre idée, celle de rémunérer les producteurs pour les mesures environnementales qu'ils prennent. Par exemple, devons-nous alterner les cultures de pommes de terre tous les quatre ans? Devons-nous abandonner les terres marginales? On pourrait aussi avoir recours aux crédits de carbone. Si l'on ne peut pas intervenir au niveau de la chaîne alimentaire, il y a peut-être d'autres moyens de nous venir en aide.

• (1955)

Un des autres changements que nous souhaitons est l'élimination de la moyenne de trois ans pour le PCSRA, ainsi que la refonte du programme afin qu'il soit basé sur une évaluation des coûts réels. Je sais que cela pose problème lorsque nous utilisons les coûts de production, mais je pense que nous n'avons pas le choix.

Nous recommandons également la création d'un programme distinct de secours en cas de catastrophe. Il faudrait peut-être envisager un programme de gestion de la recapitalisation semblable à celui que réclament les producteurs de céréales et d'oléagineux de l'Ontario.

En conclusion, j'aimerais préciser brièvement que les familles agricoles vivent actuellement une situation difficile, mais que l'avenir de notre industrie demeure prometteur une fois que l'on aura remédié aux causes fondamentales de notre problème de revenu. Les producteurs de céréales et d'oléagineux ne pensent pas que le gouvernement devrait entretenir les agriculteurs, mais nous croyons cependant que le gouvernement doit élaborer à l'intention de notre industrie des politiques qui nous permettront de gagner décemment notre vie. Nous espérons que ces politiques sont à notre portée. Il suffit d'une volonté politique pour y parvenir.

Un peu plus tôt aujourd'hui, je disais à un agriculteur que je venais témoigner au comité et je lui ai demandé ce qu'il souhaitait que je dise. Il m'a demandé de vous dire de cesser de faire des études et de passer enfin à l'action pour remédier à la situation.

Merci.

Le président: Merci.

Eh bien, nous sommes au beau milieu d'une autre étude, mais nous allons rapidement présenter notre rapport.

Monsieur MacFarlane.

M. Ranald MacFarlane (coordonnateur régional, District 1, Syndicat national des cultivateurs): Bonsoir mesdames et messieurs.

Je m'appelle Ranald MacFarlane. Je suis un producteur laitier de Fernwood. Je suis en plus éleveur de boeuf et de porc. Je travaille très fort. Je suis un grand travailleur. Je sais que je suis le dernier éleveur de porc dans ma localité. En 2005, le revenu net que j'ai tiré de mes activités agricoles, en dehors de mes autres activités, s'élevait à 13 500 \$. C'est une situation intolérable et je pense qu'il faudrait renvoyer un fonctionnaire de l'immeuble Carling chaque fois qu'un agriculteur fait faillite à l'Île-du-Prince-Édouard.

Beaucoup d'agriculteurs sont venus témoigner ce soir, mais ils ont probablement oublié de vous dire que tous les agriculteurs comptent sur un revenu provenant d'activités extérieures à l'exploitation agricole. Un membre de leur famille travaille à l'extérieur pour subventionner la production agricole. Ce n'est pas bien.

Le 5 octobre 2027, j'aurai 60 ans. J'ai très peu de REER, pas d'économies et j'ai quelques dettes. J'ai deux amis qui viennent tout juste d'abandonner la partie. Je dis que ce sont mes amis. Ils n'ont rien, à part une dette d'environ 500 000 \$. C'est amusant de constater que dès que l'on atteint la quarantaine, tout le monde devient instantanément capitaliste et commence à penser à son avenir et à celui de ses enfants. Nous sommes dans la même situation que les pêcheurs de morue de Terre-Neuve. Un jour, on se rendra compte que nos ressources ont disparu et que c'est irréversible; la compagnie a fait faillite. À qui la faute?

Mais, ne vous inquiétez pas, je me souviendrai de ceux qui ont aidé et de ceux qui n'ont pas levé le petit doigt.

Les jeunes agriculteurs ne devraient pas compter sur les revenus d'appoint. Ce n'est pas normal. Toutes les exploitations agricoles sont surcapitalisées. Selon moi, il est beaucoup trop facile d'obtenir du financement. Le gouvernement a encouragé l'expansion, affirmant que plus grand, c'est mieux. Ce n'est pas vrai. J'exploite une ferme de 100 acres dont j'ai hérité. Je viens d'une famille écossaise presbytérienne. Chez nous, on refuse d'emprunter de l'argent pour acquérir quelque chose que l'on n'a pas et dont on n'a pas besoin. Nous craignons Dieu et nous avons très peur des banques. Je ne veux me frotter ni à l'un ni aux autres.

On nous donne le choix entre l'expansion et l'élimination; l'agriculture n'a jamais bénéficié d'une politique agricole. La seule politique, c'est celle des exportations, la politique commerciale. Il n'y a jamais eu de politique agricole. C'est l'expansion ou l'élimination. On n'encourage que la croissance. C'est la loi de l'expansion ou de l'élimination. De nos jours, c'est uniquement l'élimination. Et beaucoup d'agriculteurs croient toutes sortes de salades et sont convaincus qu'il faudrait accentuer le libre-échange... certains éleveurs de porc réclament l'abolition de la gestion des approvisionnements, croyant que cela entraînera une déblocage. À ceux qui entonnent ce refrain, je rappelle la crise du bois d'oeuvre.

De toute façon, je ne suis pas admissible au Programme d'options pour les familles agricoles. J'ai écrit une lettre aux journaux dans laquelle je déclarais que j'étais en faillite. C'est vrai que je n'ai pas d'argent. Je n'ai plus rien et je ne peux bénéficier du Programme d'options pour les familles agricoles. Deux organismes différents m'ont appelé immédiatement pour réclamer leur argent lorsque ma lettre est parue dans le journal. Cela ne m'a rien coûté de déclarer faillite.

Cela étant dit, des gens qui étaient admissibles au Programme d'options pour familles agricoles sont venus me voir, parce que, je l'avoue, je suis une grande gueule et les gens me font confiance. Je les ai rencontrés et ils m'ont dit dans quelle situation déplorable ils se trouvaient. Ce sont de jeunes agriculteurs très bien qui ont fait tout ce qu'on leur a dit et qui en payent maintenant les pots cassés. Il faut dire les choses comme elles sont. Et l'agriculture, ou ce qu'il en reste, doit mieux les traiter, parce qu'ils ont appris leur métier dans les collèges agricoles. Ils ont eu les créanciers sur le dos, la SCA et tous les autres — tous des menteurs au sourire mielleux. Ils sont prêts à vous prêter de l'argent jusqu'à ce que vous soyez acculé à vous pendre. Ces jeunes agriculteurs devraient recevoir des excuses et il faudrait restructurer les règles de commerce au Canada.

Le SNC demande de retirer l'agriculture de l'OMC. Vous continuez à fréquenter l'OMC. Vous continuez à céder le peu que nous avons. Après les dernières élections, la grande priorité était l'ouverture des frontières — il fallait ouvrir les frontières. Je constate que les frontières ne sont pas ouvertes. Il s'avère que la priorité était de démanteler la Commission canadienne du blé. Cela démontre une fois de plus que le gouvernement, les fonctionnaires de l'immeuble Carling, le programme fédéral et le programme commercial sont complètement à côté de la plaque. C'est comme si vous étiez indifférents. Je suis désolé de vous dire cela, mais souvenez-vous des stocks de morue.

Cependant, on parle de sécurité alimentaire nationale. On parle de sécurité alimentaire régionale. Les campagnes sont ruinées. Je viens aujourd'hui de livrer de la viande. Je vends de la viande de porc pour gagner un peu d'argent supplémentaire. Le porc peut rapporter beaucoup d'argent. S'il y a des producteurs de porc dans la salle, ils vont sûrement me demander des comptes. Le porc rapporte beaucoup, mais les éleveurs n'obtiennent pas leur juste part, parce que la société Maple Leaf raffle tout. Les sociétés se servent en premier, il n'y a pas de mystère.

Pourquoi les Maritimes ne sont-elles pas autosuffisantes sur le plan de la distribution du porc? Pourquoi nos prix sont-ils fixés par le Chicago Mercantile Exchange et pourquoi des distributeurs comme Loblaw's prennent-ils la part du lion? Ils font des profits immenses. Les pauvres éleveurs de porc des Maritimes et des autres régions du pays subventionnent les énormes profits de Maple Leaf et de Loblaw's. Qu'avez-vous fait pour les aider?

J'aime cette partie-là. C'est une question de pure forme.

● (2000)

J'ai aimé votre rapport intitulé « Un pouvoir de marché accru pour les producteurs agricoles canadiens ». C'était un excellent rapport. Je pensais qu'il n'était plus nécessaire de faire appel à des comités; le chemin était tracé. Mais qu'avez-vous fait?

Je n'étais pas pressé de venir ici ce soir parce que je savais que c'était probablement une perte de temps, mais je suis poli et je suis venu quand même.

Revenons à l'agriculture et à l'OMC. Vous continuez à fréquenter l'OMC, vous continuez à faire des concessions et l'agriculture est en faillite. Nous avons accumulé une dette de 58 milliards de dollars je crois?

L'hon. Wayne Easter: C'est 51 milliards de dollars.

M. Randal MacFarlane: Ah bon, 51 milliards de dollars. J'avais ajouté 7 milliards de plus.

Donc, nous avons accumulé une dette de 51 milliards de dollars. Dans mon exploitation, quand une activité n'est plus rentable, on cesse de la pratiquer. Il y a des solutions de rechange.

Karen.

Mme Karen Fyfe (vice-présidente nationale des femmes, Syndicat national des cultivateurs): Je vais un peu changer de ton et revenir à un sujet abordé par Maria Smith. Maria est la jeune agricultrice de la P.E.I. Young Farmers' Association. J'étais un peu comme elle il y a 20 ans, lorsque je me suis mariée à un agriculteur venant d'une famille qui pratiquait l'agriculture depuis cinq générations. Vingt années ont passé, j'ai élevé cinq enfants dont trois sont à l'université. Deux d'entre eux terminent leurs études dans les prochaines semaines avec d'énormes dettes — de 40 000 \$ à 50 000 \$. Ils savent qu'ils devront eux-mêmes rembourser ces dettes, car papa et maman n'ont pas d'argent de côté pour les aider à payer leurs prêts étudiants.

Revenons à la question qu'a posée James ou quelqu'un d'autre demandant s'il y avait une vision de l'agriculture canadienne. Oui, cette vision existe. En fait, il y a deux visions opposées de l'agriculture canadienne. La première met plutôt l'accent sur le commerce et les exportations et on a pu constater qu'elle ne donnait pas de bons résultats. L'autre est plus axée sur la sécurité alimentaire nationale et la souveraineté alimentaire. Cette vision s'harmonise très bien avec la gestion des approvisionnements. La gestion des approvisionnements fonctionne très bien à l'intérieur d'un marché national et ne nuit pas au marché d'exportation. Elle permet un équilibre entre les deux.

Randal vous a présenté son point de vue, et les femmes du Syndicat national des cultivateurs ont décidé d'offrir une vision différente de l'agriculture canadienne. Je ne suis pas officiellement autorisée à distribuer ces deux brochures. Il s'agit d'un projet de trois ans entrepris par des agricultrices canadiennes grâce à des fonds de Condition féminine Canada et une petite subvention d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous avons organisé des ateliers un peu partout au pays et nous avons réuni des femmes pour leur demander de définir la crise que vit actuellement l'agriculture canadienne et tenter de la résoudre. Avons-nous des solutions? Oui, nous avons des solutions et certaines d'entre elles sont très simples.

J'aurais aimé vous distribuer quelques pages, mais je pense qu'on vous les fera parvenir.

Oui, Monsieur Bezan.

● (2005)

Le président: Ces documents doivent être traduits.

Mme Karen Fyfe: Ah bon. Ils doivent être traduits.

Le président: Nous avons le livre bleu. Nous n'avons pas...

Mme Karen Fyfe: Avez-vous ce document?

Le président: Oui.

Mme Karen Fyfe: Je vous invite instamment à le lire. Ce n'est pas une lecture facile, parce que le document expose le processus et passe en revue les craintes que les agricultrices canadiennes entretiennent au sujet de leur avenir, mais aussi au sujet de celui de leurs enfants et de leur collectivité. Les agricultrices ont un point de vue sur l'agriculture canadienne qui s'avère très différent de celui des concepteurs de politiques et des bureaucrates. Nous analysons la situation à partir du contexte familial et du contexte de la collectivité rurale.

Notre solution repose sur quatre piliers qui sont la stabilité financière, la politique alimentaire nationale, le renforcement des infrastructures sociales et communautaires et enfin la sécurité et la santé de l'alimentation et de l'environnement.

Par conséquent, nous proposons une vision différente et viable de l'agriculture canadienne. Pour appliquer cette vision, il suffit de rejeter la tendance actuelle qui nous a menés à la catastrophe. Le secteur agricole obtient de bons résultats, mais 80 à 90 p. 100 des familles de ce secteur font faillite et doivent vendre leur exploitation ou s'en aller. Pourtant, le tableau n'est pas tout noir. Il est possible de prendre d'autres décisions.

Il y a deux mois, je pense que c'était le 20 février, je suis venue témoigner dans cette même salle, devant le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts. Je crois avoir présenté un témoignage très éloquent, mais j'ai déclaré d'entrée de jeu que je n'aimais pas la terminologie qu'ils avaient choisie: sur la page couverture du rapport le titre « Comprendre l'exode » donne l'impression que la crise de l'agriculture est tombée du ciel du jour au lendemain, sans qu'on ne puisse en préciser la cause. Eh bien, il n'y a rien de plus faux. La crise que traverse actuellement l'agriculture est le résultat d'une politique et d'orientations délibérées et des choix découlant de ces décisions et de cette politique.

Mon exploitation est située dans le secteur nord, à une demi-heure de route d'ici et tout en conduisant pour me rendre ici, je pensais à des choses aussi élémentaires que l'alimentation et l'achat de produits alimentaires pour la famille. Au moment de définir les conditions de production des denrées alimentaires au pays, est-ce qu'on pense en premier lieu à ces besoins élémentaires ou à certaines orientations particulières? Je sais que c'est une question sémantique, mais je pense que nous devons nous demander si nous pouvons tolérer une telle politique. Est-ce une politique durable ou est-ce un choix que nous avons fait parce que nous nous sentons obligés de nous conformer aux critères du commerce mondial?

Nous avons donc deux visions opposées. La première est la vision actuelle qui ne donne pas de bons résultats. L'autre est la vision que proposent les agricultrices canadiennes et c'est une vision qui donnera de bons résultats.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, madame Fyfe.

Quant au document que vous avez présenté, nous n'avons pas le droit de le traduire, puisqu'il s'agit d'une publication. À mon avis, le mieux serait de l'expédier directement aux membres du comité, puisqu'il s'agit d'une publication appartenant au SNC...

Mme Karen Fyfe: Certainement, c'est tout à fait possible.

Le président: ... le comité ne peut pas s'en charger.

Nous allons passer directement aux producteurs laitiers. Monsieur Affleck, s'il vous plaît.

• (2010)

M. Randall Affleck (vice-président, Dairy Farmers of Prince Edward Island): Merci, monsieur le président et messieurs les membres du comité.

Tout d'abord, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue à l'Île-du-Prince-Édouard. Je remercie le comité de s'être déplacé et de me donner l'occasion de présenter mon point de vue sur le CSA 2.

Si j'ai bien compris, comme dans le cas des Producteurs laitiers du Canada, vous avez déjà rencontré certains producteurs laitiers de Colombie-Britannique et du Manitoba.

La Stratégie nationale sur la santé des animaux d'élevage est l'enjeu politique que je vais tenter de promouvoir. C'est un peu différent. Mes collègues autour de la table ne m'ont probablement jamais entendu discuter sur ce sujet. C'est un enjeu et une politique importants pour les producteurs de bétail. Si le temps le permet,

j'aimerais également parler brièvement de la gestion des risques commerciaux et peut-être du commerce.

Un groupe de 13 organisations collabore actuellement à l'échelle nationale avec l'ACIA au sujet de la Stratégie nationale sur la santé des animaux d'élevage. Ensemble, ils tentent d'élaborer un meilleur système canadien applicable à la santé des animaux. L'objectif est d'abandonner l'approche fragmentée actuelle qui s'appuie sur les diverses compétences, afin d'adopter une politique intégrée de la santé animale fondée sur des principes, des politiques et des objectifs.

La mondialisation a soulevé de nombreux défis sur le plan de la santé des animaux d'élevage. Les importations sont plus nombreuses et, en particulier, les voyageurs en provenance d'Asie sont à la hausse. Par conséquent, la fréquence d'écllosion des maladies est plus grande. Le but est d'investir en tenant compte de principes et d'objectifs communs, de clarifier les rôles et les responsabilités des diverses régions concernées, d'étendre le financement et de déterminer quel sera l'organe de surveillance.

Si je soulève cette question, tout comme les Producteurs laitiers du Canada, c'est qu'il s'agit d'une politique importante pour la santé animale, en particulier en cas d'écllosion de maladies contagieuses, un phénomène que le CSA 1 n'avait pas abordé. Puisqu'il est question du CSA 2, nous espérons que cet enjeu sera pris en considération, qu'il s'agisse d'un deuxième ou d'un sixième pilier, puisqu'on utilise l'approche des piliers. C'est certainement un domaine dans lequel notre pays peut focaliser son énergie.

Les éléments clés de cette politique sont la prévention, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

La prévention est aussi importante que l'intervention d'urgence afin de coordonner les différentes régions. La clé consiste à appliquer les normes également aux importations.

La préparation est un autre élément clé pour améliorer l'infrastructure névralgique et pour élaborer à l'échelle internationale des normes et des ententes relativement aux maladies.

Au chapitre de l'intervention, par exemple, l'abattage intégral et l'élimination des carcasses sont des mesures nécessaires qui exigent une préparation. Ce devrait être un élément clé de la stratégie.

Bien entendu, le rétablissement est une autre action importante. Pour éviter l'effondrement du marché, il faut mettre en place divers outils de gestion financière et un programme de secours en cas de catastrophe. J'en parlerai si j'ai le temps d'aborder la gestion du risque commercial.

Actuellement, par exemple, la Loi sur la santé des animaux porte sur les maladies à déclaration obligatoire. N'étant pas vétérinaire, je ne vais même pas tenter de les énumérer. Le problème de la loi, c'est qu'elle se limite aux maladies à déclaration obligatoire. Certaines maladies qui limitent la production ne sont pas prises en compte par la Loi sur la santé des animaux, contrairement à ce que préconiserait d'après moi une approche proactive à l'égard de la santé des animaux et de son importance économique.

Pour ce qui est de la gestion des risques financiers, il existe une série de programmes qui offrent une protection adéquate et compensent les pertes de revenu, qui prévoient d'effectuer des recherches pour confirmer les diagnostics et exercer une surveillance, ainsi que mieux connaître les maladies des animaux. Le meilleur moyen de garder les animaux en bonne santé est de bien s'en occuper.

Au chapitre de la gestion thérapeutique, il y a des programmes nouveaux et existants en matière de prévention, préparation, intervention et rétablissement. Il y a la surveillance et un réseau DEL. Essentiellement, il faut déterminer la localisation de l'infrastructure, les moyens nécessaires pour aller de l'avant, l'identification et la traçabilité, les programmes de soutien et les produits réglementés. Par exemple, il faut déterminer la disponibilité des médicaments et des vaccins et les règlements qui s'appliquent à ces produits. Enfin, il y a la biosécurité.

● (2015)

Ce qui me paraît important pour les producteurs laitiers du Canada ainsi que pour les autres industries qui prennent part au débat, c'est qu'il faudrait consacrer une certaine réflexion à des questions autres que la gestion des risques commerciaux. La gestion des risques est importante, mais si nous voulons aller de l'avant dans le domaine de la politique agricole...

Je suis également membre de divers comités de la Cattlemen's Association. J'ai assisté à la crise de l'EBS et vous pouvez également constater ce qui se passe avec l'épidémie de fièvre aphteuse en Grande-Bretagne. Cela m'inquiète un peu. On espère que l'ACIA est bien préparée. Je suis certain que c'est le cas, mais on pourrait être encore plus prêt et notre pays devrait concentrer ses efforts sur la coordination des ressources.

Permettez-moi maintenant de parler brièvement de la gestion des risques commerciaux. Le CSA 2 doit reconnaître que la gestion des approvisionnements et la commercialisation collective sont des dimensions indispensables au Canada. Le dernier cadre avait omis ces dimensions, sauf dans trois provinces.

Quant au PCSRA, la gestion des approvisionnements est en soi un programme de gestion du risque. Je suis probablement un des rares producteurs laitiers de l'Île-du-Prince-Édouard à m'être inscrit au PCSRA. Mon frère et moi cultivions la pomme de terre jusqu'à tout récemment. Nous étions donc inscrits au CSRN, mais nous sommes passés au PCSRA. D'après moi, le PCSRA est un assez bon programme, à condition de ne pas avoir des marges à la baisse. Le programme est totalement inutile en cas de marges en recul.

Les points faibles du programme sont nombreux. Il n'y a aucun moyen de prévoir le type de paiement que l'on va obtenir. Par contre, je me demande de quel type de protection les producteurs laitiers pourraient bénéficier en cas d'épidémie, s'ils ne sont pas couverts par la politique de gestion des risques commerciaux. Le PCSRA n'est peut-être pas la solution pour les producteurs, mais s'ils ne sont pas inscrits, il y a un réel problème.

Pour ce qui est de l'assurance sur la production et en cas de mortalité, le programme n'offre pas une très bonne protection aux producteurs laitiers, puisque la grande majorité de leur revenu provient de la vente de lait. Étant donné que les pertes de revenu sont plus importantes, il serait préférable de disposer d'une assurance contre l'interruption du revenu.

Je vais conclure rapidement en parlant du commerce. Je reconnais que nous sommes une nation exportatrice, comme l'ont mentionné certains témoins, mais il faut bien savoir qu'une part beaucoup plus grande du revenu des agriculteurs canadiens provient du marché intérieur. Le document d'Agriculture Canada intitulé « Agriculture and Food Value Chain Facts » contient des statistiques recueillies en 2004 révélant que plus de 70 p. 100 des recettes proviennent des marchés intérieurs. Par conséquent, il faut adopter une position équilibrée relativement au commerce. Le Canada ne doit absolument pas se gêner pour faire la promotion de nos droits.

Je vais conclure sur la commercialisation collective dans l'Ouest. En tant que producteur laitier assujéti à la gestion des approvisionnements, je suis inquiet. Étant donné que seulement 13,8 p. 100 des producteurs ont voté pour le retrait de l'orge de la Commission canadienne du blé, ce serait une erreur stratégique de procéder en ce sens. Nous ne sommes pas encore à la onzième heure dans nos négociations avec l'OMC et, à mon avis, ce serait une erreur stratégique d'affaiblir cette institution alors que si peu de producteurs sont en faveur d'un tel retrait. D'après les chiffres que j'ai consultés, cela représente à peu près 59 millions de dollars par an pour les producteurs d'orge dans l'économie rurale de l'Ouest. Le pire, c'est que le retrait tel que proposé ne serait accompagné d'aucune indemnisation pour les producteurs.

● (2020)

Je suis un peu inquiet, c'est le moins qu'on puisse dire, bien que je sois encouragé par certaines politiques en matière de gestion des approvisionnements. Les actions valent mieux que les paroles et je pense que ce n'est pas une bonne stratégie. Je vais terminer là-dessus.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Affleck.

Nous entendrons maintenant Mme Sanford, qui représente la Prince Edward Island Cattlemen's Association. Je vous en prie.

Mme Darlene Sanford (présidente, Prince Edward Island Cattlemen's Association): Bonsoir. Bienvenue à l'Île-du-Prince-Édouard.

Je m'appelle Darlene Sanford, et je suis exploitante de parc d'engraissement. Le 19 mai 2003, j'étais productrice de boeuf, et je le suis toujours, malgré l'ESB et tous les problèmes qui ont suivi cet incident. Ce soir, je vais parler des principaux éléments de la gestion des risques de l'entreprise qui est proposée.

Commençons par la gestion des risques de l'entreprise, plus spécialement le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, le PCSRA. Il a été mis en place juste après la crise de l'ESB, et il s'est avéré qu'il ne pouvait pas, de façon cohérente, verser des fonds aux producteurs qui ont subi des pertes de revenus agricoles. Il est si complexe que les producteurs ne peuvent savoir si leur demande leur permettra de recevoir des versements. Il est difficile de remplir les demandes et leur étude prend souvent beaucoup de temps, de sorte qu'il ne s'agit pas, pour les producteurs de boeuf, d'un moyen sûr de gérer les risques de l'entreprise.

Les programmes antérieurs permettaient aux producteurs d'estimer les versements à venir et de prévoir leurs rentrées d'agent l'année suivante. Comme dans tout nouveau programme, il y a des problèmes de rodage, nous en sommes conscients, mais, pour l'industrie, ces problèmes initiaux ont suscité une incertitude sans précédent. Les exploitants qui produisent principalement du boeuf ont subi de lourdes pertes à cause de l'ESB et ont reçu peu d'argent, voire rien du tout, du PCSRA, tandis que ceux qui ont une production diversifiée ont reçu des versements ou, parfois, ont vu les produits non touchés par une catastrophe ou une baisse des marges bénéficiaires compenser la production bovine.

Cette incohérence a prouvé que le programme n'est pas conçu en fonction de catastrophes agricoles et fait ressortir la nécessité d'accélérer l'ajout et la mise en oeuvre d'un volet en prévision des catastrophes. Si on veut que les producteurs puissent compter sur des programmes de protection pour les aider à passer au travers d'une mauvaise année, il est essentiel que les gouvernements vérifient l'efficacité des programmes pour s'assurer qu'ils atteignent les objectifs et respectent les critères fixés.

Le programme ITES n'a pas atteint ses objectifs. Où sont passés les autres 50 p. 100? C'est ce que me demandent les producteurs de boeuf à chaque réunion. Il y a deux jours encore, un producteur de boeuf m'a décrit une situation dont je vous fais part. Son voisin et lui ont vérifié leurs comptes et tous deux ont subi à peu près les mêmes pertes en 2003. Tout calculé, ils ont perdu à peu près le même montant, l'un dans la production de boeuf et l'autre dans celle de la pomme de terre, l'autre produit en cause. Le producteur de pommes de terre a reçu en 2004 un chèque correspondant à la totalité de ce que le PCSRA lui devait. Le producteur de boeuf, dont la perte était identique, a reçu 50 p. 100 de son argent en 2006. Où est passé le reste?

Voilà ce que me demandent sans cesse les producteurs. Pourquoi, lorsqu'il fait une erreur et s'en aperçoit, le gouvernement fédéral...? Je lui reconnais ce mérite. Il s'est aperçu que le système d'inventaire ne marchait pas pour les producteurs de boeuf et s'est engagé envers eux à réparer l'erreur et à rendre le programme juste et équitable dans tout le pays et pour toutes les productions. Pourquoi n'a-t-il pas terminé le travail? Pourquoi les versements ont-ils été faits au pro rata? Aucun d'entre vous ne se contenterait de la moitié de son salaire versé à la fin de l'année. Pourquoi demander aux producteurs de boeuf de le faire?

Les programmes fédéraux spéciaux sont un autre problème que nous voudrions aborder. Les producteurs de l'Île ne peuvent participer à certains programmes mis en place après la crise de l'ESB. Le programme de retrait des bouvillons d'abattage et le programme de retrait des bovins de court engraissement ont été offerts à tous les producteurs après la crise de l'ESB, mais les producteurs des Maritimes n'y ont pas participé. Pourquoi? Surtout parce que ces programmes étaient tous les deux conçus pour la production de l'ouest du Canada. Si nous les avions appliqués, ils auraient eu un effet très préjudiciable sur notre industrie du boeuf, aussi préjudiciable, voire plus, que l'ESB même.

Ces programmes incitaient les producteurs à soumettre le bétail à un régime de maintien pour ralentir l'apport de bêtes dans une industrie de l'abattage surchargée. Si les producteurs des Maritimes l'avaient fait, cela aurait compromis l'approvisionnement de notre usine, Atlantic Beef Products, tout en faisant augmenter le nombre de bêtes qui avaient atteint l'âge de 30 mois avant l'abattage. Cela aurait coûté énormément cher aux producteurs à cause de la dévaluation des carcasses des animaux de plus de 30 mois et parce que les animaux auraient été plus lourds que ce que cette usine recherche. Les bêtes de plus de 30 mois font augmenter le coût de la fonte des graisses et diminuer la valeur de la viande pour l'abattoir, et les producteurs essuient également des pertes.

● (2025)

Lorsque ces programmes ont été conçus, le gouvernement fédéral a précisé dans les lignes directrices envoyées aux producteurs qu'il tiendrait compte des différences régionales. Constatant qu'ils ne marcheraient pas pour les producteurs des Maritimes, le Maritime Beef Council, qui comprend les Prince Edward Island Cattle Producers et les regroupements semblables de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ont conçu et présenté un programme à tous les ordres de gouvernement, la stratégie de renouvellement du cheptel des Maritimes. J'ai joint un exemplaire du programme à mon exposé de ce soir. Vous devriez tous le recevoir.

Ce programme était conçu pour s'harmoniser avec les programmes de soutien liés à l'ESB et offrir un moyen d'améliorer la valeur du cheptel tout en répondant aux besoins particuliers des producteurs de la région. Nous n'avons pas attendu du gouvernement fédéral une formule efficace pour les Maritimes. Nous avons constaté que ce qui

était proposé ne marchait pas. Nous avons donc modifié le programme et nous l'avons présenté en disant que nous ne pouvions suivre les règles proposées dans le programme initial et que nous avançons une solution de rechange. Nous proposons une solution utile pour notre région. L'objectif principal était, comme le nom du programme l'indique, de renouveler le cheptel en abattant les veilles vaches et en les remplaçant par des génisses de qualité et de génétique contrôlée, ce qui donnerait un cheptel plus jeune et plus productif.

Le coût du programme aurait été inférieur à celui de la participation à l'un ou l'autre des deux autres programmes. Le gouvernement doit s'assurer que tous les scénarios possibles ont été envisagés avant de mettre en oeuvre des programmes. Les producteurs courent des risques si on ne met pas le temps nécessaire et ne fait pas assez de recherche pour garantir que les programmes atteignent leurs objectifs. Les producteurs qui touchent des chèques des programmes relatifs à l'ESB regardent avec impuissance les prix s'effondrer et doivent demander ces paiements des programmes en guise de revenu. D'autres qui ont profité des programmes d'avances du PCSRA constatent qu'ils doivent tout rembourser parce qu'ils n'ont droit à rien aux termes du PCSRA.

Ces producteurs qui ont perdu de l'argent à cause de la crise de l'ESB et qui ont dû prendre les avances du PCSRA n'ont même pas de quoi justifier un paiement. On aurait pu éviter presque tout cela si on avait pris le temps de voir si le programme fonctionnerait comme on le souhaitait. Les intentions étaient bonnes, mais les résultats n'ont pas été à la hauteur, malheureusement.

Innovation et sciences. Le Canada doit être en mesure de profiter des possibilités offertes par la recherche et l'innovation. L'industrie du boeuf des Maritimes a soutenu l'implantation de l'Atlantic Beef Products Inc., entreprise de transformation du boeuf qui appartient aux producteurs du Canada atlantique et est à leur service. Comme producteurs, nous savons qu'il ne suffit plus de produire du boeuf ordinaire. Les consommateurs veulent des produits sûrs, sains et différenciés. Les producteurs veulent et peuvent produire ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs, ce dont témoigne la réussite des marques Atlantic Tender Beef et Atlantic Choice.

De nouvelles idées surgissent tous les jours, et c'est seulement grâce à de bonnes connaissances scientifiques et à de bonnes recherches sur les pratiques de production propres à l'est du Canada que ces idées se concrétisent. Le gouvernement doit le reconnaître et continuer d'appuyer la recherche et l'innovation pour notre région et dans notre région. Nous avons un centre d'essais à Nappan et nous venons de passer un an à lutter comme des forcenés pour le garder là. Nous voulons que ce centre soit maintenu. Nous ne faisons pas les choses comme dans l'ouest du Canada. Dans mon parc d'engraissement, tout le bétail est à l'abri à longueur d'année. Il ne va pas à l'extérieur. Ce n'est pas l'Alberta, et je ne peux pas appliquer les mêmes méthodes. Lorsque nous avons une tempête comme celle de dimanche, il n'est pas bon de laisser le bétail dehors. Nous faisons les choses différemment, et le gouvernement fédéral n'en a jamais tenu compte. On le dit dans toutes les politiques et tous les programmes que nous voyons, mais, au bout du compte, il n'y a pas de résultats. Aucun.

Développement du marché et commerce. Le développement de nouveaux produits n'est que le début. Il faut aussi leur trouver un marché. Le développement de marchés et la recherche sont des facteurs de première importance pour la réussite d'un produit. Nous devons avoir accès aux résultats de la recherche sur le marketing et des essais pour savoir s'il vaut la peine d'investir dans un produit. Lorsque nous concevons un produit pour l'exportation, il est important de comprendre qui sont les concurrents. L'étude des marchés d'exportation donne de l'information sur la concurrence, nous apprend si les concurrents sont subventionnés ou s'ils doivent respecter les mêmes règlements que nous, au Canada.

Un exemple est la manipulation des matières à risque spécifiées. Je signale une erreur dans la version imprimée. Au lieu du 12 septembre 2007, il faut lire 12 juillet 2007. À compter de cette date, toutes ces matières doivent être retirées des animaux de plus de 30 mois. Il ne faut pas les utiliser pour produire des aliments pour animaux ni des engrais, et il faut obtenir un permis pour les transporter. Les producteurs américains ne seront pas soumis au même règlement, ce qui constituera un autre désavantage pour nos producteurs.

• (2030)

Notre gouvernement doit faire attention, lorsqu'il applique des règlements d'aussi vastes proportions; il ne faut pas qu'il y ait un effet durable ou préjudiciable sur l'industrie. Déjà, nous percevons les conséquences de cette interdiction des aliments pour animaux et le coût pour l'industrie.

Ma première question: pourquoi a-t-il fallu près de deux ans au gouvernement fédéral pour répartir les fonds entre les provinces afin de gérer les matières à risque spécifiées, alors que 80 millions de dollars avaient été réservés pour ce programme? Pourquoi a-t-il fallu attendre deux ans avant de savoir combien d'argent l'Île-du-Prince-Édouard recevrait et combien d'argent irait ailleurs? Quand le gouvernement se comporte pareillement avec les producteurs, comment pouvons-nous prendre des dispositions pour respecter les délais, se comporter en bons citoyens ou comme un pays qui respecte les règles de l'OIE?

Nous avons maintenant environ un mois pour décider ce que nous allons faire de l'argent et mettre les choses en place. Les responsables de notre usine de Borden nous disent que, d'ici le 1^{er} mai, ils doivent décider ce qu'ils vont faire. Le 1^{er} mai, c'est dans quelques jours.

Renouveau. Si on donne aux producteurs la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et d'utiliser leurs connaissances pour accroître leur rentabilité, tous les secteurs en profiteront. Si on élabore des programmes qui appuient les innovations et si on veille à ce que les politiques n'entravent pas la production, cela contribuera à la réussite du secteur agroalimentaire.

Salubrité et qualité de la chaîne alimentaire au Canada. Des producteurs de plus en plus nombreux ont implanté dans leur exploitation des pratiques pour assurer la sécurité des aliments. Il faut reconnaître et promouvoir ces pratiques pour améliorer la confiance sur les marchés intérieurs et étrangers et il faut attribuer aux producteurs le mérite du travail qu'ils ont fait.

Environnement. Il faut payer les producteurs pour la contribution qu'ils consentent en retirant de la production des zones riveraines, en installant des clôtures pour empêcher le bétail d'accéder aux cours d'eau et en appliquant des plans agricoles. Toutes ces mesures sont coûteuses, et c'est toute la société qui en profite. Les producteurs devraient donc être indemnisés pour ce travail.

Pour conclure, je dirai que le Canada a besoin d'une politique agricole. Nous avons besoin d'une orientation. Les agriculteurs

veulent être traités avec justice et équité dans tous les programmes, dans toutes les régions et pour tous les produits. Il ne faudrait pas avoir besoin d'une autre Grande Crise, où les Canadiens et les politiques ont faim, pour que le gouvernement apprenne à respecter comme il se doit les aliments qu'ils consomment trois fois par jour et ceux qui produisent ces aliments.

Merci.

Le président: Merci.

Qui présente l'exposé de la Fédération des producteurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard?

M. Willem de Boer (président, Fédération des producteurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard): Bonsoir et bienvenue au comité.

Je m'appelle Willem de Boer et je suis un producteur de porc installé dans l'est de l'île, à Brudenell. Je préside également le P.E.I. Hog Commodity Marketing Board, qui représente les intérêts des producteurs de porc de la province. Je suis accompagné de Robert Harding, directeur exécutif de la commission.

Depuis de nombreuses années, nous nous occupons de près des questions de protection des revenus des producteurs, et c'est un plaisir d'être ici aujourd'hui pour vous faire part de notre point de vue sur le cadre stratégique de l'agriculture.

Ce soir, notre exposé sera consacré aux questions de gestion des risques pour l'entreprise et de compétitivité. Pour qu'il vous soit plus facile de suivre l'exposé, c'est surtout Bob qui parlera, étant donné que son accent est moins marqué que le mien.

Le président: Monsieur Harding.

[Français]

M. Robert Harding (directeur exécutif, Fédération des producteurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard): Monsieur le président, j'aimerais bien continuer en anglais.

[Traduction]

L'Île-du-Prince-Édouard commercialise environ 200 000 porcs par an. Ils sont transformés ici et vendus surtout à l'extérieur de l'île. Notre secteur est sans doute une part infime de l'industrie canadienne, mais il représente une partie non négligeable de l'agriculture de notre province. Et l'agriculture et l'agroalimentaire sont, et de loin, notre plus importante activité économique.

Notre secteur contribue à la viabilité de la province. Nos agriculteurs utilisent le grain fourrager que nous produisons en rotation avec les pommes de terre et d'autres cultures, et le fumier constitue un engrais naturel efficace pour ces rotations de cultures.

Les producteurs continuent de satisfaire les attentes de plus en plus grandes de leurs clients canadiens et étrangers, mais les défis qu'ils ont à surmonter aujourd'hui sont ahurissants. Les agriculteurs ont toujours su prendre des mesures importantes pour atténuer les nombreux risques de l'agriculture, mais aujourd'hui, le gouvernement a un rôle central à jouer pour les aider à traverser cette période difficile et à bâtir un avenir.

Comme notre secteur dépend des exportations, il a dû relever de nombreux défis commerciaux. Nous reconnaissons que le commerce est sensible à tout programme de l'État. Nous préconisons donc des programmes conformes aux obligations commerciales internationales et qui réduisent les risques de mesures commerciales.

Il nous semble évident que les programmes actuels du CSA ne sont pas terriblement bénéfiques pour l'Île-du-Prince-Édouard. Parfois, il a même semblé que le CSA favorisait les provinces de l'Ouest. Nous appuyons les approches innovatrices qui permettent des programmes régionaux adaptés aux possibilités régionales. Par exemple, si une approche proposée semble présenter un avantage pour les Maritimes, il faudrait autoriser un investissement stratégique dans cette initiative régionale. Le CSA actuel ne le permet pas. Le gouvernement n'a donc pas aidé notre industrie à profiter des occasions qui semblent bénéfiques pour notre région. Nous espérons que la nouvelle version du CSA tiendra compte de cette question.

Le premier principe, dans nos discussions sur la prochaine génération du CSA, c'est que les fonds doivent être utilisés de façon à traiter équitablement les producteurs de toutes les régions et de tous les types de production. Bien sûr, nous approuvons le principe de l'équité, mais il n'est pas respecté. Il y a actuellement des programmes de gestion des risques de l'entreprise qui n'ont pas été conçus pour les éleveurs et n'ont que peu de valeur pour eux.

Le principe voulant que les producteurs assument une partie du coût des programmes est assez mal inspiré et totalement inutile. Les agriculteurs prennent des risques tous les jours. L'obligation de participer aux coûts de n'importe quel programme ne fait qu'ajouter à leurs dépenses. Pis encore, cela donne à penser que ceux qui élaborent les programmes ne sont pas conscients des coûts extrêmement élevés assumés par les agriculteurs.

Nous avons participé aux consultations sur la gestion des risques de l'entreprise pour la prochaine version du CSA. Le document de travail comprend des points que nous appuyons, mais il y en a d'autres qui, selon nous, ne sont pas traités correctement.

L'assurance-récolte a été remplacée par l'assurance-production, et on a promis que le bétail serait couvert. On dirait que seul le nom a changé. Nous avons participé aux échanges afin de rendre le programme bénéfique pour les éleveurs, et nous sommes reconnaissants à Agriculture et Agroalimentaire Canada du travail accompli dans cette optique, mais les changements voulus n'ont toujours pas été apportés.

Il est maintenant question de la prochaine version du CSA. L'assurance-production a toujours peu de valeur pour l'éleveur de porc. Il faudrait à tout le moins, selon nous, que les producteurs soient indemnisés pour les pertes qui ne leur sont pas imputables jusqu'à ce qu'on mette en place un vrai programme d'assurance-production pour l'élevage.

Nous appuyons le principe voulant que les fonds de l'État servent surtout à atténuer les effets négatifs d'incidents incontrôlables et imprévus. Nous croyons aussi qu'il faut prévoir un fonds distinct pour l'indemnisation en cas d'incident catastrophique. Les programmes de gestion des risques de l'entreprise n'ont jamais été conçus en fonction de catastrophes comme l'ESB. Si on établissait le cadre d'un programme de cet ordre, les producteurs auraient l'assurance de recevoir une aide dans les situations extrêmes.

Le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, le PCSRA, a été conçu pour stabiliser les revenus agricoles, mais on a constaté qu'il ne le faisait pas pour les producteurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard. Certains ont reçu des versements, mais des améliorations s'imposent, notamment une meilleure couverture de la marge négative, en faisant reposer la marge de référence historique peut-être sur la moyenne des trois dernières années ou encore la moyenne olympique, selon ce qui est le plus avantageux, une plus grande rapidité d'exécution et une charge administrative réduite. Les

versements du PCSRA devraient également être comptabilisés dans l'année du sinistre plutôt que dans l'année du paiement.

L'imprévisibilité du PCSRA est un problème immense. On ne peut donc compter dessus, ce qui limite gravement la capacité des agriculteurs de gérer leurs propres risques d'entreprise. La possibilité qu'ont les gouvernements de faire les versements au pro rata ne fait qu'accentuer cet inconvénient. Selon nous, il faut éliminer cet aspect.

• (2035)

Le Programme canadien d'options pour les familles agricoles dont nous avons parlé plus tôt a été mis en place pour soutenir à court terme le revenu des exploitations familiales à faible revenu. Alors que le programme se rattache au pilier Renouveau, il est maintenant perçu comme un programme de sécurité du revenu: de nombreux producteurs sont maintenant admissibles tellement les revenus agricoles sont faibles. Alors que beaucoup de producteurs sont dans cette situation désespérée et ont besoin de ces fonds immédiatement, les formulaires de demande de la deuxième année qui ont été promis pour le printemps 2007 ne seront même pas disponibles avant août, peut-être. C'est inacceptable.

Le programme amélioré d'avances en espèces a été annoncé comme un autre programme destiné aux cultures et révisé pour l'élevage. Nous nous félicitons de cette approche, mais les producteurs ont besoin d'aide maintenant, pas demain. Les détails sur la prestation du programme ne sont pas encore arrêtés, et le programme est toujours plus avantageux pour les agriculteurs que pour les éleveurs. Le producteur de cultures peut obtenir une avance et la conserver pendant 12 à 18 mois, mais le producteur de porc ne peut la conserver que six mois. C'est dire que, si on compare avec le producteur de cultures, il profite deux fois moins du programme.

Les agriculteurs qui produisent du grain pour nourrir leur bétail ont un désavantage de surcroît, comme on l'a dit tout à l'heure, car le grain utilisé dans l'exploitation n'est pas admissible. Le type d'utilisation du grain ne devrait pas être une condition d'admissibilité du programme.

Il y a aussi des questions de compétitivité dont nous voudrions parler. Il a été dit au cours d'autres séances que nos producteurs peuvent affronter n'importe quel concurrent au monde, pourvu que les règles soient les mêmes pour tous. Si nous voulons que les agriculteurs continuent de produire des denrées alimentaires pour les Canadiens, il faut que les gouvernements deviennent également plus concurrentiels. La question est cruciale, mais les documents sur la prochaine version de la stratégie n'en disent pas un mot, semble-t-il.

Le Canada est connu dans le monde comme un exportateur de produits alimentaires, et l'industrie s'est avérée très compétitive sur les marchés d'exportation avec un appui relativement faible de l'État, si on la compare aux producteurs d'autres pays. La vigueur du dollar canadien a des conséquences graves pour notre capacité de maintenir ces ventes sur les marchés étrangers. Nous souhaitons que l'État consacre plus de fonds au soutien des exportations, comme les gouvernements d'autres pays exportateurs le font.

Tandis que les négociations de l'OMC traînent en longueur, nous préconisons la négociation d'accords commerciaux bilatéraux. Il est peut-être nécessaire de prévoir plus de ressources pour ne pas nous laisser dépasser par nos grands concurrents, qui signent aujourd'hui des accords bilatéraux avec des pays qui comptent parmi nos principaux marchés.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments doit renouveler ses compétences en matière d'exportation. Il en a été question tout à l'heure, et on en a parlé à propos des pommes de terre. Nous ne pouvons pas maintenir les exportations sans ressources professionnelles suffisantes pour s'occuper rapidement de ces questions d'accès au marché. L'Agence avait de bons éléments, mais ils sont partis ailleurs et n'ont pas été remplacés. C'est là un facteur essentiel pour notre secteur.

La compétitivité de notre secteur de la transformation est très à risque également. Nous prévoyons que, sous peu, il n'y aura plus à l'est du Québec qu'un seul transformateur en mesure d'exporter. Nous avons entendu des témoignages à cet effet ce soir. Les conséquences sont énormes pour la compétitivité à long terme de notre secteur, et nous estimons que ces enjeux ont leur place dans les discussions générales.

Les producteurs de porc n'ont pas accès, comme les producteurs de cultures, à une main-d'oeuvre de prix concurrentiel grâce au Programme concernant les travailleurs étrangers temporaires. Il faut aussi s'attaquer à cette question, pour que les éleveurs puissent se prévaloir de ce programme.

À cause d'un système réglementaire fédéral non concurrentiel, les éleveurs n'ont pas accès à des produits vétérinaires moins coûteux ou à des grains fourragers de prix compétitif. Les éleveurs américains y ont accès, ce qui les favorise encore davantage pour les mêmes raisons. Il faut que les frais de certification et d'inspection exigés au Canada soient ramenés au même niveau qu'aux États-Unis.

L'état de santé du cheptel canadien est insurpassé, et l'Île-du-Prince-Édouard a beaucoup fait pour le protéger contre les maladies du porc. Cet élément est essentiel à notre compétitivité, tant du point de vue de la production que de celui de l'exportation. Pour cette raison, nous estimons que la santé animale devrait presque constituer en soi un pilier dans ces discussions. L'identification nationale, la traçabilité et les mesures en cas d'urgence sont des enjeux qui pourraient être rattachés à ce pilier, et il faut que les gouvernements accordent leur appui.

Un autre exemple important montre à quel point les règles du jeu sont inégales. Il se peut que l'utilisation de produits moins coûteux soit interdite au Canada, mais les aliments provenant de pays où ces produits sont utilisés sont importés chez nous et sont vendus aux consommateurs. Si ces aliments sont assez salubres pour la consommation au Canada, les produits devraient pouvoir être utilisés sans danger par nos agriculteurs pour produire des aliments destinés aux consommateurs canadiens.

● (2040)

M. Willem De Boer: Pour conclure, disons que nos producteurs font ce qu'ils peuvent avec les ressources qui sont à leur disposition. Nous avons assumé des coûts plus élevés à cause de l'AQC, le programme de salubrité des aliments de notre industrie fondé sur l'HACCP à l'exploitation. Nous avons un système national d'identification et de traçabilité qui sera mis en place sous peu. Nos agriculteurs ont pour leurs exploitations des plans en matière d'environnement. Nous produisons les porcs les plus sains au Canada et peut-être dans le monde. Nous avons un partenariat avec le transformateur de l'Île-du-Prince-Édouard pour produire des porcs à l'intention de marchés de spécialité. Et nous faisons faillite.

Nos agriculteurs ont été inscrits au PCSRA et à d'autres programmes semblables qui étaient censés protéger leurs revenus. Après quatre années de prix à la baisse, il semble que l'ensemble actuel de ce que nous appelons maintenant les programmes de gestion des risques de l'entreprise n'assure pas une protection

satisfaisante. Malgré tous ces programmes qui étaient censés être efficaces, les agriculteurs font faillite.

Impossible de blâmer les agriculteurs, qui continuent de produire les meilleurs aliments au monde. Mais les coûts supplémentaires sont écrasants, et les agriculteurs font face à une sombre réalité: à moins que quelque chose ne change très bientôt, nous ne pourrions plus continuer à produire au Canada. Nous voulons travailler en agriculture, mais il faut que le gouvernement nous écoute. Notre gouvernement doit proposer des politiques qui soient vraiment compétitives avec celles des autres pays. Nous ne demandons pas grand-chose: seulement des conditions de production qui soient les mêmes pour tous. Vous devez trouver le moyen nous assurer cela.

Merci.

● (2045)

Le président: Merci, messieurs.

M. MacCallum a la parole pour cinq minutes. Je vous en prie.

M. Doug MacCallum (à titre personnel): Merci, monsieur le président. Membres du comité, mesdames et messieurs. Je ne suis pas un orateur.

Je suis un producteur de boeuf amateur de Brackley Beach. Je dis que je suis amateur parce que, lorsque je me lève le matin, j'ai l'impression que je devrais mettre un casque d'acier, me placer deux bandes chargeurs sur la poitrine et prendre un fusil à canon tronçonné pour aller nourrir mon bétail, tellement le gouvernement nous impose de lois. Pas besoin de lois pour l'agriculteur. Tout ce qu'il faut, ce sont des règles justes pour tous. Si nous faisons un peu d'argent, nous serons les meilleurs intendants de la terre que vous aurez jamais vus.

De toute façon, je suis marié avec une femme merveilleuse, j'ai deux enfants épatants qui sont à l'université et au collègue. Ils n'ont pas de prêts étudiants ni rien d'autre: j'ai économisé leurs allocations familiales et je les ai placées pour eux.

J'ai ici une lettre que je vais abréger un peu: « Tout ce que je demande, ce sont des conditions qui sont les mêmes pour tous. Si l'agriculteur américain reçoit 71 \$ l'acre pour produire ses cultures, il faut que l'agriculteur canadien reçoive autant. Ne venez pas me dire qu'il n'y pas d'argent pour appliquer cette idée: l'agriculture crée une richesse de centaines de milliards de dollars — 686 milliards de dollars au cours des 20 dernières années. »

J'estime avoir aussi le droit à une politique agricole. Pas d'autres lois encore. Je vous propose deux exemples.

Prenons un agriculteur de la Saskatchewan que j'appellerai Percy. Il est producteur biologique. Lui et sa femme ont passé la majeure partie de leur vie à produire du canola biologique. Un jour, Monsanto vaporise du Roundup sur les cultures de Percy. Une partie ne meurt pas. Monsanto saisit la production, traîne Percy devant les tribunaux et lui fait perdre tout ce qu'il a. Les juges canadiens donnent raison à Monsanto sur toute la ligne. De plus, le Roundup n'est probablement pas très bon pour la certification de producteur biologique de Percy.

Deuxième exemple: un agriculteur américain sème son riz au printemps. Soudain on trouve dans les semences un grain de riz génétiquement modifié. Le gouvernement américain fait détruire le reste des semences et enlever ce qui a été semé, mais l'agriculteur est indemnisé. Monsanto ne pourrait pas le poursuivre comme elle l'a fait pour Percy au Canada.

Je reviens à mon point de départ. Le gouvernement m'a donné un outil: il a fait adopter une loi pour que je doive appartenir à une organisation agricole afin de me faire entendre. C'est la seule loi dont je peux le remercier, et je vais profiter de ce porte-parole. Je vais faire à Scott MacArthur un chèque de 300 \$, ce qui représente la moitié de ma cotisation, et l'autre moitié sera versée dans un fonds qui permettra de poursuivre les gouvernements provincial et fédéral.

La SNC et la fédération nationale devraient se rallier à cette idée, de même que tous ceux qui pensent que les produits alimentaires canadiens devraient être produits au Canada et non importés de l'étranger. Au train où vont les choses, les Canadiens vont devoir finir par donner aux États-Unis leur eau, leur électricité et leur pétrole pour payer ce qu'ils mangent. En plus, nos fils et nos filles vont devoir aller en Afghanistan, en Iraq ou ailleurs pour faire les guerres de Bush.

Je sais que les temps sont durs pour les agriculteurs. Si l'un d'eux m'appelle et appuie mon idée mais n'a pas d'argent, je vais donner 150 \$ de plus en son nom sans jamais faire connaître son identité.

Je conclus. C'est une saison chargée pour les agriculteurs, mais ce n'est pas une chose que je peux faire seul. Les agriculteurs doivent s'unir autour de cette cause. Si vous ne voulez pas de mon aide, dites-le. On dirait que les aliments des animaux familiers sont plus importants que ceux des humains. Si cette idée n'aboutit à rien, je n'aurai perdu que 150 \$ ou 300 \$, je vendrai mon exploitation, et je passerai à autre chose. Je ne vais pas m'endetter davantage ni m'entêter.

Je n'ai pas préparé de mémoire, mais il me semble qu'il y a une question à poser, et c'est la suivante: le Canada veut-il, oui ou non, que les agriculteurs canadiens produisent des aliments? La question est très simple, et je l'ai posée à bien des gens. La plupart me répondent très rapidement, mais j'ai trouvé deux personnes, une à Charlottetown et l'autre à Ottawa, qui ne peuvent pas me répondre.

La crise agricole dure depuis si longtemps que c'est devenu normal. Oui, l'agriculture est en crise, mais il pourrait en être autrement. Ces 400 millions de dollars sont une goutte d'eau dans l'océan. L'industrie du boeuf à elle seule a perdu de 15 à 20 milliards de dollars, ces quatre dernières années, et ce n'est qu'un secteur. Celui de la pomme de terre perd de l'argent à une vitesse phénoménale. Même chose dans le secteur du porc.

● (2050)

Je l'ai dit, je ne suis pas un orateur, mais, de toute façon, le 7 février, le gouvernement a annoncé qu'il allait invoquer l'article 28 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le GATT, pour établir des quotas tarifaires et limiter ainsi les importations de protéines de lait. Voilà une mesure constructive qui aurait dû être prise bien plus tôt.

Je discutais aujourd'hui avec le directeur de la nouvelle usine de transformation du boeuf. Il faut payer le prix fort pour pouvoir vendre notre boeuf dans les marchés de l'île, et c'est inacceptable. Ils font venir le boeuf du Venezuela et d'ailleurs, et c'est mal. Le gouvernement doit se tenir debout. Ces sociétés-là ne paient pas d'impôts. Les contribuables en ont plein le dos de soutenir ces sociétés. On leur fait croire qu'elles aident les agriculteurs, mais ce n'est pas vrai.

Il faut payer ce qu'on mange d'une façon ou d'une autre.

Le président: Merci, monsieur MacCallum. Votre temps de parole est terminé.

M. Doug MacCallum: Je n'ai plus de temps?

Le président: Mais vous pourrez intervenir de nouveau pendant les questions.

Là-dessus, nous allons passer aux questions. Monsieur Steckle, à vous de commencer. Cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Doug MacCallum: Il me restait une chose à dire.

Le président: Ce sont maintenant les questions. Vous pourrez peut-être en parler pendant les questions.

M. Paul Steckle: Je sais qu'il n'y a pas beaucoup de temps. Il ne nous reste qu'un peu plus d'une demi-heure. Je ne sais pas vraiment par où commencer. Ce que j'ai à dire, je l'ai dit si souvent ces quatre, cinq ou six derniers jours.

Les gens comprennent-ils vraiment, lorsqu'on verse l'argent des programmes, quelle partie de cet argent a été remise? Nous avions un programme l'an dernier... le gouvernement s'est engagé à dépenser davantage pour l'agriculture qu'aucun autre gouvernement ne l'a jamais fait. Savons-nous si cet argent a été dépensé? On vient de s'engager à dépenser encore un milliard — 400 et 600 millions de dollars. Cet argent sera-t-il versé?

Ne serait-il pas juste de demander au gouvernement, à tout gouvernement, de nous remettre une vérification avant de présenter un nouveau budget et de dire: voici l'argent qu'il reste et qui peut encore être versé aux agriculteurs pour la campagne 2003-2004 pour le PCSRA, pour les programmes relatifs à l'ESB, sans oublier les versements dont le remboursement est réclamé? Sauf erreur, on demande à une foule de gens de rembourser l'argent qu'on leur a déjà versé. Il n'y a pas d'autre industrie que je comprends qui fonctionne de cette manière.

Je suis aussi agriculteur, mais en Ontario. Nous éprouvons le même problème. Pour l'amour du ciel, je n'arrive pas à comprendre que le Canada ne décide pas qu'il est important de nourrir sa population. Tant que nous ne comprendrons pas que l'alimentation de la population... mais nous avons une telle profusion. J'en parlais à un agriculteur, qui m'a dit: « Nous avons la sécurité alimentaire. » Parce que nous l'avons maintenant, il croit qu'elle est acquise pour toujours. Les choses pourraient changer. Avec les ADM et les Cargill de ce monde, les grands joueurs, les Loblaws, Sobeys... Ils exercent un contrôle. Il n'y a pas de concurrence.

Ce qui est en cause maintenant, au fond, ce sont les trésors publics, et le canadien est plus modeste que l'américain. Les Américains ont un déficit. Selon moi, il faut commencer à prendre au sérieux l'aide à accorder à ceux qui nourrissent notre pays. Si nous le faisons, nous trouverons les programmes qu'il faut. Je ne peux pas parler de tous les programmes, mais cet engagement est nécessaire. Nous devons y croire. Sinon, nous n'appliquerons jamais de bons programmes. Il n'y aura que des programmes spéciaux d'ici la fin du monde. C'est ainsi que les choses se passeront, et d'ici là, il n'y aura plus d'agriculteurs.

Vous pouvez dire ce que vous en pensez si vous voulez. J'ai dit bien des choses, mais je crois dans la sécurité alimentaire. Je crois qu'un seul gouvernement doit offrir le programme. Aux États-Unis, il y a un programme agricole, pas 50. Plus tôt nous en prendrons conscience... Sortons des sentiers battus, puisque, si ça ne marche pas, comme le dirait le Dr Phil, il faut y voir.

Le président: M. MacFarlane a levé la main le premier.

M. Ranald MacFarlane: Oui. Je suis producteur laitier, Paul, et je ne veux pas d'aide sociale. Ce n'est pas justifié. Comme producteur de porc, comme producteur de boeuf, je ne veux pas savoir que je reçois de l'argent des programmes de protection du revenu ou que je dois aller chercher des revenus en dehors la ferme pour la subventionner alors Maple Leaf et Loblaws réalisent des bénéfices.

S'agit-il de subventionner les agriculteurs ou tout le système des sociétés commerciales? Les agriculteurs ont été sacrifiés.

• (2055)

Le président: Monsieur MacCallum, très rapidement.

M. Doug MacCallum: Le 2 décembre 2004, les naisseurs de l'Île-du-Prince-Édouard ont reçu 530 148 \$, et ils doivent tout rembourser jusqu'au dernier cent. Le PCSRA leur a planté un poignard dans le dos.

Nous avons besoin d'un allègement immédiat de la dette et d'une aide financière immédiate pour les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Il faut protéger la gestion de l'offre. Il faut laisser l'agriculture de côté dans les négociations commerciales au niveau mondial. Le Canada doit légiférer pour dire que les transformateurs ne peuvent être des producteurs.

Je voudrais aussi qu'on commence à bâtir une usine de biocarburants dans l'île pour presser l'huile du soya ou d'autres cultures, pour prendre le gras produit par les usines de transformation du porc et du boeuf et l'utiliser pour brûler les matières à risque spécifiées, pour produire de l'électricité ou pour autre chose.

De plus, comme le PCSRA est tellement rigide, je veux qu'on l'abolisse.

Le président: Merci, monsieur MacCallum.

Monsieur de Boer.

M. Willem De Boer: Nous parlons beaucoup de l'argent du gouvernement fédéral, et le gouvernement provincial en verse aussi de temps à autre. Nous en sommes reconnaissants. Mais il y a une chose. Zéro, ce n'est rien. Mais ils oublient la plupart du temps un zéro à côté des autres chiffres: 1 milliard de dollars devrait être 10 milliards.

Après la crise de la quarantaine, j'ai laissé un emploi dans l'administration publique aux Pays-Bas et j'ai commencé à élever des porcs il y a 12 ans. J'ai commencé avec une dette d'environ 500 000 \$ et j'en suis maintenant à 750 000 \$ ou 800 000 \$. Je produis encore parce que certains me font confiance, mais je ne contrôle pas tout.

Comme il l'a dit, nous avons besoin d'argent. Il faut des remises de dette, sans quoi nous ne pourrions pas continuer. Il est insensé de passer en 12 ans d'une dette de 500 000 \$ à 800 000 \$. Ce n'est pas une façon de produire. Je produis encore, mais je ne sais pas pendant combien de temps encore.

Cet endettement n'a pas de sens. Il faut remettre beaucoup de prêts. Financement agricole Canada est une entité fédérale; que cet organisme intervienne et remette 50 ou 100 p. 100 de nos dettes. Des pays du tiers monde ont des dettes semblables. Il faut radier leurs dettes pour qu'ils puissent recommencer à zéro.

Il faut qu'on annule les prêts. Nous ne pouvons pas continuer comme ça. C'est trop. Cette épée nous pend au-dessus de la tête. C'est pareil pour tout le monde. Il n'y a pas d'exception.

Le président: Merci, monsieur de Boer.

[Français]

Monsieur Bellavance, vous disposez de cinq minutes.

M. André Bellavance: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de vos témoignages.

Monsieur Ling, vous n'êtes pas le premier à dire qu'on a eu assez de consultations et qu'il faut passer à l'action. On entend cela beaucoup. Notamment, je l'entends au Québec. Mme Fyfe a fait allusion au comité sénatorial qui a fait une tournée. Le gouvernement fédéral fait également une tournée de consultation sur le deuxième cadre stratégique de l'agriculture, l'ancien gouvernement avait fait une tournée de consultation sur le premier cadre stratégique de l'agriculture, le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire fait une tournée et au Québec, il y a également la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.

Je trouve très important de faire des consultations. Notre parti politique lui-même le fait. J'ai participé à des consultations sur l'occupation du territoire, à une tournée du Québec sur l'avenir de l'agriculture, également. C'est très important, mais vous avez tout à fait raison: il faut consulter et agir. Je pense qu'on doit faire les deux. Actuellement, on se pose bien des questions, on se demande où on s'en va. Avant vous, de jeunes producteurs agricoles ont dit qu'il fallait une vision. Vous qui êtes un producteur de grains, que voyez-vous? Vous disiez en boutade que vous ne saviez pas de quoi cela aura l'air dans 19 ans. Avec votre expérience et les membres de votre organisation, comment voyez-vous actuellement l'avenir de l'agriculture, mais surtout, que croyez-vous qu'elle devrait être?

• (2100)

[Traduction]

Le président: Monsieur Ling.

M. Allan Ling: Merci de la question.

Oui. Je reconnais que nous devons participer à ce genre d'échange. Je l'ai fait bien des fois depuis que je suis en agriculture. Lorsqu'il y a eu des consultations sur le CSA 1, la première version, je ne crois pas que ceux qui s'en sont occupés ont transmis le bon message. Voilà pourquoi j'ai dit que les producteurs agricoles avaient l'impression qu'il y avait une certaine entente entre les bureaucrates et les décideurs. Je n'essaie pas de dénigrer qui que ce soit, mais il est très difficile pour quelqu'un qui n'est pas producteur, qui ne subit pas les pressions au jour le jour...

Voici un petit exemple. Hier, j'allume mon ordinateur et je me dis que je ferais bien de vérifier l'état de mon compte en banque. Et j'ai un découvert! Nous voici à cette époque de l'année, et l'avance du printemps n'arrivera que dans deux mois, ce qui, d'après ce que j'avais dit à mon banquier en février dernier, devrait nous permettre d'arriver, de joindre les deux bouts. J'ai dû l'appeler aujourd'hui pour qu'il me prête un peu plus d'argent pour attendre l'avance.

Je ne veux pas sembler pessimiste tout le temps. Je suis un optimiste, sans quoi je ne travaillerais pas dans ce domaine. J'adore l'agriculture. Je ne m'en fatigue pas.

À propos de vision d'ensemble, je sais qu'il y a une certaine confusion dans notre pays. Je voudrais pratiquer l'agriculture au Québec. Je crois que je réussirais mieux comme agriculteur. Je discute avec un de mes associés de temps en temps et nous plaisantons. Mon idée, c'est sans doute qu'il faudrait inverser la tendance et ramener quelques optimistes en agriculture.

Votre idée me plaît, monsieur Steckle, celle d'avoir une politique agricole au Canada. Pourquoi est-ce que je dis que nous ne pouvons pas continuer à multiplier les réunions? Parce qu'il faut agir, et très vite. Dès que possible.

Dans le secteur des grains et des oléagineux, l'industrie des biocarburants nous rend très enthousiastes. Nous envisageons diverses possibilités dans notre province, même si elle est petite. Des gens d'autres provinces, comme la Saskatchewan, disent que c'est impossible chez nous parce que le territoire est trop petit. Nous sommes en train de prouver, avec l'usine de transformation du boeuf à Albany, que nous pouvons réaliser quelque chose, et que ce n'est pas obligatoirement à la même échelle que Cargill.

Nous avons donc besoin d'une vision, et nous devons nous mettre à l'oeuvre rapidement.

Merci.

[Français]

Le président: Merci beaucoup.

[Traduction]

Monsieur Miller.

M. Larry Miller: Merci, monsieur le président

Mesdames et messieurs, merci de votre présence. Il est agréable de se retrouver dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Ronald, il y a une chose que je tiens à vous dire: votre présence ici n'est pas une perte de temps. Je suis moi aussi agriculteur, et je peux vous dire qu'une des choses que, comme homme politique, j'ai toujours trouvées et trouve encore les plus exaspérantes, c'est la lenteur du système et de ses changements.

Pour autant, ne pensez jamais que c'est une perte de temps. Il y a ici des représentants de tous les partis et je peux vous dire, en leur nom à tous, que nous sommes tous sincèrement intéressés par l'agriculture. C'est un fait.

Les problèmes sont nombreux. J'ai parlé de la lenteur du gouvernement. L'un de nos gros problèmes — Wayne Paul et Charlie sont députés depuis longtemps —, c'est la bureaucratie. Lorsque nous nous déplaçons comme groupe pour tenir ces réunions, je peux vous dire que nous n'avons pas d'idées préconçues. Nous espérons entendre de bonnes idées, et il y en a déjà eu quelques-unes — il y en a eu beaucoup ce soir —, mais je ne suis pas aussi convaincu dans le cas de la bureaucratie.

Un autre de nos problèmes remonte à 35 ans et il concerne les gouvernements de toutes les allégeances — je ne m'attaque pas à l'un d'eux en particulier. C'est qu'on n'a pas pour l'agriculture le dévouement ou le respect qu'on devait avoir. Et il n'y a pas que le gouvernement fédéral. Il y a aussi les provinces.

Il a été question aujourd'hui d'avoir un seul plan de prestation de programmes. Paul est convaincu de la valeur de cette idée, je crois, et je commence à penser la même chose. Mais ma province, l'Ontario, est l'une des plus récalcitrantes. Elle ne veut pas renoncer. Le gouvernement fédéral va peut-être devoir régler le problème aux moyens des transferts, comme quelqu'un l'a dit ce soir. C'est Danny Williams qui sera heureux. Bref, il y a un problème.

Une autre difficulté tient aux différents groupes de produits. J'ai siégé au conseil de bien des offices agricoles au fil des ans, et tous semblent avoir leurs propres objectifs. Leur mentalité les porte à « diviser pour régner ».

Autre problème: le grand public. On voit les agriculteurs au volant de beaux gros tracteurs. Je ne critique pas; c'est un fait. Nous en avons besoin pour faire notre travail, qu'ils soient neufs ou vieux. Mais les gens voient ça et se demandent où est le problème. Ils ont l'impression de payer cher leur alimentation.

Je n'ai pas vraiment de question à poser. C'est plutôt une simple réflexion. Toutefois, j'ai entendu bien des choses ici. Je suis convaincu d'une seule chose: nous devons trouver de nouvelles façons de nous y prendre, comme les Américains le font, pour régler différents problèmes.

Ce soir, quelqu'un a proposé quelque chose au sujet des frais d'inspection de l'ACIA. Il s'agissait plus précisément de l'industrie de la pomme de terre, mais je crois que le gouvernement pourrait revoir la question des frais d'inspection pour tous les produits et peut-être les assumer.

Mon temps de parole est probablement terminé ou presque, monsieur le président. Je vais m'en tenir là et laisser la parole au prochain collègue.

• (2105)

Le président: M. Ling voulait intervenir, et il y a ensuite M. MacCallum.

M. Allan Ling: Merci de ces observations. Je suis on ne peut plus d'accord avec vous.

Les représentants fédéraux présentent de bonnes propositions, mais ils se butent à un obstacle au niveau provincial. Nous nous préoccupons beaucoup du partage 40-60.

Je sais également que, comme homme politique, vous pouvez avoir d'excellentes idées et la volonté de faire les choses correctement, mais tout cela peut s'enliser et même être stoppé indéfiniment par la bureaucratie avec laquelle vous devez traiter. Je me pose parfois des questions là-dessus. C'est vous qui devriez élaborer les politiques du Canada. Dites à ces gens-là ce qu'ils sont censés faire. Je sais à quel point ce peut-être difficile. Ce problème me semble plus important au niveau fédéral qu'il ne l'est au niveau provincial.

C'est la même chose de l'autre côté. Le budget provincial vient d'être déposé. Selon moi, il est évident que c'est un budget électoral, mais nous n'avons pas obtenu grand-chose pour l'agriculture. Je crois qu'il prévoit 500 000 \$ pour les producteurs biologiques, mais il n'y a pas que des agriculteurs biologiques dans la province. Et je n'ai rien contre eux.

Merci.

Le président: Monsieur MacCallum.

M. Doug MacCallum: J'ai passé en revue le PCSRA de fond en comble. Ce n'est pas un programme dont l'agriculteur peut mettre les avantages en banque. Les dés sont pipés à ses dépens parce qu'on prend les cinq dernières années de revenu et qu'on écarte la meilleure et la pire année. Or, ce sont les années qui lui garantiraient les plus gros versements. On utilise ensuite la moyenne des trois années, ce qui ne permet pas d'accorder des versements importants. En ce moment, tout est à la baisse. Cela ne peut donc pas marcher pour nous, particulièrement pour les naisseurs.

Le processus d'appel est illégal, puisqu'on ne peut pas se faire accompagner d'un avocat. Le gouvernement se sert de vos amis et voisins pour vous mettre la corde au cou, pour ainsi dire. Il agit en ayant l'air de n'y être pour rien, de sorte qu'il peut prétendre que ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui ont lynché Doug MacCallum, par exemple.

Le président: J'espère que non.

M. Doug MacCallum: Ils ont essayé jeudi dernier, mais ça n'a pas marché.

Le président: De toute façon, le temps de parole de M. Miller est expiré.

Monsieur Atamanenko, à vous.

M. Alex Atamanenko: Merci. Tant de questions à poser et si peu de temps.

Karen, je pourrais peut-être commencer par vos réflexions sur l'OMC. D'après vous, et d'autres ont dit la même chose, l'agriculture ne devrait pas relever de l'OMC. Que dire de l'ALENA? Nous y intéressons-nous? Dans ma province, la Colombie-Britannique, par exemple, nous savons que l'ALENA a nui aux maraîchers. Ils se sont retirés du marché. Et les producteurs de pomme luttent contre le dumping. Par ailleurs, nous savons à quel point notre agriculture est axée sur l'exportation. Faut-il opter pour les accords bilatéraux? Est-ce que c'est la solution?

M. Harding a dit qu'il fallait réduire au minimum le risque de mesures commerciales. Comment pouvons-nous agencer tout cela? Nous savons que notre industrie du porc veut pénétrer le marché européen. Au lieu d'avoir un quota de 0,5 p. 100, nous devrions obtenir 5 p. 100 comme il a été plus ou moins convenu. Comment concilier tout cela si nous retirons l'agriculture du champ de compétence de l'OMC?

Et puis, il y a toute la question de la sécurité alimentaire et ce que les gens ont signalé. Quelle est la vision proposée? S'agit-il avant tout de nourrir notre pays et d'assurer la sécurité alimentaire? Comment harmoniser tout cela?

Peut-être pourriez-vous intervenir d'abord, Karen, et d'autres pourraient intervenir ensuite.

•(2110)

Mme Karen Fyfe: Merci de la question, Alex.

C'est toute une histoire, vraiment, et c'est complexe, mais par ailleurs, je crois que le gouvernement fédéral et nos dirigeants agricoles doivent cesser d'être naïfs. Lorsque nous avons un négociateur qui participe à des échanges internationaux, dans des instances internationales, nous devons intervenir avec le plus de fermeté possible pour défendre nos producteurs, les exploitations familiales d'un bout à l'autre du pays qui tâchent de fournir des aliments sur les marchés locaux et de maintenir l'équilibre avec les marchés d'exportation.

D'après moi, c'est plutôt une question d'équilibre. En ce moment, nous privilégions tellement la politique commerciale plutôt que la politique agricole. Nous devons revenir à une position plus équilibrée, avec une politique agricole intérieure selon laquelle il est aussi important et pertinent que nos producteurs nourrissent notre population que d'exporter l'un quelconque de nos produits.

Ce n'est pas parce que nous pouvons faire quelque chose qu'il est bien de le faire. Sauf votre respect, monsieur Harding, je vais prendre l'exemple de l'industrie du porc et poser une sorte de question oratoire. Ce n'est pas parce qu'on peut produire du maïs et du grain à un coût extrêmement faible au Brésil, produits que les

Brésiliens expédient ensuite en Chine pour que les Chinois finissent leurs porcs et les envoient ensuite au Canada à un prix bien plus bas pour le consommateur... Cela a-t-il du sens? Ce n'est pas parce qu'on peut le faire que c'est un choix logique, étant donné aussi les frais de transport et l'effet cumulatif sur le réchauffement de la planète?

Est-ce qu'il est bon de faire quelque chose simplement parce qu'on peut le faire ou y a-t-il d'autres éléments dont il faut tenir compte, comme la survie de nos collectivités rurales, comme la réduction des activités de transport? La salade César qui fait un trajet de 1 500 milles et dont on parle tant... Est-il juste de faire une chose parce qu'il est possible de la faire?

Comme le dit notre président, Stewart Wells, si on a appelé l'OMC Organisation mondiale du commerce et non Organisation mondiale de protection des revenus, il y a une raison.

M. Alex Atamanenko: D'autres observations?

Le président: Ce sera M. de Boer, puis M. Ling.

M. Willem De Boer: J'ai quelque chose à dire sur la quantité de porc qui entre au Canada. Entre 60 et 70 p. 100 du porc canadien est exporté. Depuis quelque temps, de plus en plus de porc est importé chez nous. Pas des porcs sur pied, mais de la viande de porc. La grande inquiétude des producteurs de porc, c'est que ces bêtes sont élevées en Chine, et plus particulièrement au Brésil et au Mexique. La viande arrive chez nous et, pourvu qu'elle soit rouge, on la laisse entrer.

Nous savons, entendons dire et lisons certaines choses sur l'élevage de ces porcs, leur alimentation, les antibiotiques qui leur sont administrés, etc. C'est bien différent de ce qui se passe ici. Le Canada devrait avoir un dispositif d'examen des aliments beaucoup plus solide à la frontière. Par exemple, si vous importez de la viande chez nous, dites-nous d'où elle vient, comment la bête a été nourrie, si des normes semblables aux nôtres ont été appliquées. Ce serait un grand progrès. Le gros de cette viande vient du Brésil et d'autres pays. Elle est acceptée ici alors qu'il nous est presque impossible de pénétrer leurs marchés.

Il faudrait examiner ces choses-là de très près. Pour ces gens-là, un conteneur qui traverse l'Atlantique coûte 3 000 \$. On peut y mettre 30 tonnes — encore plus si on veut. Quel est le prix au kilo ou à la livre? Pas très élevé. S'ils peuvent vendre la viande quelques cents meilleur marché, à 3 000 \$, c'est encore moins cher qu'acheter la viande ici.

Je crois donc que l'Agence canadienne d'inspection des aliments doit étudier la question plus sérieusement.

•(2115)

Le président: Très rapidement, monsieur Ling. Le temps de parole de M. Atamanenko est terminé.

M. Allan Ling: Pour répondre à votre question, je crois que le Canada est un pays commerçant et le demeurera. Nous ne pouvons entourer notre pays d'une clôture. Il faut participer aux échanges.

Je n'ai jamais assisté aux négociations de l'OMC ni à rien de semblable, mais, d'après ce que j'entends dire, le Canada joue un rôle très important dans nos négociations. Nous n'obtenons pas tout ce que nous voulons, bien sûr, mais nous avons bien fait de tenir bon dans le cas de la gestion de l'offre. J'espère que nous continuerons de résister. Il n'est pas facile d'être le seul face à 146 ou 147 pays, mais, pour le bétail, le grain et les oléagineux, nous devons être présents.

Sur ce point, j'appuie notre position.

Le président: Merci, monsieur Ling.

Monsieur Easter, à vous.

L'hon. Wayne Easter: Merci.

Je remercie les témoins de leurs exposés.

Willem, à propos des chiffres sur la dette que vous avez présentés, George Brinkman, un économiste de Guelph a publié des données il y a deux semaines. Il semblerait que, entre 1981 et aujourd'hui, en fait, la dette agricole au Canada ait augmenté de 300 p. 100 alors que, aux États-Unis, la hausse a été de 20 p. 100. Si on considère les subventions versées aux agriculteurs, le gouvernement du Canada a subventionné pendant cette période 116 p. 100 du revenu agricole au Canada. Autrement dit, notre part venant du marché a été négative. Aux États-Unis, même si les subventions sont plus élevées, le gouvernement n'a fourni que 37 p. 100 du revenu agricole.

Telle est la réalité du monde où nous sommes, de la situation actuelle.

Personne n'en a beaucoup parlé, mais devrions-nous envisager une restructuration fondamentale de...? Je crois que Randall a dit que nous envisagions la gestion des risques de l'entreprise en dehors de presque tout le reste. Mais devrions-nous songer à un programme fédéral de soutien dans d'autres domaines, comme le programme HACCP? Les agriculteurs assument le coût, mais ce sont les consommateurs qui en bénéficient. Les frais d'inspection, la santé et la sécurité à la ferme, la santé et la sécurité du public — devrions-nous examiner toutes ces questions qui sont classées dans la boîte verte à l'OMC, ce qui permet d'accorder un soutien? Le milieu agricole reçoit de l'argent, mais il ne s'agit pas de subventions. J'ignore pourquoi nous n'examinons pas ces éléments, ainsi que certains programmes environnementaux.

Peut-être pourriez-vous y réfléchir, et si quelqu'un a une réponse, je voudrais l'entendre.

Il y a deux ou trois points précis à signaler clairement.

Vous avez parlé, Randall, d'une stratégie nationale de la santé des animaux d'élevage. Y a-t-il accord général sur ce point dans l'industrie? À qui a-t-on présenté cette proposition? C'est un élément que nous voudrions peut-être faire figurer dans notre rapport.

Sur un autre point, bien des gens semblent dire qu'il nous faut dans les programmes fédéraux un volet distinct pour les catastrophes. Quels sinistres seraient couverts? Faudrait-il tenir compte des différends commerciaux? Quel serait le pourcentage de protection? S'il y a une inondation dans une ville, le gouvernement fédéral paie 90 p. 100 des dégâts. Si des terres agricoles sont inondées, il ne paie que 60 p. 100, pour peu qu'il paie. Le gouvernement fédéral devrait-il payer 90 p. 100 en cas de catastrophe, qu'il s'agisse d'une maladie comme l'ESB, de recours commerciaux ou d'autre chose?

Le président: Monsieur Affleck.

M. Randall Affleck: Pour ce qui est de la stratégie nationale, je crois savoir qu'il y a eu des échanges sur le plan des politiques dans environ 13 organisations nationales, avec l'ACIA. La difficulté, pour passer à la prochaine étape, consiste à assurer une bonne coordination. C'est pourquoi il a été proposé que nous fassions avancer ce dossier.

L'hon. Wayne Easter: Dans ce cas, puis-je demander ceci, monsieur le président? Peu importe qui préside ce rassemblement de 13 groupes, pourrait-il écrire au président du comité, s'il y a accord, pour que cet élément soit expressément signalé dans notre rapport comme faisant partie du CSA 2?

• (2120)

M. Randall Affleck: D'accord.

Si je peux me permettre d'ajouter quelque chose à propos de l'assurance en cas de catastrophe. Du point de vue de notre secteur, la gestion de l'offre étant ce qu'elle est, on ne peut pas nécessairement monter une argumentation solide en faveur d'une assurance du marché. Mais je crains que les producteurs n'aient pas une couverture suffisante pour les catastrophes.

Comme agriculteur, que le taux de protection soit de 60-40, de 90-10 ou de 100 p. 100, peu m'importe. C'est de l'argent de l'État qui devrait aller aux producteurs, mais c'est important. Les petites provinces qui comptent beaucoup sur l'agriculture, plus particulièrement, sont vraiment désavantagées par le partage 60-40. Il faudrait au moins éviter, par exemple, que l'argent du gouvernement fédéral ne soit retenu dans l'attente de la participation provinciale, selon moi. Si on ne peut réaliser le scénario parfait, il faudrait au moins que l'argent du gouvernement fédéral soit versé.

Le président: Monsieur Harding.

M. Robert Harding: Merci, monsieur le président.

À propos des observations de Wayne sur la possibilité d'assumer certains des coûts de l'ACIA, les frais d'inspection, etc., cette participation serait placée dans la catégorie verte aux termes des accords. Je signale simplement le fait. Si c'est bien le cas, l'industrie serait certainement d'accord.

Allan a exprimé des préoccupations au sujet des gens qui s'accrochent à leur propre pouvoir. Je sais que, il y a longtemps, l'ACIA a proposé un plan d'agencement des activités qui se résumait en somme à un recouvrement des coûts. Notre secteur a dit que c'était d'accord, mais nous n'allions plus recourir aux services. Peu importait ce qui était supprimé, ils ont dit qu'ils factureraient, et cela ne changeait rien. Bien des gens dans cette organisation sont formés pour se comporter de cette manière. Ils ne veulent rien abandonner.

Karen, je ne me suis pas offensé de ce que vous avez dit. Les entreprises libres de notre secteur sont très prudentes. Comme Willem l'a dit, nous produisons 50 p. 100 de plus que ce que nous consommons. Il faut écouler ces produits, et il faut que ce soit très ciblé.

Notre grande préoccupation se situe du côté de la concurrence. Si on ne permet pas à nos agriculteurs d'utiliser un certain produit bon marché... c'est parce que Santé Canada ne l'a pas approuvé — nous sommes tous d'accord. Mais depuis huit ans, les Américains peuvent l'utiliser, et nous pouvons acheter la production américaine dans les marchés d'alimentation de tout le Canada. Est-ce que c'est bon pour la santé des Canadiens ou est-ce que c'est mauvais? Il y a une sorte de contradiction. Il y avait là pour les producteurs américains un avantage de 2 \$ à 5 \$ par porc. Nous ne pouvions utiliser le produit, mais il est maintenant approuvé au Canada. Reste qu'il y avait une incohérence.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Easter.

Monsieur Devolin.

M. Barry Devolin: Merci, monsieur le président.

Nous avons entendu beaucoup de bonnes idées aujourd'hui, aussi bien ce soir que ce matin, à Truro, et il y a bien des thèmes communs. Nous allons les retenir.

Je voudrais parler plus précisément du PCSRA. On a dit que la réussite a bien des pères, mais que l'échec est orphelin. Le PCSRA me semble orphelin. Je n'ai encore rencontré personne qui réclame la responsabilité de sa création ni aucune organisation qui dise l'avoir appuyé à l'époque.

Monsieur Harding, je crois que vous avez dit que la lacune fondamentale ou l'une des lacunes fondamentales du programme est qu'il n'est pas prévisible et qu'on ne peut donc pas compter sur lui. C'est que, en remplissant le formulaire, on n'a pas toute l'information nécessaire à y inscrire pour obtenir un chiffre, au bout du compte, comme c'est le cas pour la déclaration de revenu — on peut faire une erreur, mais on obtient le montant à verser ou à recevoir. Dans le cas du PCSRA, il faut attendre.

Un agriculteur m'a dit qu'il avait trouvé le meilleur comptable possible, un type qui avait aidé à mettre le PCSRA en place. Le comptable lui a dit qu'il recevrait entre 8 000 \$ et 43 000 \$. Si on posait la question à un jeune dans la rue, il pourrait probablement avancer des chiffres aussi précis.

Je commence par M. Harding. D'autres voudront peut-être intervenir. Est-il possible de modifier le PCSRA pour qu'il soit plus prévisible et que l'aide soit encaissable? Question de vocabulaire: est-ce que ce serait toujours le PCSRA ou autre chose?

Êtes-vous au courant d'un travail qu'on aurait fait à ce sujet? Y a-t-il un programme agricole complet, une solution qui permettraient de régler le problème, soit la prévisibilité et l'encaissement.

• (2125)

Le président: Allez-y, monsieur Harding.

M. Robert Harding: Merci.

Le comité a entendu le témoignage du Conseil canadien du porc il y a environ un mois. Le comité de la protection des revenus de cette organisation a certainement travaillé avec la FCA et d'autres, pendant les années qui ont précédé l'élaboration du PCSRA, à l'époque où nous avions le CSRN et sortions des arrangements tripartites. Il y a eu énormément d'excellentes idées, dont certaines donneraient de bons résultats pour les agriculteurs. Mais elles coûtent très cher. Je crois que ce fut la vraie raison. On se retranche en partie derrière des enjeux commerciaux, par exemple, et je crois honnêtement que certains de ces enjeux n'existent pas vraiment. Si la volonté est là, il y a moyen d'arriver à quelque chose.

Une équipe de bureaucrates bien intentionnés tiennent mordicus à ce programme. Ils y croient. Ils pensent que c'est le bon programme, etc. J'en ai rencontré un il y a une quinzaine de jours. Il a dit: « Mais en principe, c'est le bon programme. » J'ai répondu: « Ce n'est pas vrai. Les agriculteurs font faillite. Vous pouvez parler de tous les principes que vous voulez, il ne marche pas. » « Il marche à certains endroits », a-t-il dit. Peut-être, mais on comprend leur point de vue. Je pense donc qu'il y a là une grande difficulté également.

Comme l'Allan l'a dit, c'est vous qui établissez les politiques, mais vous devez vous fier à ceux qui sont en place. Ils ne sont pas tous mesquins, mais parfois, ceux que nous rencontrons le sont.

Le président: M. Ling voulait intervenir, de même que M. MacCallum.

M. Allan Ling: Le nom d'un programme ne fait pas de différence. Il n'y a rien de mal dans le nom du PCSRA et je crois qu'on peut le modifier pour qu'il réponde à nos besoins. Il faut toutefois apporter des modifications. Dans l'ensemble du Canada, nous avons pris des mesures constructives. Par exemple, nous avons ajouté une approche analogue à celle du CSRN au niveau supérieur. C'est un progrès.

Il ne faut pas tout éliminer, selon moi. Le problème surgit lorsqu'on se base sur une marge qui diminue et les prix historiques. On ne peut pas vivre dans le passé, et c'est ce que nous avons essayé de faire.

L'autre élément, dont nous parlons sans cesse, est celui de la prévisibilité et de l'encaissement. Nous sommes tous au courant.

Pour répondre à la question de Wayne, je dirai que oui, bien entendu, si nous pouvons profiter de certains programmes de la catégorie verte, nous devrions le faire. Je crois y avoir fait allusion dans ma déclaration du début.

Le président: Nous entendrons M. MacCallum qui sera suivi de M. de Boer. Très rapidement. Le temps de parole de M. Devolin est presque terminé.

M. Doug MacCallum: Un problème du PCSRA est que l'avance est établie d'après un montant fixe et que le programme lui-même est basé sur le montant de la marge, et la formule de la marge entraîne une soustraction sur le montant fixe. C'est ce qui est arrivé aux naisseurs. Nous avons obtenu un montant fixe de 100 \$ la tête pour nos vaches qui avaient vêlé, mais lorsque la formule de la marge a été utilisée, nous avons perdu tout cela, et l'argent reçu du gouvernement est devenu un prêt. La seule façon d'obtenir de l'argent était d'adhérer au PCSRA.

Je n'ai participé à aucun programme du gouvernement de toute ma vie, et je ne participe pas au PCSRA aujourd'hui, même si on m'a dit au bureau du premier ministre que je devrais le faire. Mais j'ai dit que, une fois que j'ai été roulé par un programme, je n'y participerai jamais plus. Je me suis très vite retiré.

Le président: Monsieur de Boer.

M. Willem De Boer: À propos du PCSRA, je dis la même chose qu'Allan. J'en reste encore à mon seul exemple personnel. Je suis ici depuis 12 ans. Les deux premières années ont été excellentes, puis l'année 1998-1999 a été très mauvaise. J'ai alors reçu 80 000 \$ du programme à l'époque. Par la suite, j'ai reçu deux ou trois milliers de dollars. L'an dernier, si je tiens compte des dépenses personnelles, j'ai encore perdu près de 100 000 \$. Le comptable m'a dit qu'il n'y avait pas d'argent, pas de PCSRA.

Le programme n'est pas utile, et il pourrait l'être... Si vous retournez discuter avec le CCP, vous trouverez des idées. Le Protein Council a des idées. Je n'ai pas autant de connaissances qu'eux. Mais le programme n'aide pas; en tout cas, il ne m'aide pas, et c'est ce que je veux souligner.

L'idée des programmes de la boîte verte est excellente, mais elle devrait être plus... [Note de la rédaction: Inaudible.] Chez Smithfield Foods et les autres... Smithfield est la plus importante entreprise du genre dans le monde. Elle pratique la stabulation libre. Je n'ai pas de problème dans le cas des truies. C'est possible, mais cela coûte de l'argent. Le consommateur le souhaite, mais nous devons assumer tous les coûts. L'espace par porc... Je ne sais pas combien de pieds carrés. Disons deux. L'entreprise veut deux et demi. Elle veut une amélioration des installations parce qu'il y a trop de porcs par enclos. Cela me va aussi, mais ce sont les agriculteurs qui paient. Ils vont devoir casquer.

Nous ne pouvons pas dire au transformateur qu'il nous faut 10¢, 5¢ ou 1¢ de plus, peu importe les chiffres, parce que nous avons des frais. Impossible. C'est ce que le consommateur veut, à nous de payer. Si cela se classe dans la catégorie verte, dites-le moi et envoyez-moi le formulaire. Je vais le remplir.

C'est la même chose pour le Programme d'options. Ma femme travaille avec moi dans l'exploitation. De temps à autre, nous engageons un employé à temps partiel. Nous voulons participer au Programme d'options. Nous sommes tous les deux dans le rouge, et un montant de 25 000 \$ nous attend — pas de formulaires. On peut l'obtenir l'automne prochain.

Ma femme m'a demandé d'engager un comptable pour établir un plan. Si rien ne change, c'est la liquidation qui sera demandée. La caisse est vide. Je ne sais pas comment... Si les prix augmentent, je dois dépenser encore 2 000 \$ ou 3 000 \$ pour les services d'un comptable. Tout ce que je peux obtenir du Programme d'options, si je suis admissible... mais je ne peux pas y participer.

• (2130)

Le président: Merci.

Monsieur Hubbard, vous fermez la marche.

L'hon. Charles Hubbard: Merci, monsieur le président.

C'est une véritable énigme. On dirait que, dans le secteur en régime de gestion de l'offre, le producteur est un facteur pris en compte dans le prix fixé pour le produit. Les choses semblent se passer plutôt bien. Dans les autres secteurs, on dirait que c'est surtout du prix que la plupart des gens se plaignent. Si on tient compte de tous les intrants, des coûts et des rendements, tout le monde dit que le problème, c'est le prix.

J'ai une question à poser sur la bureaucratie du PCSRA. C'est un programme qui coûte très cher en services de tenue de livres et de comptabilité. J'ai entendu des plaintes, et nous voudrions sans doute avoir dans le compte rendu quelque chose de clair sur le problème.

Toujours à propos des bureaucrates, la plupart des gens reconnaissent que, dans la fonction publique actuelle, les cadres supérieurs des ministères n'ont aucune expérience dans le domaine agricole. Il peut arriver que quelqu'un qui a dirigé un bureau du MPO devienne soudain sous-ministre adjoint simplement parce qu'il est bon gestionnaire. Il se peut qu'il ait dirigé une prison en Nouvelle-Écosse, et il est nommé sous-ministre adjoint. Cela arrive.

M. MacFarlane, vous deviez en congédier un pour chaque agriculteur qui perdrait son exploitation.

Monsieur Harding, vous avez aussi fait allusion à ce problème. Lorsque vous traitez avec la bureaucratie fédérale, obtenez-vous une bonne coopération, une bonne compréhension? Ou bien est-ce que les fonctionnaires pensent tout savoir et ne semblent pas comprendre grand-chose à l'agriculture, de sorte que vous n'arrivez pas à communiquer avec eux?

Je crois que Darlene est prête à répondre.

À mon sens, donner de l'argent et en demander le remboursement ensuite, c'est un peu...

Le président: Ce sera d'abord Mme Fyfe, puis M. Harding et enfin Mme Sanford.

Mme Karen Fyfe: Merci de cette question. Je vais l'aborder sous un angle un peu différent.

Il y avait — je crois que cela n'existe plus — un petit bureau au sein de la direction des politiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Bureau des agricultrices. Je suis une amie d'une personne qui y travaillait. Elle n'avait aucun lien avec l'agriculture sinon

qu'elle aimait manger. Elle voulait s'assurer qu'un bon nombre d'agriculteurs restent en activité. Ce que ce bureau minuscule a pu faire pour les agricultrices est fantastique. Elle était pour nous un centre d'information. Elle nous prévenait des réunions importantes qui allaient venir. Elle nous demandait si nous voulions figurer à l'ordre du jour. Elle était vraiment là pour défendre les agricultrices, et pas seulement celles du Syndicat national des cultivateurs, mais aussi des femmes...

L'hon. Charles Hubbard: Ne prenez pas tout mon temps. Je n'ai que cinq minutes.

Vous parlez au passé. Ce bureau est-il disparu?

Mme Karen Fyfe: Oui.

L'hon. Charles Hubbard: D'accord, je ne veux pas...

Mme Karen Fyfe: Ce bureau ne recevait pas d'argent. On lui a dit que, s'il s'agissait de politique, on n'en voulait plus, que s'il s'agissait de recherche, on n'en voulait plus.

Le président: Monsieur Harding.

M. Robert Harding: Merci. Je vais parler rapidement.

Cessons de plaisanter. Vous avez beaucoup de fonctionnaires qui sont des professionnels et font un excellent travail, il ne faut pas raconter de blagues. Nous avons été irrités à la séance du CSA organisée il y a environ un mois. Nous ne savions pas au juste où tout cela irait. Ce ne sont peut-être pas les gens qui sont là-bas, mais ceux avec qui nous traitons et ceux avec qui nous avons une relation qui sont des professionnels. Ils font un bon travail. Nous ne voulons pas vous donner l'impression... Nous nous impatientons parce qu'ils connaissent bien les prisons et les bureaux du MPO, mais ils ne savent rien de ce dont nous parlons. Il faut comprendre que... Je suis peut-être un peu à côté, mais généralement, il est important que vous compreniez que c'est le cas. Ils sont très passionnés par ce qu'ils font et ils pensent avoir raison, même si ce n'est peut-être pas le cas.

• (2135)

Le président: Madame Sanford.

Mme Darlene Sanford: Au sujet de l'incompréhension, nous l'avons constaté lorsqu'ont été conçus les premiers programmes relatifs à l'ESB et que la Canadian Cattlemen's Association a été invitée aux discussions. Les représentants de l'Association ont dit aux concepteurs que le programme tel que conçu ne marcherait pas, que l'argent irait directement aux exploitants d'abattoir. Les gouvernements ont fait à leur tête. Ils ont insisté. Ils avaient raison, et ils ont mis les programmes en place de toute façon. On ne peut accuser les exploitants d'abattoir d'avoir pris l'argent ou de l'avoir volé. C'est le gouvernement qui le leur a donné, parce qu'il n'a pas suivi les conseils de l'industrie. Il y a bien des gens qui ne comprennent pas le fonctionnement fondamental du secteur agricole.

Il y a bien des professionnels en haut lieu qui ont d'excellentes intentions, mais ce qui m'indigne le plus, c'est quand ils demandent des conseils ou ne comprennent pas comment fonctionne une industrie comme celle du boeuf. S'ils prennent la peine de consulter un groupe comme la Canadian Cattlemen's Association au sujet d'un programme, pourquoi ne suivent-ils pas les conseils qu'on leur donne?

Le président: Monsieur MacCallum.

M. Doug MacCallum: L'argent d'Ottawa devrait venir par l'intermédiaire du Programme d'aide transitoire à l'industrie, le PATI. Les agriculteurs recevraient ainsi l'argent, et ils n'auraient pas à craindre qu'il se transforme en prêt. Le gouvernement fédéral a dépensé à peu près autant d'argent pour rafistoler le PCSRA que ce qu'il nous a versé. S'il est versé dans des circonstances spéciales, alors il s'agit seulement d'un prêt, et il faut le rembourser de toute façon.

Je ne suis pas un geignard, mais vu le prix des grains et des oléagineux et tout le reste, les exploitants de parc d'engraissement ne peuvent pas me payer mes bovins à engraisser aussi cher à cause du prix du grain. Je vais encore perdre. Et je perds déjà beaucoup d'argent depuis quatre ans. Si on bâtissait une usine de biocarburants ici, je pourrais cultiver du soya et gagner un peu d'argent de ce côté-là.

Je travaille beaucoup à l'extérieur de la ferme, parce que mon revenu agricole net est nul depuis quatre ans. La seule aide que j'ai reçue du gouvernement, c'est une facture de 2 800 \$.

Merci.

Le président: Merci, monsieur MacCallum.

Je vous remercie tous d'avoir pris le temps, malgré votre horaire chargé, de venir témoigner au comité. Cela nous aidera à mettre la dernière main au rapport que nous présenterons à la Chambre des communes ce printemps. J'espère qu'il aura une certaine influence auprès du gouvernement, qui discutera du CSA avec les provinces. Il y aura une réunion des ministres à la fin de juin.

Je comprends ce qu'on a dit de la santé des animaux. Je suis naisseur. Je veux m'assurer qu'on traitera de cette question. Nous avons recueilli un certain nombre d'observations jusqu'à maintenant. La Coalition canadienne pour la santé des animaux a également comparu devant le comité et a soulevé certaines questions, surtout au sujet de l'indemnisation en cas de catastrophe, lorsqu'il y a un lien avec la maladie, et de modifications à apporter à la Loi sur la santé des animaux pour qu'elle soit plus solide.

Également, si nous tenons ces audiences un peu partout au Canada, c'est un peu à cause des réflexions que vous avez faites. Vous vous demandez si les idées et les questions qui découlent des consultations, avec tant de groupes aux productions diverses et tant d'agriculteurs de tous les coins du pays, se retrouveront dans le rapport final. Il s'agit donc d'assurer une conciliation. Ce travail a une motivation politique, mais tous les partis sont représentés à la table.

Encore une fois, merci beaucoup.

Merci, Wayne, de nous avoir invités à l'Île-du-Prince-Édouard.

Là-dessus, je lève la séance.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.